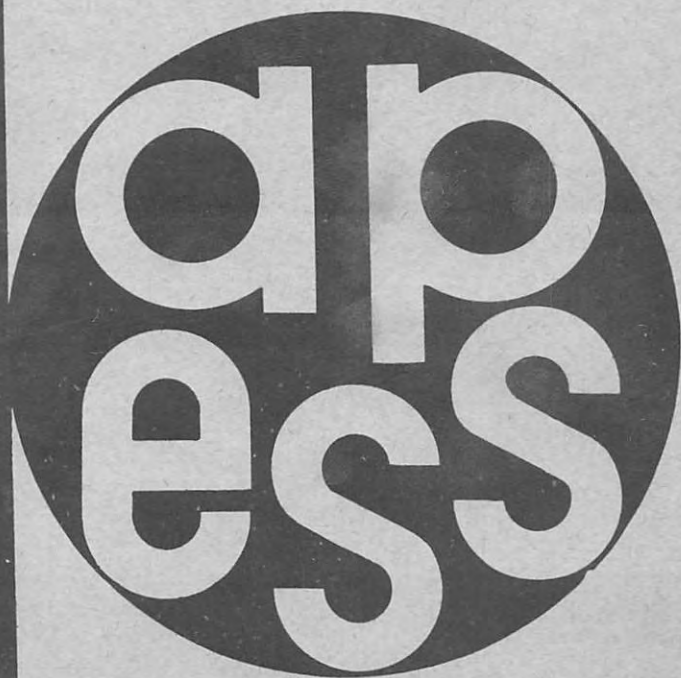


BULLETIN

1979/1



**Dât Geschäft wo' Dir fand
wât Dir sicht**



**Librairie - Papeterie - Jouets éducatifs
Fournitures pour écoles
27, Rue du fossé LUXEMBOURG**

EDITEUR RESPONSABLE: Le Comité Central de l'APSS - Luxembourg
Secrétariat: 58, rue de Schoenfels - Bridel

REDACTION ET MISE EN PAGE: C. Felten - Diekirch

EDITORIAL

L'indemnité pour la correction des épreuves de l'examen de fin d'études avait été contestée depuis longue date par les différents comités de l'APESS. Il a fallu que le Bureau et le Comité actuels récussent les aménagements successifs proposés par le Ministère pour qu'on arrive finalement à de véritables négociations avec les responsables politiques. Il en est sorti le compromis que tous les collègues connaissent à présent et qu'ils ont approuvé majoritairement par un vote, de sorte que le boycottage projeté est levé pour cette année.

Quand l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mars 1979 décida cette mesure syndicale, il y eut les réactions les plus diverses.

Le MEN, bien qu'informé officiellement le 19 mars 1979, n'a pas réagi pendant 15 jours à notre offre de négociations, espérant probablement que les professeurs ne suivraient pas ce mot d'ordre voté par "une poignée de durs" (une bonne centaine) et que l'examen de fin d'études pourrait avoir lieu quand-même. Les autorités compétentes se sont ravisées seulement quand elles ont connu les pourcentages des collègues solidaires de la décision prise en Assemblée Générale Extraordinaire.

Bon nombre de collègues avaient également exprimé des doutes et des objections. Ils trouvaient que le Comité Central de l'APESS avait trop longtemps adopté une attitude attentiste, trop conciliante avec le MEN. Ils ont vivement critiqué notre patience et notre espoir qu'un résultat positif pourrait être obtenu sans recourir à la grève ou au boycottage. D'autres trouvaient que le moment était mal choisi: on se dresserait contre un gouvernement qui finissait une législature et qui ne serait plus concerné par une grève des examens. Malgré tout, les collègues nous ont accordé leur appui, à 80% en moyenne, et se sont déclarés prêts à suivre le mot d'ordre de l'APESS. Dans cette harmonie il y a eu, bien sûr, quelques notes discordantes: l'un ou l'autre établissement n'atteignait pas la moyenne générale de 80% de participants; dans tel autre lycée un groupuscule de professeurs a, vainement, appelé à la désolidarisation avec l'APESS; aucun autre syndicat d'enseignants, certains pourtant sûrs de profiter de l'amélioration à obtenir, n'a cru opportun d'appuyer nos revendications et notre mesure syndicale! Nos membres n'en ont que plus de mérite et en auront tiré sans aucun doute une prise de conscience syndicale pour l'avenir.

Au début, l'attitude des parents d'élèves était hésitante, voire agressive. Après quelques communiqués hostiles envers l'APESS et provenant de l'une ou l'autre classe d'élèves particulièrement attirés à critiquer leurs professeurs, le silence s'est fait dans la presse grâce à l'attitude finalement compréhensive des parents. Ce revirement est intervenu à la suite d'une entrevue entre les associations de parents d'élèves du secondaire et le Bureau de l'APESS. Ils ont compris alors que les professeurs n'avaient pas décidé ce boycottage de gaieté de coeur et qu'ils partageaient pleinement leur anxiété quant à l'avenir immédiat des enfants; et nous sommes convaincus que les parents seront les premiers à apprécier le geste des professeurs qui se sont déclarés prêts à corriger les épreuves de cet examen dans l'intérêt des élèves, bien que leurs revendications justifiées, de l'avis même des parents, soient loin d'être satisfaites, même par ce compromis.

Au cours des négociations MEN - APESS les responsables du Ministère ont tenté de faire passer l'argument que la correction des épreuves de l'examen de fin d'études faisait partie intégrante de notre tâche. Cette position était difficilement défendable. Comment peut-on imposer comme partie de sa tâche la correction des copies d'examen à un professeur non titulaire d'un cours en première? D'ailleurs, le seul texte servant de base à l'argumentation gouvernementale était une circulaire du 30 mars 1965 qui dit notamment: "Il semble logique de considérer le contrôle des progrès des élèves et la coopération aux décisions de promotion à la fin de l'année scolaire comme partie intégrante de la tâche du titulaire d'un cours... Cette obligation générale me semble également donnée pour les examens qui clôturent certaines années d'études..." Les termes mêmes de cette lettre ministérielle montrent que le Ministre de l'époque était déjà en peine pour trouver des textes de loi prouvant sa thèse; par contre, nombreux sont les textes qui, implicitement il est vrai, étayaient la thèse contraire. Il est par conséquent probable que si l'APESS avait poussé le gouvernement dans ses derniers retranchements, le ministère du ressort aurait eu des difficultés à nous faire appliquer la nouvelle loi portant réglementation du droit de grève des fonctionnaires. Une décision préalable, prouvant nos obligations, aurait dû être prise par une instance compétente, et les chances d'avoir gain de cause dans ce litige n'auraient pas forcément été du côté du gouvernement.

Ces négociations ont révélé également que depuis que l'APESS a déposé la revendication concernant l'examen de fin d'études, aucune concertation au niveau ministériel interdépartemental n'a eu lieu. Sur l'échiquier politique notre profession ne joue évidemment aucun rôle et l'on peut ignorer calmement nos revendications. Et puis, si les professeurs s'entêtaient trop à vouloir

jouer les trouble-fête, en haut lieu on trouverait facilement des journalistes complaisants, toujours prêts à déverser toute leur encre sur une profession déjà noircie aux yeux du public. Ce dédain des enseignants du secondaire est prouvé également par le fait que depuis mars 1978 - nouveau dépôt de notre catalogue de revendications - jusqu'à janvier 1979 - publication du règlement grand-ducal portant fixation des indemnités dues aux commissions d'examen - le MEN n'a pas daigné consulter les délégués de l'APSS alors que dans d'autres secteurs du postprimaire ces avis ont été pris.

Le compromis résultant des récentes négociations n'est évidemment pas satisfaisant pour les membres de l'APSS. Même si le MEN a reconnu les contraintes spéciales de l'examen de fin d'études secondaires en accordant un coefficient pour la correction des copies, il n'en reste pas moins que sous d'autres rubriques du règlement grand-ducal incriminé, le salaire horaire d'un professeur est estimé à 240.- francs, notamment dans le tarif qui est accordé pour l'heure de surveillance. Quand nous faisons état de cette évaluation de notre travail, il nous fut opposé que certains professeurs perdaient des heures de classe et qu'à ce salaire horaire il fallait ajouter le coût des heures de classe perdues. Il ne fut nullement tenu compte du fait que les professeurs non titulaires d'une classe de première représentaient le plus petit dénominateur commun sur lequel il convenait d'aligner les rémunérations des autres examinateurs. L'APSS continuera donc à lutter pour la révision globale de ces taux d'indemnisation.

Durant les négociations, les deux partenaires ne se cachaient pas que ce litige était ponctuel et que derrière se profilaient des revendications bien plus importantes encore. En effet, parmi toutes les raisons de mécontentement de notre corps il en est une qui relève de l'équité fondamentale: l'alignement de notre tâche sur celle des autres fonctionnaires et employés publics ou privés qui ont vu leur tâche réduite à 40 heures hebdomadaires depuis bientôt 10 ans. Dès que le nouveau gouvernement sera en place nous poursuivrons activement les négociations afin d'obtenir que notre tâche hebdomadaire soit réduite et qu'à l'avenir elle soit automatiquement alignée sur celle des autres employés.

ERNEST NIMAX

AU FIL DES JOURS

DECEMBRE - MAI

RAPPORTS

CORRESPONDANCE

INFORMATIONS

07/12/78

REUNION DU COMITE CENTRAL

15.00 - 19.00

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Eisen (Sa/LMRL), R. Brachmond (LCD), E. Linster (LGL), G. Floener (Sud), J. Hansen (LHCE), P.E. Hoffmann (IP), P. Reckel (CU), P. Schiltz (AL), F. Schmit (LCE), F. Scholtus (LRSL), R. Strainchamps (LGE)

Invité : P. Schroeder, directeur LRSL

1) ADUSE

Le 24 novembre 1978 le président et le trésorier de l'APESS ont assisté à une réunion du Comité Central de l'ADUSE. Du compte rendu de cette réunion il ressort que les délégations de l'ADUSE ont été reçues par Messieurs Thorn, Berg et E. Krieps et ont eu des entrevues avec les responsables de différents partis politiques (PCS, PD, POSL). Mais malgré ces nombreuses démarches entreprises par le Bureau de l'ADUSE pour appuyer les justes revendications salariales des fonctionnaires universitaires, le résultat a été décevant: il semble sûr à présent qu'aucune mesure d'harmonisation analogue à celles décidées en faveur de certaines carrières de fonctionnaires ne sera prise au profit des carrières du cadre supérieur, du moins à l'heure actuelle.

2) CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES PUBLICS

M. Paul Schroeder, représentant de l'ADUSE à la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics, donne des explications sur un point précis du "projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et portant modification de certaines lois-cadre". En effet, sur l'instigation du représentant de la FEDUSE, le passage suivant a été ajouté à l'AVIS de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics sur le projet de loi en question: "Par ailleurs, la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics, considérant le haut niveau technologique des études d'ingénieur et d'architecte, leur intensité et leur durée qui est généralement de 5 ans, est d'avis qu'un reclassement - par une loi spéciale - de l'ingénieur, de l'architecte et du professeur-ingénieur et professeur-architecte s'impose tant en ce qui concerne le début que la fin de la carrière".

L'APESS ne peut pas être d'accord avec une telle augmentation fallacieuse, puisqu'une mesure pareille devrait nécessairement s'appliquer également aux professeurs pour les mêmes raisons. Par conséquent, le Comité Central est unanimement d'avis que Messieurs P. Schroeder et B. Krack, en tant que représentants de l'ADUSE à la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics,

devront voter contre ce projet de loi, tant que l'alinéa concernant les ingénieurs et architectes figure dans ce texte.

3) BILAN DE LA GREVE DES ASPIRANTS-PROFESSEURS

Plusieurs membres du CC reprochent au Bureau un manque de préparation et de coordination concernant la grève de jeudi, 23 novembre, de 11 à midi.

A ces reproches le président et le secrétaire répondent par la mise au point suivante:

Comme à l'occasion de la première grève des aspirants-professeurs en avril 1978 l'APESS avait été contactée trop tard par la DNAP, le CC avait décidé par 12 voix contre 3 qu'à l'avenir l'APESS ne prendrait plus part à aucune action syndicale dont elle n'aurait pas été informée à temps et à la préparation de laquelle elle n'aurait pas participé (cf. REUNION DU COMITE CENTRAL du 24/04/78). Quant à la deuxième action syndicale de la DNAP, le CC de l'APESS en a été informé officiellement lors de sa réunion du 16 novembre 1978, donc huit jours avant la première journée de grève. Malgré la décision de principe du 27 avril 1978, le CC a accepté le 16 novembre de soutenir les aspirants-professeurs par une grève de solidarité d'une heure.

Le vendredi, 17 novembre, un communiqué de presse, rapidement rédigé par le secrétaire, a été adressé à RTL, à tous les quotidiens ainsi qu'aux délégués du CC avec prière d'afficher cet appel à la grève dans les salles de conférences. Le même jour, ce communiqué a été envoyé pour information au Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et aux directeurs de tous les établissements d'enseignement postprimaire.

L'après-midi du 21 novembre 1978 le comité de grève de la DNAP ainsi que les présidents des deux associations d'enseignants qui avaient appelé à la grève de solidarité, l'APESS et le SETP, ont été convoqués d'urgence à une entrevue avec les responsables du MEN. Cette convocation de dernière minute était destinée à faire pression sur les aspirants-professeurs et sur les enseignants du postprimaire qui se déclareraient solidaires de leurs jeunes collègues. D'ailleurs, dans les "Instructions concernant les journées des 23 et 24 novembre 1978" adressées aux directeurs des établissements postprimaires et communiquées aux enseignants au courant de la journée du 22 novembre 1978, le SEEN reprend les mêmes menaces en écrivant notamment que "ce n'est pas seulement la responsabilité des directeurs qui est engagée, mais bien la responsabilité de tout enseignant refusant le service que le directeur serait amené à lui demander..."

Face à cette nouvelle situation, le président, le secrétaire et le secrétaire-adjoint ont décidé la veille de la grève de contacter par téléphone les délégués du CC pour leur donner le mot d'ordre suivant: les collègues prêts à faire grève avertiraient personnellement leur direction respective qu'ils ne feraient

pas cours de 11 à midi, car, dans ce cas, d'après les "Instructions" du SEEN, les élèves seraient considérés comme excusés valablement.

Enfin, il faut remarquer que les seuls à participer à la manifestation de rue organisée par les aspirants-professeurs, étaient le P, le S, le Sa ainsi que les délégués du LRSL et du LCE.

Ces faits montrent clairement que si dans certains lycées le mot d'ordre de grève n'a pas été suivi ou n'a été suivi que partiellement, la faute n'en revient nullement aux responsables du Bureau!

Après cette mise au point, la discussion tourne autour de la dernière lettre du SEEN dans laquelle les directeurs des lycées sont priés de dresser "un rapport nominatif" sur le service des membres du personnel enseignant les 23 et 24 novembre 1978, d'indiquer le motif et la durée de l'absence et de signaler en outre si l'absence de service avait été autorisée ou non.

Plusieurs membres du CC expriment leur colère face à ces méthodes du Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, l'accusent de vouloir semer la discorde au sein du corps enseignant et réclament une réaction immédiate et violente de l'APESS. D'autres membres préconisent une attitude plus réfléchie et recommandent de rester dans l'expectative; dès qu'on saura dans quel but le SEEN utilisera les listes qu'il a fait dresser par les directeurs, l'APESS pourra toujours prendre ses dispositions.

4) DIVERS

- a) Le collègue Jeannot Hansen, délégué de l'APESS auprès du Conseil Supérieur de l'Education Nationale (CSEN), informe le CC que les discussions portent actuellement sur les "droits et les devoirs des élèves".
- b) La majorité des membres du CC décide qu'après la prochaine Assemblée Générale les délégués toucheront un jeton de présence de 200.- francs pour chaque réunion.
- c) Le Conseil de l'APESS sera convoqué pour le 11 janvier 1979 pour discuter des résolutions à proposer à l'Assemblée Générale qui se tiendra le 15 février 1979.

19/12/78

REUNION DU COMITE CENTRAL

15.00 - 17.00

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Elsen (Sa/LMRL), R. Brachmond (LCD), G. Floener (Sud), J. Hansen (LHCE), P.E. Hoffmann (IP), E. Linster (LGL), F. Scholtus (LRSL), P. Schiltz (AL), R. Strainchamps (LGE), L. Weis (Nord)

Excusé : P. Reckel

1) ADUSE - MEN

A cette entrevue qui a eu lieu le 18 décembre 1978 ont assisté de la part de

l'APESS le président et le secrétaire-adjoint.

Comme l'on pouvait s'attendre, la politique salariale discriminatoire du Gouvernement à l'égard des fonctionnaires universitaires a été confirmée au cours de cette entrevue. Point de mesures d'harmonisation pour les carrières du grade supérieur, peut-être une augmentation linéaire pour toute la fonction publique.

Reste à savoir par quelles mesures syndicales l'ADUSE entend protester contre cette provocation du Gouvernement!

2) NOMINATION DES ASPIRANTS-PROFESSEURS

Le délégué de l'AL rend le CC attentif à la situation très précaire des aspirants-professeurs qui ont réussi leur examen pratique en 1977 et qui, malgré la bonification d'attente de $3 \times 5 = 15$ points dont ils bénéficient, risquent d'être dépassés par leurs collègues de la promotion 1978, sans jamais pouvoir combler ce retard. Le CC est d'accord d'intervenir auprès du Ministre de l'Education Nationale pour attirer son attention sur ces cas de rigueur.

3) COMPOSITION DU COMITE CENTRAL

A l'avenir, le Collège du Nord sera représenté au sein du CC par le collègue Léon Weis d'Ettelbruck.

4) ASSEMBLEE GENERALE 1979

La date de l'Assemblée Générale est fixée au 15 février 1979. Le Bureau se chargera d'élaborer trois résolutions (sur le tronc commun, sur nos revendications salariales et nos conditions de travail, sur la nomination des aspirants-professeurs) et les soumettra aux délégués du CC et aux membres du Conseil de l'APESS qui se réuniront le 11 janvier 1979.

11/01/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

14.30 - 16.30

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Elsen (Sa/LMRL), E. Linster (LGL), P. Reckel (CU), F. Scholtus (LRSL), L. Weis (Nord)

Excusés: R. Brachmond (LCD), J. Hansen (LHCE), F. Schmit (LCE), R. Strainchamps (LGE)

1) Le secrétaire informe le CC qu'il vient de solliciter une entrevue avec le SEEN. Les problèmes que les membres du Bureau discuteront avec le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale sont les suivants:

- conditions de travail
- indemnités pour prestations supplémentaires
- politique d'embauche du MEN

- 2) Discussion d'une note élaborée par le président dans laquelle l'APESSE demande au Ministère de l'Education Nationale que la tâche des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur soit ramenée à 20 leçons hebdomadaires.
- 3) Discussion des résolutions élaborées par le Bureau.
-

11/01/79 REUNION DU CONSEIL

16.30 - 18.00

Présents: E. Nimax, A. Bartz, G. Milmeister, C. Felten, P. Elsen, E. Linster, F. Scholtus, L. Weis, membres du Comité Central
Raymonde Blondelot (LHCE) et Victor Kremer (LRSL), membres du Conseil

Cette réunion a été entièrement consacrée à la discussion des résolutions élaborées par le Bureau.

25/01/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

15.00 - 17.30

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Elsen (Sa/LMRL), P.E. Hoffmann (IP), E. Linster (LGL), J. Hansen (LHCE), P. Reckel (CU), F. Scholtus (LRSL), R. Brachmond (LCD) (17.00)

Excusés: P. Schiltz (AL), R. Strainchamps (LGE), L. Weis (Nord)

1) TRONC COMMUN

- a) Prise de position de la Fédération des Associations de Parents d'Elèves de l'Enseignement Postprimaire

Le 23 janvier 1979, le président et le secrétaire-adjoint ont assisté à une réunion d'information organisée par la Fédération des Associations des Parents d'Elèves de l'Enseignement Postprimaire. Au cours de cette réunion, M. Jean Origer, président de la Fédération, a présenté les résolutions adoptées lors des Assemblées Générales ordinaire et extraordinaire du 20 janvier 1979. En ce qui concerne les réformes scolaires, la Fédération qui regroupe 18 associations représentant 3/4 des parents d'élèves de l'enseignement postprimaire, rejette à l'unanimité le tronc commun proposé par le projet de loi gouvernemental. Le président a même souligné que la Fédération s'opposera par tous les moyens à la réalisation de cette réforme scolaire. Par ailleurs, il est intéressant de constater que deux autres projets de loi ont été rejetés par les parents d'élèves, à savoir le projet de loi portant création d'un institut supérieur de technologie et le projet de loi portant

- 1) organisation de la formation professionnelle et
- 2) création de l'enseignement secondaire technique.

- a) Projet de loi portant création d'un tronc commun

Vu la hâte dans laquelle le gouvernement se trouve de faire voter ce projet avant les élections législatives prochaines, il n'est pas étonnant que le

projet de loi en question ait été déposé à la Chambre des Députés, accompagné seulement de cinq avis, envoyés "à temps" au Ministère de l'Education Nationale. Ces avis qui sont tous favorables au tronc commun, proviennent de la Conférence des professeurs, instructeurs, stagiaires et chargés de cours de l'Ecole des Arts et Métiers, de la Chambre du Travail, de la Chambre des Métiers, de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics et de la Chambre des Employés Privés. Une fois de plus, les heures consacrées par les conférences des professeurs à la discussion de ce projet de loi ont été peine perdue. Rappelons cependant que les responsables de l'APSS ont eu le temps d'envoyer l'avis de notre Association à tous les Conseillers d'Etat et à tous les Députés.

2) REVENDEICATIONS SALARIALES

Le 18 janvier 1979, le CC de l'ADUSE s'est réuni pour faire le point des nombreuses démarches entreprises par les Universitaires au service de l'Etat auprès des autorités compétentes.

A l'exception de Monsieur Poos qui a carrément refusé d'accueillir une délégation de l'ADUSE, tous les Ministres contactés ont reconnu le bien-fondé des revendications salariales de l'ADUSE, mais ont refusé de faire quoi que ce soit en faveur des Universitaires au service de l'Etat avant les élections législatives de juin 1979.

Face à l'échec des négociations, le CC a décidé de recourir à d'autres mesures. Ainsi une manifestation publique est prévue pour le jeudi, 8 mars 1979, destinée à informer non seulement les membres de l'ADUSE, mais aussi le grand public de la politique salariale discriminatoire du gouvernement à l'égard des Universitaires au service de l'Etat. Au cours de cette manifestation, les membres de l'ADUSE décideront d'autres mesures syndicales à prendre.

3) ASSEMBLEE GENERALE DU 15/02/79

Divers problèmes concernant la préparation et l'organisation de l'Assemblée Générale sont discutés par le CC.

4) ENTREVUE AVEC LE SEEN (05/02/79)

Le CC examine et discute les problèmes qui feront l'objet de l'entrevue du Bureau avec le SEEN.

05/02/79

ENTREVUE APESS - MEN

17.00 - 20.00

Le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale n'étant pas disponible, c'est M. Robert Krieps, Ministre de l'Education Nationale, qui reçoit la délégation de l'APSS, composée de: E. Nimax, A. Bartz, G. Milmeister, C. Felten, P. Elsen, P.E. Hoffmann

Le président de l'APSS expose les doléances et les revendications de notre Association selon le plan suivant:

- I. Conditions de travail
- II. Traitements et indemnités pour prestations supplémentaires
- III. Politique d'embauche du MEN

I. CONDITIONS DE TRAVAIL

a) Réduction de la tâche hebdomadaire à 20 leçons

Le président rappelle la note concernant la tâche hebdomadaire des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur que l'APSS avait adressée au Secrétaire d'Etat.

Le Ministre répond que par suite de l'allongement des congés et l'abaissement des effectifs de classe, les conditions de travail des professeurs se sont nettement améliorées, de sorte que la réduction de la tâche revendiquée par l'APSS s'avère peu justifiée. D'ailleurs, l'APSS ferait mieux de ne pas aborder ce problème épineux frontalement; en effet, au lieu de réclamer cette réduction d'une heure, les professeurs auraient intérêt à attendre la loi sur la planification des besoins en personnel, puisque l'application de cette loi pourrait amener une réduction de la tâche par le biais des activités culturelles et périscolaires. D'autre part, par suite des allègements pour ancienneté de service, bon nombre d'enseignants bénéficient déjà d'une réduction de leur tâche. Toutes ces considérations, avec chiffres à l'appui, seraient d'ailleurs contenues dans une note, élaborée par les responsables du MEN, qui serait sous peu remise à l'APSS.

Dans ce même ordre d'idées, le Ministre de l'Education Nationale fait remarquer qu'une mesure telle que la réduction de la tâche hebdomadaire profiterait également à un certain nombre d'enseignants qui ne la méritent pas du tout, ou bien parce qu'ils ne remplissent pas leur devoir de façon consciencieuse, ou bien parce qu'ils traumatisent les élèves. Il serait d'ailleurs du devoir des responsables de l'APSS de ne pas se montrer tellement indulgents envers ces collègues...

b) Effectifs de classe

Le président rappelle que 50% des élèves de VIIe et 45% des élèves de Ire fréquentent des classes peuplées de plus de 25 élèves. L'APESS, tout comme d'ailleurs la Fédération des Associations des Parents d'Elèves de l'Enseignement Postprimaire, demande une réduction des effectifs de classe à 20 élèves. La réponse du Ministre de l'Education Nationale est nette: dans le système scolaire actuel, une telle réduction n'apporterait aucune amélioration de l'enseignement; elle pourrait tout au plus se justifier dans un nouveau type d'école, c.-à-d. dans le tronc commun. Le Ministre n'a d'ailleurs plus l'intention d'en discuter. A ce moment de la discussion, M. Krieps attaque violemment l'APESS et lui reproche d'avoir, pendant des années, dénigré systématiquement les deux responsables du Ministère de l'Education Nationale dans des articles de presse et des communiqués...

II. TRAITEMENTS ET INDEMNITES POUR PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

a) Classement des professeurs du grade E6 au grade E7

Le collègue P. E. Hoffmann prévient le Ministre de l'Education Nationale de l'intention des professeurs d'éducation physique, artistique et musicale de refuser toutes les tâches supplémentaires tant que le projet de loi portant reclassement de leur fonction ne figure pas à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

b) Mesures d'harmonisation

Le président proteste, une fois de plus, contre la politique salariale discriminatoire du Gouvernement à l'égard des Universitaires au service de l'Etat qui ont été les seuls à ne pas avoir profité des mesures d'harmonisation votées par la Chambre des Députés en faveur de certaines carrières de la fonction publique.

c) Indemnités pour cours du soir, cours d'appui pendant les vacances d'été et commissions nationales.

Au sujet des commissions nationales, le président note avec satisfaction que le taux de rémunération a été relevé, mais que par contre le Ministère n'a pas tenu compte de la proposition de l'APESS d'indemniser les membres des commissions nationales par le biais de décharges, comme cela est déjà le cas pour les collègues qui font partie des commissions ou groupes de travail préparant les programmes du tronc commun.

d) Leçons supplémentaires

Les leçons supplémentaires imposées aux professeurs sont toujours payées sans coefficients; de plus, le paiement s'effectue avec le même retard

scandaleux que par le passé. Depuis plus de dix ans l'APESS exige que les leçons supplémentaires soient affectées des mêmes coefficients que la tâche régulière, ce qui d'ailleurs pourrait facilement être réalisé par une modification de la déclaration des leçons supplémentaires. Le Ministre promet de revenir sur ce problème...

e) Examen de fin d'études

Le président répète que depuis des années l'APESS réclame une augmentation de 100% de l'indemnité pour l'examen de fin d'études, mais que toutes les démarches entreprises par le Bureau sont restées sans effet. Monsieur Krieps affirme que lui et son Secrétaire d'Etat sont toujours intervenus en faveur d'une amélioration de cette indemnité; d'ailleurs un règlement grand-ducal, qui donnera satisfaction aux professeurs, est sur le point d'être publié. Cependant, le Ministre ignore tout du contenu de ce règlement...

III. POLITIQUE D'EMBAUCHE DU MEN

Au sujet de la nomination des aspirants-professeurs ayant terminé avec succès leur examen pratique, le Ministre de l'Education Nationale donne les explications suivantes:

- 1) 75 postes nouveaux dans l'enseignement postprimaire sont prévus au projet de budget pour 1979; il en sera de même dans les années à venir.
 - 2) Cependant, le Ministère de l'Education Nationale ne peut pas indistinctement engager n'importe qui. Cela veut dire que les aspirants-professeurs qui se sont honorablement classés seront engagés de toute façon; les autres pourraient être affectés à d'autres administrations.
 - 3) En attendant, tous les aspirants-professeurs ayant terminé leur examen pratique, sont bien rémunérés et aucun n'est en chômage.
-

13/02/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

15.00 - 18.00

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Elsen (Sa/LMRL), G. Floener (Sud), R. Brachmond (LCD), J. Hansen (LHCE), E. Linster (LGL), P. Schiltz (AL), F. Schmit (LCE), F. Scholtus (LRSL), R. Strainchamps (LGE), L. Weis (Nord)

Excusés : P. Reckel (CU), P.E. Hoffmann (IP)

1) ADUSE - REVENDICATIONS SALARIALES

A la suite d'une réunion du CC de l'ADUSE qui a eu lieu le 09/02/79, la formation de différents groupes de travail a été décidée, chargés de préparer la manifestation publique du 8 mars 1979. Le collègue A. Bartz fera partie du groupe "information-publicité", le collègue E. Linster collaborera à la rédaction d'une résolution.

2) ENTREVUE BUREAU - MEN

Le président fait le rapport de l'entrevue que les membres du Bureau ont eue avec le Ministre de l'Education Nationale le 5 février 1979. (voir page)

3) PREPARATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 15 FEVRIER 1979

- a) A la quasi-unanimité, le CC se prononce pour une menace de boycottage de l'examen de fin d'études, au cas où les revendications justifiées de l'APESS, à savoir une augmentation de l'indemnité de 100%, ne seront pas satisfaites par le MEN. Le CC décide également de soumettre cette mesure syndicale au vote des membres de l'APESS, réunis en Assemblée Générale le 15 février 1979. A la même occasion, l'Assemblée Générale sera invitée à donner son avis sur une autre mesure syndicale envisagée par le CC: si après de nouvelles négociations avec le MEN, le problème des leçons supplémentaires ne sera pas résolu avant la rentrée scolaire 1979/80 (rémunération au même taux que les leçons de la tâche réglementaire, affectation de coefficients), les membres de l'APESS seront invités à refuser toutes les leçons supplémentaires.
 - b) Un amendement à la résolution B, proposé par le collègue F. Massen de Diekirch, est discuté par le CC.
 - c) Le trésorier Carlo Felten dresse le bilan de l'année écoulée.
-

ASSEMBLEE GENERALE

15 FEVRIER 1979

I. ALLOCUTION DU PRESIDENT

Devant une assistance de quelque 110 membres, le président prononce une allocution de bienvenue, au cours de laquelle il remercie Mme Monique Klopp d'avoir mis à la disposition de l'APESS la grande salle du Lycée Michel-Rodange.

L'Assemblée Générale observe une minute de silence à la mémoire des deux membres de l'APESS décédés au cours de l'année écoulée, à savoir M. Léon Thyès, secrétaire de l'APESS de 1934-38 (LRS) et M. Marcel Molitor (LGL).

Ensuite, le trésorier communique les noms des nouveaux membres de l'APESS.

II. A) RAPPORT SUR L'ASSEMBLEE GENERALE DU 14 FEVRIER 1978

A la demande du secrétaire de l'APESS, les membres présents approuvent le rapport sur l'Assemblée Générale du 14 février 1978, publié dans le Bulletin de l'APESS 1978/1 (pages 21-30).

B) BILAN DE L'EXERCICE ECOULE

Au cours de l'exercice écoulé, les membres du CC se sont réunis 19 fois, le Bureau a eu 14 réunions, le Conseil de l'APESS a été convoqué une fois, les membres du Bureau ont eu 2 entrevues avec le Secrétaire d'Etat et une entrevue avec le Ministre de l'Education Nationale. Enfin, une délégation du CC de l'APESS a rencontré des membres du Parti Chrétien Social et du Parti Démocratique pour une discussion sur le tronc commun.

III. RAPPORT D'ACTIVITE - DISCUSSION ET VOTE DES RESOLUTIONS

Le rapport d'activité comprend trois parties:

- A. Réforme scolaire
- B. Politique d'embauche du MEN - Nominations
- C. Traitements et rémunérations, conditions de travail

A. REFORME SCOLAIRE

Le président rappelle que la position de l'APESS face au tronc commun est connue depuis quelques années. Elle a été exprimée dans des réunions publiques, dans des entrevues avec les parents d'élèves et les partis politiques, dans des articles de presse, enfin dans deux documents dont le premier, paru dans le

Bulletin 1978/1, contient des réflexions critiques d'ordre général, et le second, paru dans le Bulletin 1978/2, des commentaires détaillés sur les articles du projet de loi portant création d'un tronc commun. Ces deux prises de position ont été adressées aux différentes Associations des Parents d'Elèves de l'Enseignement Postprimaire, à tous les partis politiques, à tous les syndicats, aux membres du Conseil d'Etat et de la Chambre des Députés, à la presse etc.

Le président souligne le fait que l'attitude critique de l'APÉSS face au tronc commun n'a été imposée ni par le Bureau ni par le CC, mais qu'elle a été adoptée, lors des dernières Assemblées Générales, par une écrasante majorité des membres de l'APÉSS. D'autre part, ces critiques n'ont pas été dictées par "l'esprit corporatif" de notre Association, comme se plaisent à le répéter certains défenseurs fanatiques du tronc commun et adversaires invétérés des professeurs, mais elles ont été inspirées par un réel souci de la qualité de notre enseignement et par notre conviction que le nouveau type d'école ne pourra atteindre les objectifs visés.

Après ces considérations générales, le président relève quelques faits saillants en rapport avec le tronc commun:

- Ainsi le Ministre de l'Education Nationale a déposé le projet de loi portant création d'un tronc commun à un moment où les avis des conférences de professeurs de l'enseignement secondaire n'étaient pas encore achevés et où seulement des prises de position favorables étaient connues des Députés.

- Pour rendre la nouvelle école plus attrayante aussi bien aux enseignants qu'aux parents et aux élèves, les responsables du Ministère de l'Education Nationale se montrent très astucieux: Ainsi, par exemple, aux dires de M. Robert Kriepps, une réduction des effectifs de classe n'apporterait aucune amélioration de l'enseignement dans le système scolaire actuel, mais se justifierait dans le tronc commun. Dans le même ordre d'idées, il faut attirer l'attention sur une "expérience" fort intéressante prévue au Collège Nic. Biever à Dudelange pour l'année scolaire 1979/80. En effet, dans le cadre d'un projet d'harmonisation pour toutes les classes de 7e, il est envisagé que
 - chaque professeur d'une branche A bénéficie d'une heure de décharge pour chaque leçon qu'il donne, afin de permettre la coordination entre les titulaires de cette branche et le Centre de Recherches Pédagogiques,
 - chaque enseignant a droit à une heure de décharge pour concertation avec les parents et les collègues,
 - chaque régent bénéficie, à côté de sa décharge normale de 0,5, d'une décharge supplémentaire de 1 heure pour qu'il puisse remplir sa mission de guidance pédagogique.

A cela s'ajoute que le CNBD devra être équipé prioritairement de tout le

matériel didactique nécessaire à cette expérience et que les modalités de ce projet d'harmonisation seront approuvées par les autorités communales et gouvernementales.

Avant de passer au texte de la résolution A, le président constate que l'APESS, dans son opposition au tronc commun, ne peut compter que sur l'appui de la Fédération des Associations des Parents d'Elèves de l'Enseignement Post-primaire qui a refusé le projet de loi portant création d'un premier cycle intégré dans une résolution adoptée le 20 janvier 1979. Quant au Conseil d'Etat, il faudra espérer que cette Haute Corporation tiendra compte dans son avis des critiques que l'APESS a formulées à l'égard du projet de loi en question.

Après discussion, la résolution A, compte tenue de deux modifications, est adoptée par 81 voix contre 12 et 7 abstentions.

R E S O L U T I O N A

Les membres de l'Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur, réunis en Assemblée Générale à Luxembourg, le 15 février 1979

- rappelant - les résolutions votées par les Assemblées Générales antérieures au sujet du projet de réforme scolaire pour enfants de 12 à 15 ans,
- réitérant - Les critiques formulées d'une part dans la prise de position de l'APESS sur les rapports de la Commission de la Fusion et le texte paru dans le Courrier de l'Education Nationale NO A 4/77, et d'autre part dans son avis détaillé sur l'avant-projet de loi portant création d'un tronc commun,
- constatant - que beaucoup de leurs objections sont partagées par d'autres organisations, notamment par la Fédération des Associations des parents d'élèves de l'enseignement postprimaire,
- constatant - que le Ministre de l'Education Nationale a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi portant création d'un tronc commun sans tenir compte d'aucune des nombreuses objections soulevées surtout par les parties concernées au premier chef, c.-à-d.- les enseignants et les parents d'élèves,
- condamnant - la tentative du Ministre de l'Education Nationale de généraliser à sa guise, sans bilan objectif préalable, ce système scolaire, contrairement à l'intention initiale du Gouvernement qui avait promis une expérience-pilote laissant aux parents le libre choix de l'éducation de leurs enfants,

- invitent instamment - les Députés à tenir compte des objections mentionnées ci-dessus et à ne pas accepter, dans l'intérêt des jeunes, le présent projet de loi qui a été dicté par des considérations idéologiques plutôt que pédagogiques,
- mettent en garde - Le Gouvernement contre toute tentative d'imposer autoritairement une politique scolaire des plus contestées et de généraliser un type d'école qui, loin d'atteindre les objectifs visés, aura des conséquences néfastes pour notre pays.

B. POLITIQUE D'EMBAUCHE DU MEN - NOMINATIONS

Le président rappelle certains faits évidents concernant le problème des nominations:

- a) Le nombre élevé de leçons supplémentaires imposées aux professeurs de certaines branches.
- b) L'augmentation constante de la population scolaire dans l'enseignement postprimaire, notamment dans le secondaire.
- c) Le nombre de chargés de cours qui enseignent dans le secteur postprimaire sans avoir la qualification scientifique et pédagogique requises.

A ce propos, le Bureau de l'APESS a demandé déjà à deux reprises au SEEN le nombre exact de ces personnes, mais jusqu'à présent notre demande est restée sans réponse.

- d) Le fait que de toutes les mesures proposées par l'APESS pour permettre la création d'un plus grand nombre de postes, aucune n'a été réalisée.
- e) La situation incertaine dans laquelle se trouvent les aspirants-professeurs et qui ne changera guère dans les années à venir, puisque le projet de loi portant planification des besoins en personnel tarde à passer la procédure législative.

Au cours de la dernière entrevue avec le Ministre de l'Education Nationale (cf. 5 février 1979), le Bureau a recueilli les informations suivantes:

- Il y aura chaque année 75 nouvelles nominations dans l'enseignement postprimaire.
- Le Ministère de l'Education Nationale offre aux aspirants-professeurs sans nomination la possibilité de se recycler ou bien d'être affectés à d'autres administrations.

En tout cas, la perspective d'avenir que le MEN a ouverte aux aspirants-professeurs lors de leur dernière grève de novembre 1978, à savoir que la création du tronc commun entraînerait une augmentation du nombre de postes, a été démentie à une autre occasion.

Compte tenu de toutes ces considérations, le Bureau a élaboré la résolution B qui est soumise au vote de l'Assemblée Générale. Au cours de la discussion,

un certain nombre de modifications sont proposées dont quelques-unes sont acceptées à la majorité des voix. Quant à l'amendement majeur, proposé par le collègue F. Massen de Diekirch, il est rejeté par la majorité des membres présents. Enfin, la résolution B. modifiée, est adoptée à la quasi-unanimité contre deux abstentions seulement.

R E S O L U T I O N B

Les membres de l'Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur, réunis en Assemblée Générale à Luxembourg, le 15 février 1979

- constatant
- que depuis une année le Ministère de l'Education Nationale n'a pratiquement rien fait pour apporter une solution globale au problème des aspirants-professeurs, en refusant surtout d'appliquer les revendications exprimées par l'APESS dans sa résolution B du 14 février 1978,
 - que l'argument de la pléthore est démenti catégoriquement par les chiffres et les faits et qu'au contraire il existe même une pénurie d'enseignants dans la majorité des branches,
- dénoncent
- le manque d'initiative du Ministère de l'Education Nationale et la politique de rationalisation du Gouvernement en ce qui concerne l'embauche des aspirants-professeurs,
 - les répercussions défavorables, au cours des années passées, de cette politique d'austérité sur la qualité de l'enseignement postprimaire, notamment de l'enseignement secondaire,
- exigent
- que le Ministère de l'Education Nationale se décide enfin de créer un plus grand nombre de postes en tenant compte des besoins réels de l'enseignement postprimaire, tels qu'ils sont dictés par une pédagogie moderne et généreuse,
 - qu'en attendant une planification à long terme, une nomination soit accordée à tous les aspirants-professeurs ayant terminé avec succès leur formation pédagogique,
- mettent en garde
- le Gouvernement que l'APESS est décidée à soutenir toutes les mesures qui s'imposent pour garantir aux jeunes enseignants la sécurité de l'emploi et pour assurer le bon fonctionnement ainsi que la qualité de l'enseignement.

Avant de passer à la discussion de la résolution C, le président donne la parole à un représentant de la DNAP. Celui-ci se félicite de la bonne collaboration qui existe depuis quelque temps entre l'APESS et la Délégation Nationale

des Aspirants-Professeurs. Il critique cependant les mesures de boycottage déclenchées par le GPAM, mesures dont seraient victimes les aspirants-professeurs d'éducation physique, artistique et musicale. Enfin, il rappelle que l'ultimatum adressé par la DNAP au Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale expire le 31 mars 1979. Passé ce délai, les aspirants-professeurs passeront de nouveau à l'action.

Cette intervention est suivie d'une prise de position du collègue Pierre E. Hoffmann, membre du CC de l'APESS et porte-parole du GPAM. Il récusé les reproches du délégué de la DNAP et, dans un bref aperçu historique, il rappelle comment, depuis 1972, malgré l'appui de l'APESS, les revendications des professeurs d'éducation physique, artistique et musicale ont été remises d'une année à l'autre. Comme en ce moment le projet de loi portant reclassement des professeurs du grade E6, bien que mis sur la voie législative, est toujours retenu au Conseil d'Etat, les mesures syndicales prises par le GPAM sont entièrement justifiées.

C. TRAITEMENTS ET REMUNERATIONS, CONDITIONS DE TRAVAIL

1) Traitements

Le collègue Fernand Bauer, président de l'ADUSE, prend la parole pour expliquer que, malgré de nombreuses démarches entreprises par les Universitaires au service de l'Etat auprès des autorités compétentes, la carrière supérieure de la fonction publique n'a pas été incluse dans le train des mesures d'harmonisation prévues pour les autres carrières de la fonction publique.

2) Indemnités pour prestations supplémentaires

En ce qui concerne les indemnités pour prestations supplémentaires, il faut noter que l'indemnité pour l'examen d'admission a été relevée, mais que par contre l'indemnité pour l'examen de fin d'études se chiffre toujours autour de 250.- francs brut par heure. En dernière minute, le Bureau de l'APESS a appris que par règlement grand-ducal du 23 janvier 1979 cette indemnité a été augmentée de 11% (275.- au lieu de 250.- francs). Cependant, depuis des années l'APESS réclame une augmentation de 100%, compte tenu des conditions particulièrement difficiles dans lesquelles les examinateurs sont obligés de travailler, compte tenu aussi du caractère de concours qu'a pris l'examen de fin d'études, ce qui oblige les correcteurs à différencier leurs appréciations à un degré inconnu jusqu'ici.

Quant aux autres prestations supplémentaires (commissions nationales, cours d'appui pendant les vacances d'été, cours du soir, leçons supplémentaires), les revendications de l'APESS, à part quelques améliorations mineures, n'ont pas été satisfaites (voir pour plus de détails: Mémoire de l'APESS concernant la revalorisation des indemnités pour prestations

supplémentaires, revu et mis à jour en février 1979, page 28).

En fin de compte, le bilan concernant les traitements et les prestations supplémentaires est négatif. Aussi le CC, las d'écouter des promesses vagues de la part du MEN, a-t-il décidé de soumettre au vote de l'Assemblée Générale les mesures syndicales suivantes:

Les collègues sont invités à refuser, dans l'immédiat, de faire partie des commissions d'examen de fin d'études, et à refuser toutes les leçons supplémentaires dès la rentrée scolaire 1979/80.

3) Conditions de travail

Avant de passer à la discussion de ces mesures revendicatives, le président analyse encore le 3e point de la résolution C, à savoir les conditions de travail. Nos deux revendications essentielles, la réduction des effectifs de classe à 20 élèves et la réduction de la tâche hebdomadaire à 20 leçons (voir à ce sujet: Note concernant la tâche hebdomadaire des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur, page 40) se sont toujours heurtées au refus catégorique des responsables du Ministère de l'Education Nationale.

Tandis que le texte de la résolution C trouve l'approbation presque unanime de l'Assemblée Générale, la proposition du CC de boycotter l'examen de fin d'études afin d'obliger le MEN à reviser ses tarifs d'indemnisation, suscite de vives discussions. Quelques collègues proposent de remplacer le boycottage de l'examen de fin d'études par une grève administrative qui consisterait à refuser d'inscrire les notes à la fin de l'année scolaire en cours. Finalement la proposition d'un membre de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire pour le 15 mars 1979 qui déciderait de cette grave mesure syndicale, est acceptée par la grande majorité des membres présents. Après amendement dans ce sens, la résolution C est adoptée par l'Assemblée Générale à la majorité des voix.

R E S O L U T I O N C

Les membres de l'Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur, réunis en Assemblée Générale à Luxembourg, le 15 février 1979

- rappelant - les revendications des Assemblées Générales antérieures et notamment les résolutions C et D du 18 février 1977,
- constatant d'une part - que la situation matérielle des universitaires au service de l'Etat va en se dégradant par rapport à celle des autres fonctionnaires,
- que le décalage entre les rémunérations des universitaires du secteur privé et celles des universitaires au service de l'Etat augmente constamment, parce que le privé ne subit pas la même stagnation que le secteur public,

- dénoncent - les mesures du Gouvernement qui compriment davantage l'éventail hiérarchique de la grille des traitements des fonctionnaires,
- protestent - contre la décision injuste et arbitraire de ne faire profiter que les carrières inférieure et moyenne de mesures d'adaptation des traitements,
- exigent - des mesures sélectives rétablissant la situation matérielle antérieure des fonctionnaires de la carrière supérieure,
- s'opposent - à toute mesure qui porterait préjudice au régime actuel des pensions et de la caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics;
- constatant d'autre part - que les conditions de travail des professeurs ne se sont améliorées d'aucune façon malgré la prétendue pléthore de jeunes enseignants,
- exigent - que toutes les prestations fournies par le professeur soient intégrées dans la tâche réglementaire,
- que toutes les leçons supplémentaires autres que celles dites "techniques" soient enfin supprimées,
- que le Ministère de l'Education Nationale remplisse sa promesse de réduire les effectifs de classe à vingt pour permettre un enseignement vraiment efficace,
- que la tâche du professeur soit ramenée à vingt leçons hebdomadaires pour qu'elle corresponde enfin à celle des autres agents de l'Etat;
- avertissent - le Gouvernement que, s'il n'entend pas satisfaire ces revendications, l'APESS se réserve le droit de prendre les mesures syndicales adéquates. A cet effet, une Assemblée Générale Extraordinaire sera convoquée pour le 15 mars 1979.

IV. RAPPORT DU TRESORIER

L'Assemblée Générale se termine par le rapport du trésorier Carlo Felten sur l'exercice écoulé. Décharge est accordée au trésorier.

ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
ET SUPERIEUR DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
(APESS)

ANNEXE 1

TRESORERIE - BILAN 78/79

1) Bilan d'ouverture (09.02.78)

C.E.E.	494 106.-	Capital	589 886.-
C.C.P.	81 826.-	Frais	-
Caisse	13 954.-		
	<u>589 886.-</u>		<u>589 886.-</u>

2) Dépenses et Recettes

Bulletins 1+2/78	120 912.-	Cot. 77/78 reçues après le 09.02.78	12 600.-
Frais de bureau	22 613.-	Cot. 78/79 (détail, voir verso)	235 800.-
Frais de secrétariat	30 000.-	Intérêts +Prime C.E.E.	28 276.-
Matériel de bureau	40 427.-	Annonces Bull. 2/78	3 500.-
Cot. & Abonn.	15 077.-	Total Recettes:	280 176.-
P&T	7 419.-	Total Dépenses:	331 828.-
Frais de déplacement	8 496.-	Déficit:	51 652.-
ADUSE Cot. 77/78	80 000.-		
Divers	6 884.-		
	<u>331 828.-</u>		

3) Clôture 09.02.79

C.E.E.	497 382.-	Capital 09.02.78	589 886.-
C.C.P.	38 946.-	Déficit 78/79	51 652.-
Caisse	1 906.-		
	<u>538 234.-</u>		<u>538 234.-</u>

4) Contrôle et signatures

Certifié sincère et exact / Diekirch, le 9 février 79 *[Signature]*

Certifié sincère et exact / Neischaup, le 13 février 79 *[Signature]*

Certifié sincère et exact / Diekirch, le 14 février 79 *[Signature]*

5) Prévisions budgétaires

Bulletin	120 000.-	800 Cot. à 300.-	240 000.-
Frais de bureau	20 000.-	Prime et Intérêts C.E.E.	25 000.-
Frais de secrétariat	30 000.-	Annonces	10 000.-
Cot. & Abonn.	15 000.-	Total Recettes:	275 000.-
P&T	8 000.-	Total Dépenses:	333 000.-
Frais de déplacement	9 000.-	Déficit probable:	58 000.-
ADUSE cot. 78/79	80 000.-		
Divers	6 000.-		
Indemnités -présence	45 000.-		
Total dépenses:	<u>333 000.-</u>		

ANNEXE 2

24

ANNEXE

RELEVÉ DES MEMBRES DE L'APESS - EXERCICE 78/79

Etablissement	Membres APESS (sans stag. 1e année)	Total enseign. (Pourcent. Memb. APESS)	Membres payants Exercice 77/78
AL	92	112 (= 82,1%)	94
LCD	95	104 (= 91,3%)	90
LCE	62	81 (= 76,5%)	62
LGL + CU	93	120 (= 77,6%)	99
LGE	75	98 (= 76,5%)	83
LRSL	66	77 (= 85,6%)	71
LHCE	74	101 (= 73,3%)	70
LMRL	87	126 (= 69 %)	92
Ettelbruck	7	20 (= 35 %)	8
Wiltz	14	18 (= 77,8%)	11
Grevenmacher	4	14 (= 28,6%)	8
CEML	13	34 (= 38,2%)	5
CEPL	11	40 (= 27,5%)	4
ECG	6	24 (= 25 %)	4
Arts et Métiers	-	14	-
Ec. techn.	1	3	-
Pétange	18	45 (= 40 %)	16
Dudelange	2	27 (= 0,07%)	14
EPE	5	29 (= 17,2%)	-
IP	14	-	14
Honoraires et dét.	85	-	94
Total:	824³		Total: 839 Tot. corrigé: 862

- REMARQUES:
- 1) La colonne "total enseignants" est sujette à caution: j'ai dû me référer aux listes publiées au "Marienkalender" où la nomenclature n'est pas sans équivoque.
 - 2) Pour les établissements autres que lycées, je n'ai retenu que les membres et le personnel attachés à plein temps.
 - 3) Le bilan indique 786 membres pour l'exercice 77/78. La différence est due au fait que j'ai retenu pour le relevé et les collègues ayant payé après la clôture du bilan et ceux dont la cotisation sera retenue par les P&T avec le traitement de mars.

Diekirch, le 14 février 79



20/02/79 REUNION DU BUREAU

A cette réunion le Bureau avait invité un certain nombre de collègues présents à l'Assemblée Générale du 15 février, dont plusieurs ex-présidents et ex-secrétaires de l'APESS. Il s'agissait de discuter des problèmes soulevés par la décision de l'Assemblée Générale du 15 février de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire qui déciderait des mesures syndicales à prendre à court terme, à moyen et à long terme.

Au cours de cette réunion, un large tour d'horizon de la situation a permis de distinguer le pour et le contre des mesures syndicales proposées par le CC.

Finalement, les participants à cette réunion sont tombés d'accord de proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mars 1979 le programme d'action suivant:

- a) à moyen et à long terme, le CC exigera du Ministère de l'Education Nationale de véritables négociations en vue des deux revendications fondamentales suivantes: la revalorisation des indemnités pour heures supplémentaires et la réduction de la tâche du professeur à 20 leçons hebdomadaires. En cas d'échec des négociations, des mesures syndicales appropriées seraient déclenchées dès septembre 1979.
- b) à court terme, le CC prévoit le boycottage de l'examen de fin d'études afin d'obliger le Ministère de l'Education Nationale à réviser ses tarifs d'indemnisation.

23/02/79 REUNION DU BUREAU

Echange de vues sur le déroulement de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mars 1979.

01/03/79 REUNION DU COMITE CENTRAL 15.00 - 17.30

Présents: G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Elsen (Sa/LMRL), G. Floener (Sud), R. Brachmond (LCD), P.E. Hoffmann (IP), F. Scholtus (LRSL), F. Schmit (LCE), R. Strainchamps (LGE), J. Hansen (LHCE)

Excusés : E. Nimax (P), A. Bartz (VP), P. Schiltz (AL)

I. ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 15 MARS 1979

- a) Le CC discute du programme d'action proposé par le Bureau pour l'A.G. Extraordinaire du 15 mars 1979. Le collègue P.E. Hoffmann regrette que par la mesure du boycottage de l'examen de fin d'études les professeurs d'éducation physique, artistique et musicale ne soient pas concernés. Le Bureau admet qu'une grève administrative, telle qu'elle a été proposée par certains collègues lors de l'A.G. du 15 février, aurait

concerné tout le monde; mais elle aurait risqué d'échouer, si le Ministère de l'Education Nationale avait riposté par une retenue de la rémunération des professeurs.

- b) Le boycottage de l'examen de fin d'études ne constitue nullement une action syndicale irréversible. Au contraire, si des négociations sérieuses avec le MEN aboutissent à un accord entre les deux parties, le mot d'ordre de boycottage sera immédiatement levé.
- c) En vue de l'A.G. Extraordinaire du 15 mars, le Bureau se charge d'élaborer une motion qui sera soumise à l'appréciation et à la discussion des membres du CC lors d'une prochaine réunion.

II. DNAP - GREVE DE NOVEMBRE 1978

Les aspirants-professeurs qui avaient fait grève en novembre 1978, se sont vu débiter leur compte chèque postal du montant correspondant aux leçons perdus lors de la grève. Le CC se demande dans quelle mesure l'APESS pourra dédommager les aspirants-professeurs membres de notre Association.

III. CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION NATIONALE

Le collègue Jeannot Hansen, représentant de l'APESS au Conseil Supérieur de l'Education Nationale, informe le CC que les discussions au sein du CSEN tournent toujours autour des "droits et devoirs des élèves".

Grand-Duché de Luxembourg

LUXEMBOURG, le 6 mars 1979.
8, Boulevard Royal

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

N° BU 41/79

Monsieur Ernest Nimax
Président de l'Association des
Professeurs de l'Enseignement secondaire
153, bd. Simonis
L u x e m b o u r g

Monsieur le Président,

Je vous rends attentif à la publication au Mémorial A NO 9 du 14 février 1979 du règlement grand-ducal du 23 janvier 1979 portant fixation des indemnités dues aux commissions d'examen de l'enseignement technique, professionnel, moyen, secondaire, de l'éducation différenciée et de l'Ecole de Commerce et de Gestion. A toutes fins utiles, je joins à la présente une photocopie dudit règlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.

Guy LINSTER
Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale

ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 6 mars 1979

Monsieur le Secrétaire d'Etat
à l'Education Nationale
6, boulevard Royal
L u x e m b o u r g

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Depuis plusieurs années, le comité actuel de l'APESS ainsi que nos prédécesseurs ont fait des démarches auprès du Ministère de l'Education Nationale et ont présenté nos revendications en matière de traitements, de rémunérations pour prestations supplémentaires et de conditions de travail. Aucune de ces démarches n'a abouti à un résultat tangible si l'on fait abstraction de l'indemnité pour l'examen d'admission.

Le relèvement de l'indemnité pour l'examen de fin d'études, par contre, a provoqué l'indignation des collègues pour de multiples raisons. Après de longues tergiversations de la part du Ministère de l'Education Nationale durant plusieurs années, un taux d'augmentation dérisoire de 11,6% fut finalement fixé alors que l'APESS réclamait une revalorisation de 100%, pour que cesse enfin l'indemnisation honteuse d'une prestation difficile fournie dans des conditions pénibles. L'APESS constate en outre que le mémoire relatif à ces revendications a dû être déposé d'urgence avant le 15 mars, date de la clôture du budget, mais regrette que, jusqu'à la fixation du nouveau barème, au mois de janvier 1979, aucune négociation n'ait eu lieu au cours des rares entrevues qui nous furent accordées et qui se distinguaient surtout par une atmosphère envenimée.

Dépité par tous ces déboires, le Comité Central de l'APESS a décidé d'appuyer un programme de revendications à moyen et à long terme par des actions syndicales adéquates. Dans l'immédiat, il fut proposé au vote de l'Assemblée Générale du 15 février 1979 le boycottage de l'examen de fin d'études, mais pour des raisons de forme ce vote fut renvoyé au 15 mars 1979, date à laquelle une Assemblée Générale Extraordinaire aura à prendre une décision grave.

Cette mesure syndicale est tellement grave que je vous prierais de voir si Monsieur le Ministre de l'Education Nationale et vous-même êtes prêts à entamer des négociations préalables.

Dans l'attente de votre réponse je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'APESS
Le Président

E. Néma

PS. Veuillez trouver ci-joint une invitation à cette Assemblée Générale Extraordinaire et notre mémoire concernant la revalorisation des indemnités pour prestations supplémentaires.

MEMOIRE DE L'APESS CONCERNANT LA REVALORISATION DES INDEMNITES
POUR PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

*Adressé au Secrétaire d'Etat à l'Education
Nationale en mars 1978
Revu et mis à jour en février 1979*

Le 2 février 1978, lors d'une entrevue accordée au Comité Central de l'APESS, le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale avait invité l'APESS à discuter avec l'un des conseillers au Ministère de l'Education Nationale nos revendications concernant les tâches supplémentaires afin qu'il en soit tenu compte dans l'établissement du budget 1979.

Le 10 février 1978 les représentants du Comité Central avaient eu avec Monsieur Ernest Weis, conseiller au Ministère de l'Education Nationale, un entretien qui portait sur la revalorisation des indemnités pour prestations supplémentaires.

Le 13 mars 1978, enfin, le Comité Central rencontra le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale; la discussion porta essentiellement sur les revendications reprises dans le présent document. En effet, l'APESS était et reste d'avis qu'à l'exception des rémunérations pour l'examen pratique des aspirants-professeurs et pour l'examen d'admission - cette dernière ayant été augmentée - ces émoluments ne sont adaptés ni à la hausse du coût de la vie ni à l'évolution des traitements ni, surtout, au travail réellement fourni dans des conditions difficiles.

Si entretemps l'APESS a obtenu satisfaction sur quelques points (relèvement du taux d'indemnisation pour cours de rattrapage pour l'été 1978; jeton de présence des commissions nationales porté à 900.- francs), la plupart de nos revendications restent les mêmes qu'en mars 1978.

Leçons supplémentaires

Quoique depuis longtemps l'APESS se soit prononcée en faveur de la réduction des leçons supplémentaires, ses dirigeants se rendent évidemment compte qu'il y a un certain nombre de leçons supplémentaires qu'il est difficile, voire impossible d'éviter, telles les leçons supplémentaires dans certaines branches (faute d'enseignants) ou les leçons supplémentaires dites techniques.

Or, ces leçons supplémentaires inévitables, imposées d'ailleurs aux professeurs ont été jusqu'à présent pénalisées, du fait qu'elles sont mises en compte sans allègement. Dans aucune autre profession on n'accepterait cette pénalisation; au contraire, tout travail supplémentaire est rémunéré à des taux largement supérieurs au taux normal. En outre, certains salariés bénéficient de nets avantages dans l'imposition des revenus provenant d'un travail supplémentaire. Les enseignants, par contre, subissent souvent des désavantages fiscaux par suite des retards scandaleux dans le paiement des indemnités pour leçons supplémentaires. Une liquidation plus prompte des sommes dues (promise à plusieurs reprises par les responsables du Ministère) n'éviterait pas seulement cette injustice fiscale mais également la possibilité d'une dévaluation de l'indemnité avant même que celle-ci parvienne au bénéficiaire.

L'APESS exige donc que les leçons supplémentaires soient enfin affectées des mêmes coefficients que la tâche régulière et que les indemnités soient payées dans les trente jours.

Le premier de ces problèmes pourrait facilement être résolu par la modification de la déclaration des leçons supplémentaires. Par ailleurs, l'APESS se demande pourquoi les leçons supplémentaires assurées par le même titulaire pendant toute une année scolaire ne pourraient pas être rémunérées régulièrement et en même temps que la tâche réglementaire.

Examen de fin d'études secondaires

Depuis des années l'APESS exige une revalorisation de l'indemnité pour l'examen de fin d'études.

Sans reprendre notre argumentation en faveur d'une telle mesure, nous rappelons simplement qu'en mars 1978 nous avons soumis nos revendications chiffrées au Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et que ceci n'a mené ni à une réponse précise du Ministère ni à des négociations sérieuses. Le 5 février 1979, enfin, le Ministre de l'Education Nationale nous a fait savoir qu'un règlement grand-ducal avait été signé et était sur le point d'être publié. Toutefois le Ministre n'a pas su nous dire qu'elles étaient les stipulations contenues dans ce règlement.

En fait, le règlement grand-ducal du 23 janvier 1979, publié au Mémorial le 14 février 1979, arrête, en ce qui concerne l'examen de fin d'études secondaires, les indemnités suivantes (n.i. 100):

Indemnité forfaitaire:	800
Indemnité par questionnaire:	425
Indemnité par heure de surveillance:	80
Indemnité par candidat et par épreuve d'une	
durée de deux heures:	30
trois heures:	33
quatre heures:	35

Un simple calcul (1) montre qu'il s'agit là d'une revalorisation brute de 11,60%, alors que l'APESS avait exigé et exige toujours une revalorisation de 100% pour qu'on en arrive enfin à une indemnisation digne de ce nom.

En tout cas, nous tenons à souligner que nous considérons cette revendication comme absolument prioritaire sans que les autres exigences puissent toutefois être négligées.

Indemnités pour l'appréciation des mémoires scientifiques des aspirants-professeurs

L'APESS rappelle qu'elle exige les relèvements suivants:

- a) Rapporteur principal: 7.500.- francs n.i. 100
- b) Rapporteur adjoint : 4.000.- francs n.i. 100.

Même augmentées, ces indemnités ne constituent tout au plus qu'une prime d'encouragement pour le correcteur, sans pour autant correspondre à la somme de travail fourni.

Cours d'appui pendant l'année scolaire

L'APESS avait exigé que les cours d'appui soient incorporés dans la tâche des professeurs avec, bien entendu, les coefficients correspondants.

Or, nous constatons qu'à partir de l'année scolaire 1978/79 les activités au sein des Services de psychologie et d'orientation scolaire ont bien été intégrées dans la tâche régulière, mais qu'une heure de travail au SPOS est mise en compte pour une demi-heure seulement dans le calcul de la tâche, tout comme si les cours d'appui ne nécessitaient pas de préparation de la part de l'enseignant.

Nous réitérons donc notre demande que les cours d'appui soient rémunérés aux mêmes taux que les cours réguliers.

(1) Le calcul a été effectué sur la base des données suivantes:

- nombre de candidats 100
- durée de l'épreuve 2 heures.

Toutefois on arrive sensiblement au même résultat en partant de chiffres différents et exactement au même résultat en comparant les salaires horaires moyens (275.- francs contre 246.- francs).

Cours de rattrapage pendant les vacances d'été

En mars 1978, l'APSS avait exigé une indemnité de 350.- francs n.i. 100 par leçon. Au cours des discussions avec le chargé de direction du DOSS, les deux parties se sont entendues sur une indemnité de 325.- francs n.i. 100 (c.-à-d. 938.- francs à ce moment-là), à condition que cette indemnité soit indexée et varie donc automatiquement avec l'indice du coût de la vie.

Le 29 juin 1978 le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale nous a fait savoir que le taux d'indemnisation était relevé à 938.- francs et qu'une adaptation suivant l'évolution de l'indice des prix pourrait être négociée au printemps 1979.

Le Conseil de Gouvernement a donc refusé d'indexer l'indemnité tout en acceptant la concession faite par l'APSS, et c'est pourquoi nous répétons notre revendication de l'année passée.

Commissions nationales des programmes

Nous constatons avec satisfaction que le jeton de présence a été porté à 900.- francs, mais nous nous permettons également de rappeler notre proposition que dans chaque établissement un délégué soit nommé pour une durée déterminée afin de garantir la continuité et l'efficacité du travail des commissions nationales. Ces délégués devraient être dûment déchargés en fonction des tâches attribuées aux commissions nationales.

Cours du soir pour adultes

L'APSS réitère sa demande que ces cours soient incorporés dans la tâche hebdomadaire des professeurs, vu que les difficultés pratiques lui semblent relativement faciles à surmonter, et rappelle les modalités fixées dans son mémoire antérieur:

- Les coefficients seront majorés de 0,25 pour chaque niveau.
- Dans l'établissement de l'emploi du temps du professeur une soirée de cours pour adultes devra équivaloir à une demi-journée de travail.



I N V I T A T I O N

A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DE L'APESS DU 15 MARS 1979

Chers Collègues,

Depuis des années le Bureau de l'APESS a régulièrement entrepris des démarches auprès des responsables du Ministère de l'Education Nationale afin d'obtenir satisfaction quant à nos revendications concernant la revalorisation des indemnités pour prestations supplémentaires. Excepté l'augmentation de l'indemnité pour l'examen d'admission, toutes nos démarches sont restées sans résultat. En ce qui concerne une de nos principales revendications, à savoir la revalorisation de l'indemnité pour l'examen de fin d'études, elle vient d'être gratifiée d'une augmentation dérisoire de 11,6%, alors que l'APESS exige depuis des années que le montant brut de 250.- francs par heure soit enfin augmenté de 100%. Face à cette intransigeance du Ministère de l'Education Nationale vis-à-vis de nos revendications salariales justifiées, le Comité Central avait proposé des mesures syndicales aux participants de l'Assemblée Générale du 15 février 1979, bien que cette question ne figurât pas à l'ordre du jour. Or, la majorité des membres présents s'est prononcée en faveur d'une Assemblée Générale Extraordinaire qui déciderait des mesures à prendre.

Le 20 février 1979, le Bureau de l'APESS s'est réuni d'urgence et a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire le programme d'action suivant:

a) à moyen et à long terme, le Comité Central exigera du Ministère de l'Education Nationale de véritables négociations en vue des deux revendications fondamentales suivantes: revalorisation des indemnités pour heures supplémentaires et réduction de la tâche du professeur à 20 leçons hebdomadaires. En cas d'échec des négociations, des mesures syndicales appropriées seraient déclenchées dès septembre 1979.

b) à court terme, le Comité Central prévoit le boycottage de l'examen de fin d'études afin d'obliger le Ministère de l'Education Nationale à réviser ses tarifs d'indemnisation.

En vue de cette dernière mesure, le Bureau fait un appel pressant aux membres de l'APESS de refuser pour le moment de s'inscrire sur les listes de l'examen de fin d'études en attendant les décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Vu la gravité de ces décisions, le Bureau prie instamment tous les membres de l'APESS d'assister massivement à cette ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE qui aura lieu le jeudi, 15 mars 1979 à 15.00 heures dans la grande salle du Lycée Michel-Rodange à Luxembourg.

08/03/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Eisen (Sa/LMRL), R. Brachmond (LCD), J. Hansen (LHCE), G. Floener (Sud), E. Linster (LGL), P.E. Hoffmann (IP), P. Schiltz (AL), P. Reckel (CU), F. Scholtus (LRSL), L. Weis (Nord), R. Oth, R. Waringo (LGE)

Excusé : R. Strainchamps (LGE)

I. TRONC COMMUN

Le président informe le CC qu'il vient d'être contacté par M. Jean Octave en vue d'une discussion télévisée sur le projet de loi portant création d'un tronç

commun, discussion à laquelle prendraient part un représentant de l'APESS et un défenseur de la nouvelle école, en l'occurrence M. A. Wagner, président de l'APEN. Cette émission devrait être enregistrée le samedi, 10 mars 1979. Comme, d'une part, l'APESS n'a pas été informée des modifications apportées au projet de loi en question, et que, d'autre part, M. Wagner n'est pas à considérer comme un interlocuteur représentatif, le CC décide à l'unanimité de ne pas prendre part à cette discussion. Toutefois, il propose de la renvoyer au samedi, 17 mars, afin que les responsables de l'APESS aient le temps d'étudier le texte définitif du projet de loi en question.

II. ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 15 MARS 1979

Le Bureau présente au CC l'ébauche d'une motion destinée à être soumise au vote de l'A.G. Extraordinaire du 15 mars 1979. Le texte en est discuté, remanié et complété par les membres du CC.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

LUXEMBOURG, le 09 mars 1979
8, Boulevard Royal

N° Centre de Recherches Pédagogiques

Monsieur le Président de l'Association des Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur

Monsieur le Président,

Vous n'êtes pas sans savoir que l'articulation de l'enseignement de la langue allemande entre le degré supérieur de l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement postprimaire pose un certain nombre de problèmes que certains d'entre vous ont déjà soulignés à plusieurs reprises.

À la demande de notre Centre de Recherches Pédagogiques qui s'est fait l'interprète de ces soucis qui vous honorent et qui manifestent l'intérêt que vous portez à l'amélioration constante de notre enseignement, nous avons pris la décision de constituer un groupe d'études qui aura pour missions

- de formuler les objectifs et les contenus de l'enseignement de la langue allemande aux niveaux indiqués;
- d'esquisser une conception didactique cohérente;
- et de choisir un matériel didactique adéquat.

Ce groupe d'études fonctionnera sous la responsabilité du Centre de Recherches Pédagogiques et devra nous soumettre ses conclusions au plus tard pour le mois de juillet. Ces conclusions seront soumises à la Commission d'Instruction, à la Commission pour la réforme de l'Enseignement Primaire et aux Commissions de Programme pour avis.

Afin d'éviter tout malentendu qui pourrait entraver la progression de vos travaux, nous tenons à préciser qu'il n'est pas question d'imposer les objectifs et les contenus d'un enseignement à un autre, mais d'aborder le problème dans sa perspective globale qui concerne tous les élèves et qui permettra sinon de trouver des solutions optimales au problème posé, du moins de mettre vos propositions à l'essai.

En conséquence, nous vous demandons de désigner un ou deux représentants dans ce groupe d'études; au plus tard pour le 1er avril.

Veillez communiquer leurs noms et adresses à Monsieur KAISER Lex, chargé de la direction du Centre de Recherches Pédagogiques.

La première réunion de travail aura lieu le 17 avril à 14.30 heures au Ministère de l'Education Nationale (salle de réunion du 2e étage).

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments très distingués.

Le Ministre de l'Education
Nationale,

Le Secrétaire d'Etat à l'Education
Nationale,




12/03/79 REUNION DU BUREAU

Réunion entièrement consacrée à la présentation de l'A.G. Extraordinaire du 15 mars 1979.

13/03/79 ENTREVUE BUREAU - MEN/SEEN

La discussion porte essentiellement sur la revalorisation de l'indemnité pour les leçons supplémentaires, la réduction de la tâche hebdomadaire et la revalorisation de l'indemnité pour l'examen de fin d'études. L'attitude des deux responsables du Ministère de l'Education Nationale reste intransigeante. Toutefois, le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale se déclare finalement prêt à soumettre nos revendications principales au Conseil des Ministres et à nous confirmer par écrit certaines promesses pour les années à venir.

14/03/79 REUNION DU BUREAU

Préparation de l'A.G. Extraordinaire du 15 mars 1979

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

GL/DT

Luxembourg, le 14 mars 1979

Monsieur E. Nimax
Président de l'APESS
153 Boulevard Ch. Simonis
L u x e m b o u r g

Monsieur le Président,

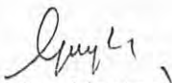
Dans votre lettre datée du 6 mars 1979, vous me signifiez que votre comité central a décidé d'appuyer un programme de revendications "à moyen et à long terme" par des actions syndicales adéquates et que, pour l'immédiat, vous proposerez à votre assemblée générale extraordinaire du 15 mars 1979 le boycottage de l'examen de fin d'études. Comme cette dernière mesure est particulièrement grave, vous me demandez si Monsieur le Ministre et moi-même sommes prêts à entamer des négociations préalables. A cette fin, nous vous avons reçu ce mardi 13 mars 1979, et aux mêmes fins, j'aimerais confirmer qu'une telle négociation est souhaitée de notre part:

1. En ce qui concerne les leçons supplémentaires, nous sommes d'accord pour arrêter que les heures supplémentaires seront affectées des mêmes coefficients que la tâche régulière; cela implique qu'elles ne seront indemnisées que dans la mesure où elles sont effectivement prestées. Parallèlement, je vous inviterai à participer à un groupe de travail restreint devant analyser la possibilité de réduire les leçons supplémentaires, dites techniques, par une définition plus souple de la tâche régulière.
De son côté, le ministère interviendra auprès des instances compétentes pour trouver des modalités afin que les heures supplémentaires dites "fixes" soient versées selon les vus arrêtées dans votre "mémoire", - voire pour examiner si les heures supplémentaires tombent à bon escient sous le coup de la loi sur les cumulés, ou quelles facilités peuvent être créées à cet égard par les modalités d'application du projet de loi sur le statut des fonctionnaires devant être à l'ordre du jour de la Chambre dans les premières semaines.
2. En ce qui concerne l'indemnité des membres des commissions d'examen de fin d'études, j'interviendrai auprès du Gouvernement en conseil pour obtenir, dans l'immédiat, un réaménagement de ce taux pour les membres des commissions non titulaires d'une classe terminale et, dans le cadre des propositions budgétaires pour 1980, un réaménagement substantiel du règlement grand-ducal du 23 janvier 1979. Je ferai état notamment de votre argumentation concernant les contraintes nouvelles des examinateurs résultant du fait que, pour la majorité des candidats, l'examen de fin d'études est devenu une épreuve de classement, nécessitant donc, de la part des correcteurs, l'obligation de différencier ses appréciations à un degré inconnu jusqu'ici.
3. Je proposerai une négociation semblable pour les taux d'indemnisation pour les mémoires scientifiques qui avaient été refixés en 1977.
4. En ce qui concerne les cours d'appui, les nouvelles modalités seront appliquées avec la souplesse nécessaire et portées à votre connaissance.
5. Pour les indemnités pour cours de rattrapage, je proposerai l'adaptation des taux actuellement en vigueur à l'évolution de l'indice du coût de la vie intervenue depuis la dernière fixation en été 1978.

6. Je signale à votre attention que les taux pour les cours du soir ont été augmentés depuis le premier janvier 1979. Je rappellerai aux directeurs et délégués vos propositions à ce sujet.
7. Le taux d'indemnisation pour l'examen d'admission, adapté l'année passé, ne donne plus lieu à discussion.
8. Il est de même pour le taux d'indemnisation pour les commissions nationales, réévalué en été 1978. J'examinerai positivement votre voeu de réorganiser les commissions nationales (délégations permanentes, compétences, décharges ad hoc).
9. En ce qui concerne la fixation de la tâche à 20 heures hebdomadaires, je vous ai signalé que nous sommes prêts à examiner cette revendication avec toutes les implications qui en résulteraient, le cas échéant, si la discussion devait être approfondie. Il est évident que les experts ne manqueront pas d'élargir une telle discussion e.a. au point soulevé au paragraphe suivant.
10. Pour ce qui est de la réduction des effectifs de classe, je m'engage à poursuivre les efforts consentis jusqu'à présent: il est de notoriété publique que, bien que le nombre d'élèves ait très sensiblement augmenté dans l'enseignement public ces dernières années, les effectifs moyens ont pu être maintenus à un niveau pédagogiquement satisfaisant, sinon idéal, mais en tout cas très honorable par rapport au niveau européen.

Certaines statistiques publiées par des associations d'enseignants, bien que partielles et souvent erronées, n'ont fait que corroborer cette constatation. Dans le cas des rares classes surpeuplées qui m'ont été signalées, j'ai chaque fois autorisé les directeurs à prendre les mesures adéquates, p.ex. le transfert d'élèves, le recours aux leçons supplémentaires etc.

Dans l'espoir que cette prise de position tient compte de la gravité des décisions que vous vous êtes proposé de faire prendre à votre assemblée générale qui, en définitive, je n'en doute pas, aura, une fois de plus, en vue uniquement l'intérêt de vos élèves, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.


Guy Linster

Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale

A. G. EXTRAORDINAIRE

15 MARS 1979

Après quelques paroles de bienvenue, le président rappelle que l'A.G. du 15 février 1979 s'était prononcée en faveur d'une A.G. Extraordinaire qui déciderait des mesures syndicales proposées par le CC, notamment du boycottage de l'examen de fin d'études.

Cette dernière mesure doit être replacée dans le contexte des revendications fondamentales exprimées depuis des années par notre Association, à savoir:

- nomination des aspirants-professeurs ayant terminé avec succès leur stage pédagogique,
- amélioration des conditions de travail: réduction des effectifs de classe à 20 élèves et réduction de la tâche à 20 leçons hebdomadaires,
- revalorisation des indemnités pour prestations supplémentaires (examens, leçons supplémentaires, cours d'appui, cours de rattrapage, cours du soir, mémoire scientifique, commissions nationales).

Lorsqu'on dresse le bilan de ces revendications, le résultat est plus que décevant: à l'exception de la revalorisation de l'indemnité pour l'examen d'admission, aucune de nos revendications majeures n'a été satisfaite. Bien plus, la soi-disant revalorisation de l'indemnité pour la correction de l'examen de fin d'études a provoqué l'indignation et la colère des membres du CC, parce qu'elle a été ressentie comme une véritable provocation. En effet, le salaire horaire brut pour le correcteur passerait cette année-ci de 250.- francs à 275.- francs! Or, depuis des années, l'APESS réclame une augmentation de 100%, vu la grande responsabilité qui incombe aux correcteurs du fait que l'examen de fin d'études a pris le caractère d'un concours, vu aussi les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles les professeurs sont obligés de travailler.

Cette augmentation dérisoire de 11% n'a cependant pas été la seule raison pour laquelle le CC propose de passer à l'action. Il s'y ajoute le fait que le MEN, fidèle à la politique appliquée depuis cinq ans, n'a pas daigné informer les dirigeants de l'APESS de la décision qu'il avait l'intention de prendre. De plus, le CC était écoeuré par le mépris avec lequel étaient traités les délégués de l'APESS lors des entrevues avec les responsables du MEN et en avait assez des promesses vagues et des réponses évasives données par le MEN ou le SEEN. Enfin, la campagne lancée depuis un certain nombre d'années contre les professeurs du secondaire (pour dénoncer leur attitude

"réactionnaire" devant le tronc commun, leurs "privilèges" etc.) n'a pas manqué de remplir la plupart d'entre eux d'indignation et d'amertume.

Il n'y a donc pas de doute: la mesure syndicale que le CC propose aux membres de l'APESS a été provoquée par le MEN qui est par conséquent entièrement responsable de la gravité de la situation actuelle.

Après son exposé, le président donne lecture d'une lettre que M. Guy Linster lui a fait parvenir la veille de l'A.G. Extraordinaire et dans laquelle le Secrétaire d'Etat confirme les promesses qu'il avait faites pour les années à venir lors de l'entrevue du 13 mars 1979. (voir page 33).

Dans la discussion qui s'engage, le collègue René Wirtz (AL) exprime ses réserves quant à l'opportunité et l'efficacité du boycottage de l'examen de fin d'études: en effet, cette mesure syndicale touche une partie seulement des membres de l'APESS; de plus, les victimes en seront les élèves, ce qui risque de nous déconsidérer auprès de l'opinion publique. Pour ces raisons, il avance comme contre-proposition une grève administrative qui consisterait à ne plus faire de corrections au 3e trimestre de l'année scolaire en cours.

L'intervention du collègue R. Wirtz est suivie d'une longue discussion sur le pour et le contre des deux mesures syndicales proposées, mais en fin de compte la majorité des participants penche pour le boycottage de l'examen de fin d'études, d'autant plus que la lettre du SEEN est considérée comme une manoeuvre habile qui n'engage en rien son auteur.

Avant la lecture de la motion, le collègue F. Majerus (LMR) rend encore une fois les membres de l'assemblée attentifs à la gravité de la décision qu'ils sont invités à prendre; tout en partageant les mobiles de cette action de l'APESS, il ne peut donner son adhésion entière à cette mesure syndicale.

Finalement, la motion proposée par le CC, est adoptée par une écrasante majorité, après quelques changements de détail. (100 pour, 3 contre, 9 abstentions).

M O T I O N

Les membres de l'Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur, réunis en Assemblée Générale Extraordinaire à Luxembourg, le 15/03/ 1e 15 mars 1979

constatant - que les démarches faites pour appuyer leurs revendications en matière de traitements, de rémunérations pour prestations supplémentaires et de conditions de travail n'ont abouti à aucun résultat concret,

- constatant - que les rares entrevues que les responsables du Ministère de l'Education Nationale ont accordées au Bureau se sont déroulées dans un climat envenimé et n'ont jamais abouti à de véritables négociations,
- rappellent - leurs revendications à moyen et à long terme, à savoir:
- la nomination de tous les aspirants-professeurs ayant terminé avec succès leur formation pédagogique,
 - la réduction de la tâche hebdomadaire à 20 leçons correspondant à la semaine de 40 heures,
 - la réduction des effectifs de classe à 20 élèves au maximum,
 - la revalorisation des indemnités pour toutes les prestations supplémentaires,
 - l'intégration de certaines prestations supplémentaires dans la tâche réglementaire,
 - le redressement de la situation matérielle des fonctionnaires de la carrière supérieure,
- leur revendication à court terme, à savoir:
- la revalorisation de l'indemnité pour les examens de fin d'études,
- décident - de charger le Bureau d'entreprendre des négociations sérieuses au sujet des revendications à moyen et à long terme avec le Ministère de l'Education Nationale actuel et avec celui qui sera en place après les prochaines élections législatives,
- soulignent leur volonté - de recourir à des mesures syndicales appropriées au cas où ces revendications se heurteraient à un refus des autorités comme par le passé,
- décident dans l'immédiat - de faire appel à tous les membres de l'APESS pour qu'ils refusent de faire partie des commissions pour les examens de fin d'études en attendant que le Ministère de l'Education Nationale accorde une augmentation substantielle de l'indemnité.

Remarque: A la suite de l'A.G. Extraordinaire, une interview avec le président est enregistrée par RTL.

ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
du Grand-Duché de Luxembourg
153, boulevard Simonis
Luxembourg

Luxembourg, le 17 mars 1979

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Au nom de notre comité central j'ai l'honneur de vous remercier de votre lettre du 14 mars 1979 dans laquelle vous confirmez que, tout comme l'APESS, vous souhaitez entamer des négociations au sujet de nos principales revendications, certaines en souffrances depuis plusieurs années.

Nous avons présenté vos propositions à notre Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mars 1979. Nos collègues ont jugé que, sans pour autant négliger les autres problèmes concernant notre profession, il fallait négocier, dans l'immédiat, une revalorisation de l'indemnité pour les examens de fin d'études. Voilà pourquoi cette assemblée générale a décidé, à la quasi-unanimité, d'inviter tous les membres de l'APESS à refuser "de faire partie des commissions pour les examens de fin d'études en attendant que le Ministère de l'Education Nationale accorde une augmentation substantielle de l'indemnité".

Nous nous tenons à votre disposition pour convenir d'une rémunération qui puisse donner satisfaction aux professeurs.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'APESS
Le président
E. Nimax

PS: Texte de la motion votée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mars 1979.

20/03/79

Le président et le trésorier ont participé un un échange de vues entre les représentants de la DNAP, du SETP, de l'AGESS et de l'APESS, concernant la création éventuelle d'un fonds de grève intersyndical. Vu les difficultés inhérentes à la matière, on a reporté une discussion approfondie à une date ultérieure.

ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
du Grand-Duché de Luxembourg
153, boulevard Simonis
Luxembourg

Luxembourg, le 20 mars 1979

Monsieur Guy Linster
Secrétaire d'Etat
Education Nationale
Luxembourg

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Le 15 mars 1979 l'administration des P&T m'a notifié que, en vertu d'une "autorisation permanente et sur ordre de la Caisse Générale de l'Etat", elle retirait 793.- francs de mon CCP pour "Grève Novembre 1978".

Comme de nombreux collègues, professeurs en titre et aspirants-professeurs, se trouvent dans le même cas je voudrais vous demander quelques explications concernant ce prélèvement.

Les sommes varient d'un enseignant à l'autre; des collègues n'ayant pas fait grève ont été pénalisés alors que dans certains établissements, les directeurs ayant renvoyé les élèves, les professeurs n'ont pas été portés absents. C'est pourquoi je vous serais reconnaissant de me faire connaître les critères et le mode de la computation appliqués en l'occurrence ainsi que la loi en vertu de laquelle la Caisse Générale a procédé à ce retrait.

D'après notre conseiller juridique il semble douteux que le Gouvernement ait le droit de faire r tirer de nos CCP ces sommes et de faire appliquer une sanction de la façon dont il l'a fait.

A supposer même que la Caisse Générale de l'Etat ait ce droit, il nous semble plus que douteux qu'elle puisse opérer ce prélèvement en cours de mois et non lors d'un versement de traitement. Tel collègue a pu avoir un montant insuffisant sur son CCP et il s'est trouvé en découvert auprès de l'administration des P&T, sans qu'il lui incombe la moindre faute, n'ayant jamais donné d'ordre permanent au profit de la Caisse Générale de l'Etat. Tel autre a pu avoir sur son CCP le montant exact pour authentique ordre permanent, et du fait que la somme requise ne figure plus sur son compte, il a pu être considéré, par un quelconque créancier, comme une personne ne tenant pas ses engagements.

Dans l'attente d'une réponse à ces diverses questions, je vous remercie d'avance et vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire d'Etat, à mes sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'APES
Le président

E. Nimax

27/03/79

MEETING DE LA DNAP AU CENTRE CULTUREL DE HOLLERICH

(cf. pages 59 sq.)

Le trésorier y a assisté en tant que représentant officiel du CC de l'APES.

Note concernant la tâche hebdomadaire des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur.

La tâche hebdomadaire des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur a été fixée à 20 leçons par la loi organique du 7 juin 1861 pour être portée à 22 leçons par l'arrêté grand-ducal du 23 juin 1908.

Tout en maintenant la tâche des professeurs à 22 leçons hebdomadaires, l'arrêté ministériel du 29 juillet 1919 a introduit, par mesure de compensation, des décharges échelonnées pour années de service et des coefficients pour certaines branches et pour les différents niveaux d'études afin qu'il soit tenu compte, dans la computation de notre tâche, de la préparation des cours et de la correction des devoirs d'élèves.

Si l'on fait abstraction de quelques adaptations mineures (p.ex. coefficients plus élevés pour classes surpeuplées et coefficients inférieurs pour classes moins chargées) la tâche du professeur n'a plus varié depuis 1919 jusqu'en 1965. Par décision ministérielle du 30 mars 1965, le Ministre de l'Education Nationale a accordé une décharge d'une leçon à tous les professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur.

Les textes de loi n'ont pas encore retenu le principe qu'une leçon équivaut à au moins 2 heures de travail. Par contre, cette équivalence est retenue clairement dans différents textes émanant des autorités ministérielles. Le règlement du Gouvernement en Conseil du 10 octobre 1975, notamment, dit (724): "Une heure d'activité d'accompagnement est mise en compte comme une demi-leçon de théorie." Il s'ensuit, implicitement, qu'une leçon de théorie (donc une leçon d'enseignement) équivaut à deux heures de travail normal.

De nos jours, il est logique aussi qu'il soit tenu compte, dans la computation de notre tâche, non seulement de la somme de travail que requiert la préparation des cours et la correction des devoirs d'élèves mais encore de l'adaptation du professeur à l'évolution constante des branches enseignées et des didactiques afférentes qui se reflète dans la variation continue des programmes.

En partant de cette équivalence et en comparant la tâche des professeurs à celle des autres fonctionnaires et employés, nous arrivons aux constatations suivantes:

- En 1919, la tâche hebdomadaire des fonctionnaires et employés était de 48 heures;
la tâche hebdomadaire des professeurs était de 22 leçons correspondant à 44 heures de travail.
- Depuis 1972, la tâche hebdomadaire des fonctionnaires et employés est de 40 heures;
la tâche hebdomadaire des professeurs est de 21 leçons correspondant à 42 heures de travail.

Ces chiffres montrent clairement que depuis plus d'un demi-siècle notre situation a empiré nettement par rapport aux autres fonctionnaires de l'Etat, même si l'on ne tient pas compte du fait que le Ministère de l'Education Nationale attend de la part des professeurs des services bien plus complexes de nos jours qu'au début de ce siècle.

Quand on constate le retard que les professeurs ont pris par rapport aux autres fonctionnaires en ce qui concerne leur tâche hebdomadaire, et ceci 7 ans déjà, l'APESS ne peut que stigmatiser cette injustice foncière.

Afin que cette iniquité soit enfin redressée, l'APESS demande:

- 1) que la tâche des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur soit ramenée à 20 leçons hebdomadaires;
- 2) qu'en partant du principe qu'une leçon correspond à au moins deux heures de travail, leur tâche soit automatiquement réduite à l'occasion de toute réduction de la durée de travail des autres fonctionnaires de l'Etat.

Luxembourg, le 25 janvier 1979

ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 23 mars 1979

Chers Collègues,

Ma lettre du 20 mars 1979 ci-jointe a provoqué deux réactions:

1) Le service des CCP de l'administration des P et T m'a téléphoné pour s'excuser d'avoir opéré ce prélèvement sur nos CCP et pour reconnaître que cette opération était illégale. Par conséquent, les sommes prélevées sur les CCP des professeurs et des aspirants-professeurs seront reversées dans les jours qui viennent.

2) Le MEN, dans une lettre au Ministre de la Fonction Publique (ci-jointe également), reconnaît que la procédure était d'une légalité douteuse et il admet implicitement ce que notre conseiller juridique m'a exposé: un prélèvement sur nos traitements constitue une sanction et ne peut être opéré que sur décision d'une autorité hiérarchique supérieure. Cette sanction doit tout d'abord être notifiée aux fonctionnaires en cause et peut être appliquée seulement si le délai pour le recours est passé.

Les incidents autour de cette retenue sur nos CCP confirment la façon cavalière dont nos autorités se comportent envers nous; ils montrent aussi que, si l'on peut mettre le doigt sur une illégalité flagrante, les diverses instances ministérielles se renvoient la balle quant à la responsabilité.

Parions que l'on finira par trouver le lampiste coupable!

Pour le Bureau de l'APESS
Le président

E. Nimax

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Luxembourg, le 28 mars 1979

Monsieur Ernest Nimax
Président de l'APESS
153, Boulevard Charles Simonis
L u x e m b o u r g

Monsieur le Président,

Ainsi qu'il avait été entendu lors de votre entrevue avec Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale le 5 février dernier, j'ai l'honneur de vous soumettre un certain nombre de considérations complémentaires qu'appelle votre note du 25 janvier 1979 concernant la tâche hebdomadaire des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur.

Au départ, il convient de faire abstraction des activités d'enseignement exercées dans le cadre de l'enseignement supérieur (Centre Universitaire) où la mise en compte des leçons pour le calcul de la tâche des professeurs a été considérablement renforcée comme suite à la réforme des cours universitaires.

Quant à l'évolution de la tâche dans l'enseignement secondaire vous relevez, à juste titre, la décharge uniforme et générale d'une heure d'enseignement opérée par la circulaire ministérielle du 30 mars 1965. Dans le même contexte, il reste à relever que, d'une part, les effectifs moyens des classes ont certainement baissé dans une proportion non négligeable de même que le nombre

des devoirs écrits a été sensiblement abaissé par l'instruction du 30 septembre 1960, ce qui n'a pas empêché l'arrêté ministériel du 1er octobre 1971 d'introduire de nouveaux coefficients pour le calcul de la tâche hebdomadaire, plus favorables que les anciens coefficients dans toute une série de branches.

Pour l'essentiel, votre argumentation repose sur une comparaison de la tâche des professeurs avec celle des autres fonctionnaires et employés de la fonction publique. Dans cet ordre d'idées, il me paraît indispensable de tenir compte de l'ensemble de la situation, sans négliger les particularités que comporte le régime de travail des enseignants. A ce sujet, deux particularités ne me semblent pas devoir être passées sous silence, à savoir les allègements pour ancienneté de service et le régime des vacances et congés.

La tâche hebdomadaire de 21 heures de leçons par semaine n'existe en fait que pendant les dix premières années de la carrière, pour tomber à 20 après dix ans de service, à 19 après vingt ans, à 18 après vingt-cinq ans et à 17 après trente ans de service. Ainsi, la moyenne de la tâche théorique, pour une carrière de trente-cinq ans de service à partir de la nomination, s'établit en fait à 19,4 leçons hebdomadaires.

Quant au régime des vacances et congés, celui qui est actuellement en vigueur aboutit à un total annuel de 15 semaines. Après déduction des samedis et dimanches et jours fériés, chômés également dans l'administration publique, il restera, en moyenne, un volume de jours fériés pour l'enseignant de l'ordre de quelque 67 jours généralement ouvrables, alors que le maximum du congé de récréation dans la fonction publique est de 26 jours ouvrables par an.

Je pense que vous conviendrez que des particularités de cette ampleur réelle ne sauraient être négligées dans une comparaison objective.

Je vous prie de considérer cette lettre comme complément d'information à joindre à ma lettre du 14 mars 1979, point 9.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.



29/03/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

Présents : E. Nimax (P), A. Bartz (VP), C. Felten (T), P. Elsen (Sa/LMRL), G. Floener (Sud), J. Hansen (LHCE), P.E. Hoffmann (IP), P. Reckel (CU), P. Schiltz (AL), F. Scholtus (LRSL), R. Strainchamps (LGE)

Excusés : G. Milmeister (S), R. Brachmond (LCD), E. Linster (LGL)

I. BOYCOTTAGE DE L'EXAMEN DE FIN D'ETUDES

Le président fait le point de la situation telle qu'elle se présente après l'A.G. Extraordinaire du 15 mars.

Sur proposition du président, le CC décide de faire parvenir à chaque directeur de lycée la liste des professeurs de son établissement qui se sont engagés à suivre l'appel de l'A.G. Extraordinaire.

De même, le Bureau est chargé d'adresser au SEEN un relevé des pourcentages de collègues refusant de faire partie des commissions pour l'examen de fin d'études.

II. DIVERS

a) Le délégué du LHCE, Jeannot Hansen, continuera de représenter l'APESS au Conseil Supérieur de l'Education Nationale.

b) Aucun membre du Comité n'étant disponible le samedi 31 mars, l'APESS ne sera pas représentée à la table ronde organisée par l'APEN.

29/03/79

REUNION AVEC LES PRESIDENTS DES ASSOCIATIONS DES PARENTS
D'ELEVES DU SECONDAIRE

Représentants de l'APESS: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S),
C. Felten (T), P. Elsen (Sa), P.E. Hoffmann, P.
Reckel, P. Schiltz.

Les représentants des parents d'élèves expriment leurs appréhensions face à l'action syndicale de l'APESS. Ils regrettent surtout que les professeurs veuillent appuyer leurs revendications au détriment des élèves.

Les représentants de l'APESS rappellent qu'il s'agit d'un boycottage conditionnel et qu'il appartient donc au MEN d'assurer un déroulement normal des examens en se déclarant enfin prêt à entamer des négociations sérieuses. Mais jusqu'ici le MEN n'a pas daigné réagir à la décision de l'A.G. Extraordinaire de l'APESS.

Les parents d'élèves déclarent parfaitement comprendre l'attitude des professeurs et s'engagent à intervenir dans ce sens auprès du MEN.

ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 30 mars 1979

Madame la Directrice,
Monsieur le Directeur,

Nous nous permettons de vous remettre ci-joint les noms des collègues qui ont suivi le mot d'ordre de l'APESS les invitant à refuser d'être membres des commissions pour les examens de fin d'études.

Nous vous prions, en tant que collègue, de tenir compte de ces données dans les propositions que vous serez appelé à faire au Ministère de l'Education Nationale en vue de la constitution des commissions d'examen.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre parfaite considération.

Ernest Nimax
Président de l'APESS

ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 30 mars 1979

Monsieur le Secrétaire d'Etat
à l'Education Nationale
6, bd. Royal
Luxembourg

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Suite à ma lettre du 17 mars 1979 j'ai l'honneur de vous faire savoir que nous avons soumis au vote des collègues la décision de notre Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mars d'inviter tous nos membres à refuser de faire partie des commissions pour les examens de fin d'études en attendant que le Ministère de l'Education Nationale accorde une augmentation substantielle de l'indemnité. Nous nous permettons de vous communiquer les résultats de ce sondage à toutes fins utiles.

Athénée de Luxembourg	65%
Lycée de Garçons, Luxembourg	76%
Lycée Robert Schuman	33%
Lycée Michel Rodange	83%
Lycée classique, Diekirch	97%
Lycée classique, Echternach	87%
Lycée de Garçons, Esch-Alzette	80%
Lycée Hubert Clement	82%

Ces chiffres indiquent les pourcentages de collègues susceptibles d'être examinateurs et qui refusent d'accepter cette charge dans les conditions actuelles.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour le Bureau de l'APESS
Le président

Grand-Duché de Luxembourg

LUXEMBOURG, le - 4 AVR. 1979
6, Boulevard Royal**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE**

N° ES 211-60

Monsieur Ernest NIMAX
Président de l'Association des Professeurs
de l'Enseignement Secondaire et Supérieur
153, Boulevard Ch.-Simonis
L u x e m b o u r g

Monsieur le Président,

Me référant à ma lettre du 14 mars 1979, j'ai l'honneur de vous informer que le Conseil de Gouvernement a marqué son accord pour l'ouverture de négociations au sujet des taux d'indemnisation des commissions d'examen. Assisteront aux négociations, outre les représentants du Ministère de l'Éducation Nationale, ceux du Ministère des Finances et de la Fonction Publique.

Souhaitant que les discussions puissent commencer le plus tôt possible, je vous propose de fixer une première réunion avec les délégués de l'APESS au jeudi, 19 avril 1979, à 15.00 heures au Ministère de l'Éducation Nationale.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.



Guy Linster
Secrétaire d'Etat à l'Éducation Nationale

17/04/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

15.00 - 17.30

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Elsen (Sa/LMRL), R. Brachmond (LCD), G. Floener (Sud), P.E. Hoffmann (IP), E. Linster (LGL), P. Reckel (CU), P. Schiltz (AL), F. Schmit (LCE), F. Scholtus (LRSL), R. Strainchamps (LGE)

Excusé : J. Hansen (LHCE)

I. BOYCOTTAGE DE L'EXAMEN DE FIN D'ETUDES

Le président donne lecture d'une lettre du SEEN invitant le Bureau de l'APESS à des négociations. Celles-ci devront être entamées le 19 avril 1979.

Les membres du CC sont d'avis que l'APESS ne saura en aucun cas se contenter de promesses pour 1980, mais qu'elle devra insister sur une revalorisation

immédiate des indemnités. De toute façon, le Bureau consultera le CC et les membres avant tout accord définitif.

II. GREVE DES ASPIRANTS-PROFESSEURS

Le CC charge le Bureau de publier un communiqué de presse exprimant la solidarité de l'APESS avec les jeunes collègues qui ont l'intention de se mettre en grève au cours de la semaine du 23 au 28 avril 1979.

III. DIVERS

Le collègue P.E. Hoffmann représentera l'APESS au groupe de travail chargé de procéder à une révision des horaires et des programmes de la section artistique.

19/04/79	REUNION DE LA DNAP ET DES REPRESENTANTS DES SYNDICATS D'ENSEIGNANTS
----------	---

Les représentants de l'APESS, C. Felten, P. Schiltz et F. Schmit signent un communiqué commun des syndicats d'enseignants, dans lequel ceux-ci se déclarent solidaires de la grève des aspirants-professeurs.

19/04/79	ENTREVUE AVEC LES DELEGUES DES MINISTERES DE L'EDUCATION NATIONALE, DES FINANCES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
----------	---

Entrevue avec APESS
le 19.4.1979 à 15.00 heures

L'objet du litige

<u>a) les indemnités</u>	N.R.	A.R.
- indemnité de base	800.-	1.500.-
questionnaire	425.-	
4 heures de surveillance	320.-	
	1.545.-	1.500.-
 - pour loo élèves (indemnité moyenne par copie d'élève: 32.76 fr)	 3.276.-	 2.500.-
	4.821.-	4.000.-

- b) Les indemnités sont adaptées à l'évolution de l'indice du coût de la vie:

(nombre-indice: 2.9602)	<u>14.271.-</u>	<u>11.840.-</u>
-------------------------	-----------------	-----------------

Remarque: Selon le programme actuel de l'examen de fin d'études secondaires, il y a

7 épreuves de 2 heures
25 épreuves de 3 heures
6 épreuves de 4 heures

- c) la perte de leçons

perte moyenne: 3.31 leçons hebdomadaires

pendant 6 semaines: $3.31 \times 6 = 19.86$

= 20 leçons

Coût d'une leçon effective (pour un titulaire à échelon 410):

$$\frac{410 \times 771.55 \times 2.9602}{37 \times 21} = 1.205.-$$

Coût de la perte de leçons: $20 \times 1.205 = 24.100.-$

- d) Coût de l'examen par examinateur:

$14.271 + 24.100 = 38.371$ fr.

sans indemnité de base: 33.800 fr.

taux effectif par copie: $33.800/100 = 338$ fr.

Taux horaire (4 copies par heure): $4 \times 338 = 1.352$ fr.

ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 21 avril 1979

153, boulevard Simonis
Luxembourg

Monsieur Ernest Weis
Conseiller de Gouvernement
Education Nationale
Luxembourg

Monsieur le Conseiller,

Suite à la lettre du Secrétaire de l'Etat à l'Education Nationale du 4 avril 1979, les membres du Bureau de l'APESS, MM. E. Nimax, A. Bartz, C. Felten et P. Elsen, ont rencontré le 19 avril 1979 les représentants du Ministère de l'Education Nationale, MM. E. Weis et A. Kieffer, ainsi que Monsieur J. Bong, délégué du Service Central du Personnel, et Monsieur P. Gillen de l'Inspection Générale des Finances.

Tout d'abord, le Bureau de l'APESS regrette qu'aucun membre du Gouvernement n'ai daigné assister à ces négociations.

Nous prenons note que le Ministère de l'Education Nationale entend soumettre au Conseil de Gouvernement les propositions suivantes:

- Dans l'immédiat, aucune nouvelle revalorisation des indemnités pour les examens de fins d'études n'est prévue en faveur des examinateurs enseignant en classe de Ire. Par contre, le Conseil de Gouvernement pourrait accorder aux correcteurs qui ne sont pas titulaires d'une classe terminale une indemnité de base supplémentaire, non indexée, de 10.000.- francs.

- Ensuite, le Ministère de l'Education Nationale promet d'intervenir auprès du Gouvernement en Conseil pour obtenir, dans le cadre des propositions budgétaires pour 1980, un "réaménagement substantiel du règlement grand-ducal du 23 janvier 1979". Ce réaménagement consisterait en un relèvement de l'indemnité par candidat de 30 à 35, de 33 à 39 et de 35 à 42 francs pour les épreuves d'une durée de 2, 3 et 4 heures respectivement.

Pour justifier cette politique les représentants du Ministère de l'Education Nationale ont avancé deux arguments:

- Le budget pour 1979, voté depuis un certain temps, ne permet aucune revalorisation en faveur des examinateurs titulaires d'une classe terminale.

- Dans les calculs qui nous ont été soumis lors de l'entrevue, le Ministère de l'Education Nationale insiste surtout sur les leçons perdues par les professeurs enseignant en classe de Ire et sur les coûts de la perte de ces leçons. Cette perte de leçons entraînerait pour l'Etat une dépense moyenne de 24.100.- francs par titulaire.

Ces derniers calculs appellent deux commentaires:

- Le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, dans sa lettre du 14 mars 1979, ainsi que vous-même, Monsieur le Conseiller, reconnaissez que les examinateurs travaillent dans des conditions particulièrement difficiles: le stress pendant toute l'année scolaire pour évacuer un programme d'une façon aussi méticuleuse que possible, les délais courts impartis pour la correction des copies, la responsabilité accrue du fait que l'examen de fin d'études a pris le caractère d'un concours.

Nous restons convaincus que les exigences auxquelles se trouve soumis, pendant toute l'année scolaire, un professeur de Ire ainsi que le stress qui en résulte compensent largement la prétendue perte de l'ordre de 20 heures. Le professeur de Ire est-il payé à l'heure comme un journaliste ou touche-t-il un traitement global pour évacuer une tâche, à savoir amener les élèves au niveau de l'examen?

- D'autre part, il nous semble peu logique que le Ministère de l'Education Nationale évalue à 24.100.- francs en moyenne le coût des leçons perdues alors que les examinateurs non titulaires d'une Ire recevraient, à titre de compensation, la somme de 10.000.- francs.

Considérant que toutes ces propositions ne sauraient donner satisfaction aux professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur, le Bureau de l'APESS, au nom des collègues, les refuse. Nous restons ouverts, cependant, à toutes propositions sérieuses et sommes prêts à d'autres négociations. D'ailleurs, Monsieur le Conseiller, vous avez laissé entendre que les propositions qui nous ont été soumises le 19 avril ne sont pas les dernières. En attendant d'autres propositions de la part du Ministère de l'Education Nationale nous maintenons nos revendications.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'APESS

Le secrétaire

Le président

G. Milmeister

E. Nimax

24/04/79	REUNION DU COMITE CENTRAL
----------	---------------------------

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Eisen (Sa/LMRL), R. Brachmond (LCD), J. Hansen (LHCE), P. Reckel (CU), P. Schiltz (AL), F. Schmit (LCE), F. Scholtus (LRS), R. Strainchamps (LGE), L. Weis (Nord)

Excusé : G. Floener (Sud)

I. BOYCOTTAGE DE L'EXAMEN DE FIN D'ETUDES

Le CC analyse la situation telle qu'elle se présente après l'entrevue du 19 avril 1979.

D'après les informations de certains délégués, le MEN s'apprêterait à faire publier les commissions d'examen. Dans ce cas, le Bureau devra réagir de suite.

Un membre du comité fait le commentaire des calculs soumis par le MEN au Bureau de l'APESS lors de l'entrevue du 19 avril et relève toute une série de points contestables.

Enfin, le CC discute de l'attitude à adopter par le Bureau en cas de nouvelles négociations. L'APESS devra insister surtout sur le fait que l'examen de fin d'études a pris le caractère d'un concours, contrairement à certains autres examens classés au même échelon, et que les délais impartis aux correcteurs sont bien plus brefs que par le passé.

II. DIVERS

Le président attire l'attention des membres du comité sur le fait que le projet de loi créant un enseignement secondaire technique prévoit que le directeur d'un lycée technique pourra être choisi parmi les enseignants du grade E5. Or, le Conseil d'Etat a présenté un amendement tendant à réserver ce poste aux professeurs du grade E7.

Le CC charge le Bureau d'adresser une lettre aux députés appuyant la proposition du Conseil d'Etat.

ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 25 avril 1979

Madame,
Monsieur,

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi NO 2271 et notamment sur les commentaires de la Haute Corporation sur les futurs directeurs à nommer dans les lycées techniques qui seront créés en vertu de cette loi.

Nous partageons intégralement les raisons pour lesquelles le Conseil d'Etat insiste sur la nécessité de confier la direction d'un lycée technique uniquement à un professeur du grade E7.

Par conséquent, nous vous prions de bien vouloir vous rallier à l'amendement du Conseil d'Etat qui propose que "le directeur est choisi parmi le personnel enseignant du grade E7".

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Pour le Comité Central de l'APESS

P. Elsen
secrétaire adjoint

26, 27 avril, 2, 3, 4 mai 1979

ENTREVUES DU BUREAU DE L'APSS AVEC
MESSIEURS KRIEPS, LINSTER ET WEIS

Au cours de ces cinq réunions, les deux partis ont tâché de rapprocher leurs points de vue concernant les indemnités de correction.

Il mènerait trop loin de passer au peigne fin la démarche de ces négociations - les premières qui méritent ce nom, dont l'APSS a pu se vanter depuis pas mal de temps. (cf. Editorial).

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Luxembourg, le 7 mai 1979

GL/DT

Monsieur Ernest Nimax
Président de l'APSS
153 Boulevard Charles Simonis
L u x e m b o u r g

Monsieur le Président,

Suite à notre entrevue du vendredi 4 mai 1979, nous avons l'honneur de vous confirmer ce qui suit:

1. Le Gouvernement est prêt à entrer dans les vues développées par les représentants de l'APSS dans diverses réunions ayant eu lieu avant le 4 mai 1979, à savoir:
 - qu'il convient de tenir compte de certaines contraintes particulières pour l'examineur chaque fois qu'un examen devient, de fait ou de droit, un concours devant être corrigé dans des délais très brefs;
 - qu'il est opportun que des modalités nouvelles jouent dès cette année-ci.
2. Dans le cadre de la mission qui nous a été conférée par le Gouvernement en conseil, telle que nous vous l'avons exposée vendredi passé, nous nous proposons de fixer pour les indemnités de correction, telles qu'elles sont arrêtées au règlement grand-ducal du 23 janvier 1979, le coefficient spécial de majoration pour les examens avec contrainte spéciale (voir sub 1).
3. Nous envisageons de fixer ce coefficient spécial de majoration à 1,3 et de modifier dans les meilleurs délais le règlement grand-ducal du 23 janvier 1979.

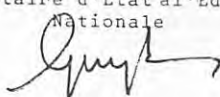
4. Conformément à ce que vous nous avez exposé itérativement, nous sommes prêts à reconnaître à l'examen de fin d'études secondaires le caractère particulier justifiant le coefficient spécial de majoration.
5. Comme nous l'avons discuté en commun vendredi passé, nous donnerons les instructions nécessaires aux commissaires de Gouvernement pour qu'ils instruisent les membres des commissions d'examen instituées par arrêté ministériel du 25 avril 1979, des modalités nouvelles d'indemnité.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments très distingués.

Le Ministre de l'Education
Nationale



Le Secrétaire d'Etat à l'Education
Nationale



ASSOCIATION DES PROFESSEURS
DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SUPERIEUR
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 14 mai 1979

Monsieur Robert Krieps
Ministre de l'Education Nationale
Monsieur Guy Linster
Secrétaire d'Etat à l'Education
Nationale

6, boulevard Royal
L U X E M B O U R G

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous faire savoir que nous avons transmis à nos membres les propositions contenues dans votre extimée du 7 mai 1979 et portant réaménagement de l'indemnisation pour l'examen de fin d'études secondaires.

Nos collègues ont majoritairement accepté ce compromis selon lequel l'indemnité par copie sera affectée du coefficient 1,3 et ils se sont par conséquent déclarés prêts à corriger les épreuves de l'examen de fin d'études en cours. Cependant, ils ont exprimé des réserves quant aux tarifs figurant sous d'autres rubriques du règlement grand-ducal du 23 janvier 1979 qui nécessitera ultérieurement une révision globale.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'expression de notre parfaite considération.

Le président
Ernest Nimax

Le secrétaire
Georges Milmeister

CARTES

SUR TABLE

~ ADUSE

~ GPAM

~ DNAP

ASSOCIATION DES UNIVERSITAIRES AU SERVICE DE L'ETAT
LUXEMBOURG

ADUSE

Luxembourg, le 6 février 1979

Madame,
Mademoiselle,
Monsieur,

Face au refus du Gouvernement de donner la moindre suite aux revendications salariales de l'ADUSE, appuyées depuis six mois par d'innombrables démarches du Bureau, le Comité central de l'ADUSE a décidé de convoquer pour le

JEUDI, 8 MARS 1979

à 19 HEURES
au STUDIO DU NOUVEAU THEATRE
à LUXEMBOURG

une réunion extraordinaire du Comité élargi de l'ADUSE,
doublée d'une Assemblée générale de nos membres qui en
fera une retentissante

MANIFESTATION PUBLIQUE

R E S O L U T I O N

Réunis en Assemblée générale au Studio du Théâtre Municipal à Luxembourg le jeudi 8 mars 1979, les membres de l'

ASSOCIATION DES UNIVERSITAIRES AU SERVICE DE L'ETAT (ADUSE),
organisation syndicale autonome fondée en 1958,

entendu le Comité central de l'association en son rapport sur la dégradation de la situation matérielle et morale des fonctionnaires du cadre universitaire et sur les nombreuses démarches entreprises pour y remédier;

prennent acte du fait que le Gouvernement, conscient du malaise qui règne dans l'ensemble de la Fonction publique, se déclare prêt à faire entrer en vigueur, à la veille des élections législatives, l'augmentation linéaire de 3% prévue pour le 1er janvier 1978, honorant ainsi une promesse non respectée depuis seize mois;

précisent cependant avec force que cette mesure ne saurait en aucun cas, à elle seule, redresser la situation des universitaires au service de l'Etat, qui n'a cessé de se détériorer depuis plus de quatre ans;

constatent en effet

- que les mesures salariales ponctuelles prises en faveur des cadres inférieur et moyen, mesures dont ils n'ont nullement l'intention de contester le bien-fondé, ont cependant eu pour effet de bouleverser l'équilibre des différentes carrières entre elles et d'écraser l'éventail hiérarchique des rémunérations publiques, du fait que seule la carrière universitaire a été systématiquement écartée du programme d'harmonisation du Gouvernement;
- que les mesures dites d'harmonisation ont eu en réalité le caractère d'une révision camouflée de la grille des traitements publics s'arrêtant au seuil des carrières représentées par l'ADUSE;
- qu'il n'y a plus aucun rapport raisonnable entre les traitements des fonctionnaires universitaires et les exactions fiscales qui les grèvent;
- que les effets de l'augmentation linéaire de 2% accordée au 1er janvier 1977 ont été pratiquement résorbés par la contribution à verser au fonds de chômage et par le relèvement des cotisations pour l'assurance-maladie, de sorte que l'éventail des rémunérations nettes a été comprimé plus fortement encore que celui des traitements bruts;
- que l'écart entre les rémunérations des universitaires au service de l'Etat et celles, plus élevées, qui touchent leurs collègues du secteur privé, écart légèrement réduit en 1973, s'est de nouveau accru du fait de la stagnation que les traitements publics, notamment ceux du cadre supérieur, ont connue depuis 1975;
- que tous les fonctionnaires se voient menacés dans leur acquis social, à savoir leur statut de service et le régime de pension qui en fait partie intégrante;
- que des menaces de chômage planent sur de nombreux jeunes universitaires se destinant au service public;
- que le Gouvernement, après avoir reconnu l'ADUSE comme organisation syndicale représentative sur le plan national, se soustrait obstinément à l'obligation qui en découle d'ouvrir avec elle de véritables négociations;

réitérent leur volonté de participer, en ces temps de crise, à l'indispensable effort de solidarité nationale, à condition toutefois de ne pas voir leurs intérêts essentiels constamment lésés au nom d'une "solidarité" à sens unique;

exigent en conséquence

- que le Gouvernement mette immédiatement en oeuvre les mesures concrètes préconisées dans le mémoire du 31 mai 1978, afin d'enrayer la dégradation inacceptable de la situation hiérarchique du cadre universitaire;
- que les travaux préparatoires de la prochaine révision générale de la grille des traitements publics soient entamés sans délai et que le prochain Gouvernement s'engage à la faire voter au plus tard en 1980;
- qu'en attendant une réforme du régime fiscal dont sont victimes les salariés, et notamment les cadres supérieurs, le minimum forfaitaire pour frais d'obtention ainsi que le montant de l'abattement compensatoire pour salariés soient relevés de façon à tenir compte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation;
- qu'une étude comparative honnête des rémunérations salariales publiques et privées soit élaborée dès à présent et que le Gouvernement en tienne compte lors de la mise en oeuvre de la prochaine révision générale du barème des traitements;
- que l'acquis social des fonctionnaires publics, qui fait pendant aux contraintes inhérentes à leur statut particulier, soit sauvegardé;
- que soit réalisée, avec la collaboration de l'ADUSE, une planification raisonnable en matière de recrutement de jeunes universitaires, comportant un élargissement général des cadres universitaires et tenant compte tant des aspirations légitimes des jeunes que de l'intérêt national bien compris, qui consiste à assurer le fonctionnement optimal des services publics;
- que le Gouvernement actuel et celui qui sortira des prochaines élections législatives ouvrent avec l'ADUSE de véritables négociations sur tous les problèmes importants de la Fonction publique et que, dans cet ordre d'idées, l'ADUSE soit étroitement associée à l'élaboration de la révision générale de 1980;

mettent en garde les pouvoirs publics contre toute velléité de retarder indûment la mise en oeuvre du programme minimum ci-dessus ainsi que toute tentative de brimer davantage encore, dans leurs intérêts légitimes et vitaux, les fonctionnaires du cadre universitaire, l'ADUSE étant prête à réagir énergiquement, avec les moyens syndicaux appropriés, contre la poursuite de l'actuelle politique de discrimination.



■ GROUPEMENT DES PROFESSEURS D'ÉDUCATION PHYSIQUE, ARTISTIQUE
 ■ ET MUSICALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR - GPAM

- Considérant - que le projet de loi concernant le classement des professeurs d'éducation physique, artistique et musicale au grade E7 est rédigé depuis printemps 1978,
- considérant - notre bonne volonté d'attendre les mesures sélectives dans l'intérêt de la Fonction Publique pour la fin de l'année 1978,
- l'engagement des instances gouvernementales de faire exécuter les mesures en notre faveur pour le I.I.1979 au plus tard,
- le dépôt, à la Chambre des Députés, du projet de loi numéro 2256 par le SEEN, à la date du 29.II.1978,
- la fin prochaine de la session parlementaire,
- dépités - par le retard incompréhensible que prennent le vote et l'exécution de cette loi,
- les soussignés professeurs décident de suspendre et de refuser à partir du lundi 5 février 1979 et jusqu'à la réalisation de leurs revendications, toutes les activités au service de l'Etat qui ne figurent pas dans leur tâche normale calculée,
- notamment - les commissions d'examen pratique ,
- les commissions de soutenance des mémoires scientifiques,
- les commissions nationales de programme ,
- les séminaires pédagogiques,
- les commissions consultatives (homologation des diplômes)
- les cours pour adultes.

Nom / Prénom

Etablissement

Signature

Communiqué du Ministère de l'Éducation Nationale

Le secrétaire d'Etat à l'Éducation Nationale a reçu une délégation de professeurs stagiaires en éducation physique et en éducation artistique. Cette délégation lui a expliqué que les membres des commissions d'examen, professeurs d'éducation physique et d'éducation artistique refusent de siéger dans les commissions d'examen de fin de stage.

Ce refus risque de compromettre les chances professionnelles des stagiaires et de les lésér sérieusement. Le secrétaire d'Etat a

pris acte des explications des stagiaires face à une attitude de leurs aînés qu'il ne saurait approuver. Le groupement d'action des professeurs concernés lui a signifié par écrit leur intention de boycotter les examens des aspirants professeurs puisque le projet de loi portant reclassement de leur fonction tarde à figurer à l'ordre du jour de la Chambre des Députés bien qu'il soit déposé depuis le mois de décembre. Le secrétaire d'Etat assure les stagiaires de son appui. Il fera appel au sens de responsabilité des professeurs membres des commissions d'examen pour que le déroulement des examens puisse reprendre rapidement.

(Communiqué par le Ministère de l'Éducation Nationale). Zeitung
09/02/79

Mise au point du Groupement des Professeurs d'Éducation Physique, Artistique et Musicale (GPAM)

Le GPAM est d'avis que le communiqué de presse publié le 09. 02. 1979 par le Ministère de l'Éducation Nationale, inspiré par le Secrétaire d'Etat à l'Éducation Nationale, est incomplet et partial. Il dépasse largement le cadre interne que le Groupement s'est fixé de réserver à ses actions syndicales.

Il est à préciser que:

- le projet de loi No 2256, portant réorganisation de la carrière des professeurs d'éducation artistique, musicale et physique a été déposé à la Chambre des Députés par le SEEN lui-même le 29. 11. 1978;
- que ces mêmes professeurs attendent ce projet depuis 1972 en dépit d'une motion favorable que le parti socialiste a déposé le 13. 07. 1971 à la Chambre des Députés (cf. mémoire de l'ADUSE);
- que ces mêmes professeurs restent déclassés par rapport à leurs collègues des autres branches malgré des études équivalentes;
- que le SEEN a promis de régler ce problème avant la fin de l'année 1978, ce qui a amené le GPAM à renoncer dès juillet 1978 à des mesures syndicales

envisagées dans le cadre de l'APESS (cf. rapport APSS du 04. 07. 1978);

- qu'en dépit des assurances réitérées du SEEN, le projet de loi en question n'a pas figuré dans la vaste corbeille des mesures sélectives réalisées au sein de la Fonction Publique;
- que les mesures syndicales, décidées par 98% des membres du GPAM, n'ont pas été prises à la légère;
- que ce sont justement les aspirants-professeurs, déjà discriminés dès leur entrée en stage par rapport à leurs collègues des autres branches, qui sont les premiers à profiter des suites positives de la loi No 2256.

Les professeurs groupés au GPAM continuent actuellement d'assumer leur tâche normale, mais ils refusent dès à présent tout travail supplémentaire. Si les examens pratiques des aspirants-professeurs en souffrent, ce n'est là qu'une conséquence évidente parmi tant d'autres.

Au lieu de raviver les craintes des aspirants-professeurs en éducation physique, artistique et musicale, mieux vaudrait une politique d'embauche transparente vis-à-vis de l'ensemble des professeurs-stagiaires.

LW 12/02/79

Professorenanwärter kündigen einwöchigen Streik an

Jean Portante, der Wortführer der DNAP, wies in seiner Einführungsrede darauf hin, daß obwohl niemand mehr von Professorenschwemme rede, obwohl die Ausbildung der Profs in Luxemburg katastrophal bleibe, und obwohl Staatssekretär Linster seine Verhandlungsbereitschaft erklärt habe es 3 Tage vor Ablauf des Ultimatums, das die Stagiare dem Ministerium anläßlich des letzten Streiks gestellt hatten, noch nicht zu Verhandlungen gekommen sei.

Laut Aly Schroeder (LSAP) müsse gleich wie die nächste Regierung aussieht die politische Option zur Lösung des Stagiaproblems getroffen werden. Die Situation aber könne nur progressiv berei-

nigt werden. Seine Partei optiere daher für die progressive Nominierung aller erfolgreichen Kandidaten und habe durch die Sprengung des Numerus Clausus und die Nominierung von rund 100 Stagiaren in diesem Jahr schon erste Schritte in dieser Richtung getan. Halte man diesen Rhythmus während einigen Jahren durch, sei das Problem gelöst. Durch eine Planifizierung der Personalbedürfnisse könne man endgültig aus dem Teufelskreis ausbrechen. Er setzt sich auch für eine Reform der Stage, die polyvalent gestaltet werden müsse, ein. Die LSAP habe durch die Schulreformen konsequent für eine bessere Unterrichtsqualität gearbeitet.

"t"

29/03/79

Die Stagiarelehrer kämpfen weiter

Für Schon (CSV) gibt es in dieser Diskussion nur einen Zentralpunkt: die Qualität des Unterrichts. Lehrerausbildung und Personalpolitik seien nur das Instrumentarium zur Anhebung oder zur Senkung dieser Unterrichtsqualität. Es gehe aber darum, dieses Niveau zu heben, wobei eine Reform der Lerninhalte und der Methoden nicht unwichtig sei. Zwar könne der Staat keine Einstellungsgarantien geben, meinte der CSV-Redner, aber es gebe zur Zeit auch keine Lehrerschwemme, wie das immer wie-

der behauptet werde. Ohne die 140 nicht definitiv ernannten Lehramtsanwärter könnte unser postprimärer Unterricht nämlich gar nicht funktionieren, meinte Jean Schon. Die Einstellungspolitik der Regierung sei daher skandalös. Man solle nicht die Probleme von morgen als Vorwand benutzen, um jene von heute nicht zu lösen. Das Ministerium müsse unbedingt in Verhandlung mit den Stagiarelehrern treten, damit endlich ein Nominierungsplan aufgestellt werden könne, sagte der Vertreter der CSV.

LW 29/03/79

Die Lehreranwälter streiken

Fernand Rasquin — DP

Die Versprechen des Vertreters einer Partei mit Regierungsverantwortung hören sich immer anders an als die Versprechen einer Partei, die diese Verantwortung nie bekommen wird.

Um einmal auf den finanziellen Punkt zu sprechen zu kommen, so muß klargestellt werden, daß 90 % des Staatshaushalts verbindlich sind. Mit den restlichen 10 % wird also Politik gemacht. Das erklärt zum größten Teil die langsame Einstellungspolitik des Unterrichtsministe-

riums.

Eins ist sicher, alle Lehreranwälter erhalten eine Ernennung; es ist allerdings unmöglich, sie alle miteinander zu ernennen.

In der Lehrerausbildung ist der Standpunkt der DP klar: sie muß die bestmögliche sein. Für den einzelnen Lehrer soll deshalb die Ausbildung nie ganz zu Ende sein; das Schlagwort heißt hier „formation continue“.

Journal 29/03/79

- * Die Professorenanwälter dürfen beruhigt sein; kernige Männer wie Aly Schroeder werden "bereinigen, sprengen, Schritte tun, durchhalten, ausbrechen, das Problem lösen". Dass solche Macher sich keine Verhandlungen aufzwingen lassen, versteht sich am Rande. Wissen sie doch am besten, wie der Sache beizukommen ist! Weshalb also dialogieren? Durchhalten und sprengen, heisst die Devise!
- * Der CSV-Sprecher musste es wohl auf die AGESS-Leute abgesehen haben, die da meinen, die "Anstellung aller Lehramtskandidaten" sei das "Hauptproblem". Er aber "meint", die Qualität des Unterrichts sei der "Zentralpunkt". Kämpft J. Schon da nicht gegen Windmühlen, denn nach Aly Schroeder ist dank LSAP-Arbeit die "bessere Unterrichtsqualität" schon Realität?
- * Den finanziellen Punkt setzte die DP: mit 10% lässt sich schliesslich kein Staat machen! Direkt bedauernswerte Schulpolitiker: tagtäglich erleben sie die tragische Distanz zwischen edelmütigem Wollen und pragmatischen Zwängen. Was bleibt, sind Schlagworte. Wie das von der "formation continue".

L'APRESS RIPOSTE

WAS BRINGT ZU EHREN?—
SICH WEHREN.

GOETHE, WESTÖSTLICHER DIWAN: BUCH DER BETRACHTUNGEN

Umstrittene Gesamtschule

Da es hier nicht um Bildung schlechthin, sondern um Bildungspolitik – mit Betonung auf der zweiten Worthälfte – geht, werden die Geister so leicht nicht zusammenfinden. Aus der Angst heraus, ihr Profil zu verlieren werden Befürworter wie Kritiker der Gesamtschule in ihrer jetzt geplanten Form weiterhin auf den kleinen Gegensätzen in ihren Bildungskonzepten reiten und die großen Gemeinsamkeiten verschweigen, weil sich Regierende und Opponierende ja prinzipiell nicht einig sein dürfen. Sogar dann nicht, wenn es um die Zukunft des gemeinsamen Nachwuchses geht.

An einem Konsens in der ideologisch verbogenen Gesamtschulfrage ist unter diesen Umständen kaum noch zu denken – mag die Kluft, die beide Seiten trennt auch nur ein kleiner, leicht zu überspringender Graben sein. Statt sich näher zu kommen, werden beide Seiten im bevorstehenden Wahlkampf ihre schulpolitischen Gegensätze aufblasen. Der sozialistische Erziehungsminister wird alles daran setzen, seine Reform durchzudrücken und die Kritiker als reaktionäre Verfechter einer undemokratischen

Schule abzuqualifizieren, während ihm im Gegenzug seine Widersacher ankreiden werden, mit seinem illusorischen roten Experiment das gesamte Bildungsgefüge unnütz über den Haufen zu werfen. Meinte kürzlich einer der Mitglieder der CSV-Bildungskommission, Pierre Frieden gar: «Die Frage stellt sich allmählich, ob man nicht endlich einmal wenigstens *eine* Schülergeneration in Ruhe rechnen, lesen und schreiben lassen soll.»

So wie die Dinge jetzt stehen – sowohl für die Gesamtschule als auch für die Reform des technischen Unterrichts liegen Gesetzprojekte vor – wird die Regierung versuchen, ihr Vorhaben noch vor den Wahlen durch die Kammer zu bringen, so daß schon nächsten Herbst zum Schulanfang die ersten Gesamtschulen in den dafür noch auszuwählenden Bildungszentren starten könnten. Zwischen der Verabschiedung des Gesetzes und seiner Anwendung liegt allerdings noch ein entscheidendes Ereignis: die Juni-Wahl.

l.th.

Revue NO 2 - 79



Jean Jaans

**Tronc commun
auf jeden Fall**



– aber wie auch immer die Parlamentswahlen am 10. Juni ausgehen mögen: Luxemburg wird seinen Tronc commun im Bildungswesen haben, und bestimmten elitären Lehrer-Fürzen wird dabei so oder so die Luft ausgehen, keineswegs zum Schaden der Jugend und ganz sicher nicht zum Nachteil von Bildungsstreuung und wohlverstandener Kultursteuerung!

Umstrittene Gesamtschule

Nach der Lektüre Ihres «Berichts» in der «revue» No 2/79 hat Ihr werter Leser den Eindruck, daß in Luxemburg so ziemlich jeder diese famose Schule verlange. Zwar gebe es da ein paar, durch die nahen Wahlen bedingte, unterschiedliche Auslegungen zwischen Opposition und Majorität; im Grunde genommen aber seien sich die Herrschaften einig. Von den Ansichten der direkt Betroffenen in dieser Angelegenheit aber erfährt Ihr Leser so gut wie nichts.

Es sei mir deshalb erlaubt, wenigstens die wichtigsten Kritiken der APESS (= Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur) anzuführen, um so mitzuhelfen, daß sich Ihre mündigen Leser selbst ihren Reim machen können.

1) Wir wehren uns dagegen, daß dieses Gesetzprojekt implizit die unwiderrufliche allgemeine (wenn auch etappenweise) Einführung des «tronc commun» vorsieht, ohne daß dieser Schultyp beweisen konnte, daß er nun wirklich so vorteilhaft ist, wie seine Verfechter behaupten. Die APESS wehrt sich keineswegs, wie ihr oft unterstellt wird, aus reiner Böswilligkeit, gegen Reformen, auch nicht gegen diese Reform. Sie wehrt sich nur dagegen, daß eine so wichtige Neuordnung ohne überzeugende Vorbereitung und ohne echte, unparteiische wissenschaftliche Prüfung dem Land und seiner Jugend aufgezwungen werden soll.

2) Zwar sieht man vor, daß der Unterrichtsminister alle zwei Jahre dem Parlament Bericht erstatten muß über die Lage an der Gesamtschulfront; die Berichte aber liefert eine Kommission, die sich nicht etwa aus unabhängigen Fachleuten zusammensetzt, sondern aus eben denselben Leuten, die an der Gesamtschule unterrichten. Statt dieser sich selbst kontrollierenden Kontrolleure verlangen wir, im Rahmen einer echten «expérience-pilote» — wie sie übrigens das Regierungsprogramm in Aussicht stellte — die wissenschaftliche Über-

wachung durch ein unabhängiges, neutrales Gremium!

3) Das sozialliberale Konzept sieht vor, daß sich die Gesamtschulklassen im Regelfall bis zur 9e, also die zwei ersten Jahre, aus 1/3 begabten, 1/3 mittelmäßigen und 1/3 schwachen Schülern zusammensetzen sollen. Neben diesen sog. classes hétérogènes funktionieren noch «classes d'aide intensive», welche jene Schüler aufnehmen, die das 6. Primärschuljahr nicht schaffen oder die den Mindestanforderungen des «tronc commun» nicht genügen: eine Schule in der Schule also, mit all den psychologischen und pädagogischen Nachteilen, welche sich daraus ergeben! Bedenkt man noch, daß die Schüler neben ihren Grund- und Wahlkursen im Bedarfsfall auch noch Stütz- und Förderkurse besuchen dürfen (müssen), so mag man sich den labyrinthischen Schullalltag von morgen selbst ausmalen!

Statt dieses unmöglichen, nicht einmal auf dem Papier funktionstüchtigen Modells verlangen wir eine eigene Schulstruktur für die wirklichen Problemsfälle u. leistungsbezogene Niveauekurse von 7e, spätestens aber von 8e an, wie dies übrigens der Fall ist in der deutschen Gesamtschule.

4) Was die Lerninhalte der Neuen Schule betrifft, so kann man nur ahnen, was da auf uns zukommt, denn das Gesetzesprojekt hüllt sich diesbezüglich in Schweigen. Fest steht bloß, daß der Fächerkanon erweitert wird; so wird man in Zukunft 12-15jährigen grundlegende Kenntnisse in Soziologie, Politologie, Wirtschaftswissenschaft, Psychologie, ... vermitteln. Daß dies alles auf Kosten des Sprachenunterrichts und der Mathematik geschieht, versteht sich fast von selbst.

Wir befürchten, daß dadurch nicht nur das Niveau im «tronc commun» selbst sinken muß, sondern daß darüberhinaus auch die weiterführenden Schulen geschädigt werden, deren angeblich zu hohes Niveau über kurz oder

lang heruntergeschraubt werden muß.

Das Abitur für jedermann wird zwar die Zustimmung bestimmter Ideologen finden; ob wir damit aber auch volkswirtschaftlich bestehen können, steht auf einem anderen Blatt.

5) Wir stellen fest, daß dieses Projekt fast alle wichtigen Ausführungsbestimmungen späteren ministeriellen oder großherzoglichen Erlassen überantwortet, d.h. die Kammer wird mit diesem Gesetz der Exekutive einen Blankoscheck ausstellen, was die parlamentarische Kontrolle zur Farce abstempelt.

6) Das in der Kammer deponierte Gesetzprojekt enthält außer einem mehr oder weniger positiven Gutachten einer einzigen Schule keine einzige negative Stellungnahme, und dies obschon alle Schulen des Landes in mehrstündigen Konferenzen Stellung bezogen haben. Wird hier nicht offensichtlich der Versuch ge-

macht, kritische Eltern und Lehrer mundtot zu machen?

Ich hoffe, daß diese längere Stellungnahme klar gemacht hat, daß es uns weniger um eigene Privilegien geht (auch das ist eine häufige Unterstellung an unsere Adresse), als vielmehr darum zu verhindern, daß unsere schulische Tradition leichtfertig und unwiderruflich aufs Spiel gesetzt wird.

PS. Was sich Ihr Mitarbeiter Jean Jaans in der gleichen Ausgabe der «revue» geleistet hat, ist nun doch ein starkes Stück. Uns sind auf jeden Fall manierliche Kollegen lieber – auch wenn sie in der Klasse mal ein ideologisches Ei ausbrüten – als solche, die obskure Komplexe mit unaler Kraftmeierei ausbügeln wollen.

Carlo Felten
Membre du Bureau de l'APSS

Keineswegs anal gemeinte Anmerkung unseres Mitarbeiters jj:

Die Wut, mit der Verteidiger unserer «schulischen Tradition» mit ihrem Versagen und Unvermögen vor den echten Problemen und Nöten breiter Teile unserer Jugend sich auf die Protagonisten von Experimenten und Neuerungen im Pädagogischen stürzen, ist allein schon höchst verdächtig. Daß ein Carlo Felten – en csv-service commandé ou non, das möge dahingestellt bleiben – Anstoß nimmt an einer pointierten Formel, in welcher vorausgesagt wird daß bestimmten Lehrer-Pürzen – lies: Einbildung und Überbewertung der eigenen Leistung – im Zuge einer so oder so einzuführenden Tronc-commun-Reform die Luft ausgehen wird, ist seine Sache. Dervonstrenger Lehrer-Hand unterstrichene Darmgas-Ausdruck stand indes lediglich für unsympathische elitäre Lehrer-Gesinnung, die glücklicherweise am «Ausblasen» ist und die sich – wie auch immer die Wahlen vom 10. Juni dieses Jahres ausgehen mögen – vergeblich an überholten Traditionen festklammern möchte. Die Schule der Zukunft wird unserer kulturellen Entwicklung ohne Zweifel – und das haben die beiden von Carlo Felten bemängelten Artikel bewiesen – mehr Verständnis und Hilfe angedeihen lassen als jene Pürze und Käuze,

die sich noch verzweifelt an ein vermeintliches «hohes Niveau» klammern, wenn die grundlegenden Reformen in unseren weiterführenden Schulen schon längst eingesetzt haben und auch nicht mehr durch die Rückzugsgefechte eines Büro-Mitgliedes aufzuhalten sind. Im übrigen nehme ich mit Interesse Kenntnis von der Felten-Erklärung, das Ausbrüten ideologischer Eier im Klassenraum mache ihm offenbar nichts aus – nehmen wir einmal an, ein Lehrer erklärt in einer öffentlichen Schule, jedem Fünfzigjährigen sollte eine tödliche Spritze «verpaßt» werden, da er ja ohnehin alle seine Eier gelegt habe – würde Carlo Felten auch dieses ideologische Ei schlucken, wenn es nur «manierlich» gelegt wäre – oder würde er selbst diese Erklärung in einer sprachlich übrigens unmöglichen Kraftmeierei mit elitären und falsch angebrachten Solidaritäts-Komplexen «ausbügeln»? Ich darf die Frage stellen, aber Carlo Felten bleibt der Meinung, Jean Jaans habe die gegen die Tronc-commun-Tendenzen vorgebrachten Argumente «ridiculisés d'une manière inadmissible.» Das ist mir, der ich nun einmal auf guten Argumenten und Zitaten aus Regierungs- und Oppositions-Quelle sitze, kurzerhand schnurz. Ohne Furz!

Jean Jaans

Gesamtschule Klarstellungen zu JJs «Anmerkung» in REVUE Nr 4

- 1) Ich stelle fest, daß jJ in seiner «Anmerkung» an keiner Stelle auch nur versucht, sich rational mit unseren Einwänden auseinanderzusetzen. Statt dessen freut er sich über «seine» schwarz-rot-blaue Zitatensammlung (die Freude sei ihm gegönnt), und schleudert er wie ein wildgewordener Prophet allen Zweiflern und «unsympathischen elitären Lehrern» seine gläubige Überzeugung ins Gesicht, daß diese «Schule der Zukunft» so oder so kommen wird.
- 2) Verraten diese Zeilen also inhaltlich nichts Neues, so sind sie, was die sprachliche «Form» angeht, um so verräterischer: die Gegner des deponierten Gesetzes sind «unsympathische» «Fürze und Käuze», voll «Wut» «stürzen (sie) sich» «mit ihrem Versagen und Unvermögen» (sic) auf die «Protagonisten», da geht die Rede von «Rückzugsgefechten», von «Ausblasen», von «verpassen». Diese schrill-aggressiven, ja rüden und landserhaften Beschimpfungen enthüllen ein solches Potential von dumpfer Intoleranz und teutonischer Brutalität, daß einem angst und bange wird. Man kann nur hoffen, daß die «Protagonisten» im Unterrichtsministerium sich schleunigst von solch ungebetenen Supportern distanzieren!
- 3) Zielen diese ungeschliffenen Pauschalbeschuldigungen auf das Gros der Sekundarprofessoren, und neuerdings dann wohl auch auf die organisierte Elternschaft, so bedachte jJ mich persönlich mit zwei perfiden Unter-

stellungen.

Erstens suggeriert er ungeniert, ich hätte «en csv mission commandée» gehandelt. Dabei müßte er eigentlich ganz genau wissen, daß das letzte «APESS-Bulletin» auch mit der CSV ins Gericht ging. Der Artikel «Wer glaubt noch an die CSV?» stammt von mir.

Die zweite Unterstellung ist glatte Ehrabschneidung. Wenn ich von «ideologischen Eiern» sprach, so war das eine unmißverständliche Anspielung auf jjs «pervertierte Ideologen», die «in ebenso blöden wie nutzlosen «klassenbewußten» Experimenten schwelgen». (revue no 2, S. 19) Wenn er mir jetzt unterstellt, ich würde faschistische oder rassistische Äußerungen in der Schule als Kavaliersdelikte hinstellen, so kann man nur ungläubig den Kopfschütteln über soviel böswillige Gefäßigkeit.

Fazit: Unreflektierte, gläubig-trotzige Durchhalteparolen («Tronc commun auf jeden Fall»), gepaart mit beschwörenden Drohgebärden (gleich zweimal «klammern sich» die elitären Professoren «vergeblich an überholten Traditionenfest» bzw. an «ein vermeintlich hohes Niveau»); miese Verdrehungen und Unterstellungen und nicht mal mehr stilisierter Verbalterror: in einem Wort, bedenkliche faschistische Tendenzen schimmern hier schon nicht mehr bloß zwischen den Zeilen durch!

C. Felten

Revue NO 6-79

(Nicht veröffentlichtes) PS: Was mich betrifft, so ist diese Polemik erledigt. Ich möchtenämlich jJ ersparen, sich und die Anhänger der "Schule der Zukunft" noch mehr zu kompromittieren. Eine letzte Bitte an die "revue"-Redaktion: mein Manuskript ist weitgehend fehlerfrei. Ich hoffe, der Abdruck wird es auch sein. A bon entendeur ... C.F.



APESS weiß nicht Bescheid!

Die kürzlich veröffentlichte Kritik der APESS am Gesamtschulmodell bot den Lesern nichts Unbekanntes; die Vereinigung der Sekundarlehrer beharrt, wie erwartet, auf ihrer engstirnigen, strikt ablehnenden Haltung. Auch scheint sie noch immer in ihrem Selbstwertgefühl empfindlich gekränkt zu sein, weil man ihr — genau wie den anderen Lehrervereinigungen — nur einen Vertreter in der diesbezüglichen Planungskommission zugestanden hatte; man kann also nur baldige Erholung wünschen.

Wie man allgemein weiß, verteidigt die APESS als Syndikat vorrangig die Interessen und die Stellung der Sekundarlehrer; man kann daher ohne weiteres die Unterstellungen und Verdrehungen ihrer Stellungnahme — wie sehr diese dem Leser auch mißfallen mögen — als korporatistisches Getue abtun und vergessen.

Als besonders bedauerlich aber erscheinen die Mängel und Ungereimtheiten der schwachen Argumentation. Gewiß, die hohe Körperschaft hat alle Hände voll zu tun, die auch so schwierigen Arbeitsbedingungen der Lehrer zu verbessern, und dafür einzutreten, daß der hierarchische Fächer der Gehälter ja nicht zu Ungunsten der oberen Laufbahn beim Staat zusammengedrückt wird usw.; man kann also nicht auch noch von ihr verlangen, daß sie in Sachen Erziehung mit der Stimme der Vernunft redet. Trotzdem hätte man — anstelle einer kaum ernstzunehmenden intellektualistischen Spielerei — von ihr eine weniger oberflächliche Stellungnahme erwartet, gründend auf einer soliden Dokumentation und einer tiefgehenden Sachkenntnis. Die Schreiber der Kritik zeigen auf Schritt und Tritt, daß sie wertvolle, für unsere Schulkinder vorteilhafte Reformvorschläge kaum oder nur halb verstanden haben. Kein Wunder also, wenn diese dann verdreht und als grotesk und widersprüchlich dahingestellt werden.

Es hätte doch den tiefsinnigen Verfasser der Kritik zumindest auffallen müssen, daß solch brennende Schulprobleme wie die viel zu frühzeitige, meist definitive Scholorientierung durch die Aufnahmeexamina, das Sitzenbleiben auf Grund oft sehr zweifelhafter Selektionsmaßstäbe und die damit verbundenen verderblichen Folgen, die mannigfaltigen Unzulänglichkeiten des jetzigen Benotungssystems, die hohen Mißerfolgsquoten und die große Anzahl der unqualifizierten Schulabgänger, die Ueberbewertung verschiedener Unterrichtsfächer gegenüber anderen, der Ausschluß gewisser Aktivitäten aus den herkömmlichen Lehrplänen, die starke Belastung einer oft falschverstandenen, übereifrigen Leistungskontrolle, die arg vernachlässigte Förderung der Sozialkompetenz der Schüler usw.; es hätte den scharfsinnigen Kritikern doch einleuchten müssen, daß all diese Mißstände, die Ursachen einer weitverbreiteten Schulmisere, engstens mit unseren veralteten Schulstrukturen verknüpft sind.

Gott sei Dank gibt es noch viele Leute, ja selbst in der APESS, die dies verstanden haben, die sich bewußt sind, daß, wenn man Bildungs- und Erziehungsfragen angeht, die Lehrer nicht an erster Stelle kommen, daß das Kind im Mittelpunkt stehen muß. Es geht lediglich darum, ein Schulsystem auszuarbeiten, das für alle Kinder ein Mehr an Gerechtigkeit, Verständnis und Bildungschancen bringt; eine Schule also, die es tatsächlich einem jeden erlaubt, seine persönlichen Fähigkeiten zu entfalten und die ihn dabei erzieht, später in der Gesellschaft seinen Mann zu stellen. Daß dabei auch darauf geachtet wird, daß die Lehrer ihre helfende und verstehende Funktion möglichst wirksam ausüben können, liegt auf der Hand; ihre Vereinigungen dürfen und sollen sich wohl dafür einsetzen.

J. HALSDORF
 Ex-Generalsekretär
 der APESS

Die APESS weiß doch Bescheid !

Sicher hätte jeder es begrüßt, wenn der Ex-Sekretär der APESS — einen „General“sekretär hat es nie gegeben — seine Ansichten über das Gesamtschulprojekt sachlich und objektiv dargelegt hätte. Stattdessen zog es Herr Halsdorf vor, sich über die Vereinigung, deren „Interessen“ er zwei Jahre lang öffentlich verteidigen half, in gehässigen Bemerkungen zu ergehen. Daher sieht sich der Vorstand der APESS gezwungen, sein Antwortrecht geltend zu machen und die Beweggründe des Herrn Halsdorf aus einer andern Perspektive zu betrachten.

Als Herr Halsdorf den Posten des Sekretärs der APESS annahm, wußte er ganz genau Bescheid über die Haltung dieser Vereinigung in beruflichen und schulischen Fragen. Trotzdem hatte er keine Bedenken, zwei Jahre lang für die berechtigten Forderungen der APESS öffentlich einzutreten und durch seine Unterschrift die Stellung der Sekundarlehrer zu Schulproblemen wie z. B. der Gesamtschule zu unterstützen. Aber schon damals ließen seine Äußerungen und sein Benehmen erkennen, wie sehr er von der „Engstirnigkeit“, der „Unvernunft“ und dem „korporatistischen Getue“ der APESS überzeugt war. Dennoch tat er nicht, was man in einem solchen Falle normalerweise erwartet hätte: er legte sein Amt nicht nieder...

Erst im Februar 1978 stellte Herr Halsdorf seinen Posten als Sekretär der APESS zur Verfügung, allerdings widerwillig, wie sich aus seiner

Haltung deutlich ersehen ließ; gleichzeitig jedoch bewarb er sich um die Stellung des Vizepräsidenten dieser „hohen Körperschaft“. Da es ihm aber nicht gelang, den amtierenden Vizepräsidenten zum Rücktritt zu überreden, sah er sich nach einem gleichwertigen Posten um. Kurze Zeit später trat er als Vizepräsident der „Association pour une école nouvelle“ (APEN) ins Rampenlicht, einer Vereinigung, deren Haltung zur Gesamtschule bekanntlich in scharfem Gegensatz zur Stellung der APESS steht...

In seinem Leserbrief betont Herr Halsdorf ausdrücklich, daß in Bildungs- und Erziehungsfragen nicht der Lehrer an erster Stelle kommt, sondern „das Kind im Mittelpunkt stehen muß“. Wie stimmt diese Ueberzeugung überein mit der Tatsache, daß Herr Halsdorf seit Jahren immer wieder versucht, sich der eigentlichen Aufgabe des Lehrers zu entziehen, indem er sich um höhere, administrative Posten bewirbt? So stellte er im vergangenen Sommer, nachdem er es bereits zum „professeur attaché à la direction“ im Lycée Michel-Rodange gebracht hatte, seine Kandidatur für den Posten des Athenäumsdirektors...

Möge der kritische, unvoreingenommene Leser an Hand dieser Tatsachen beurteilen, ob es wirklich nur die Sorge um ein „Mehr an Gerechtigkeit, Verständnis und Bildungschancen für alle Kinder“ ist, die den Ex-Sekretär Halsdorf zu seinem Leserbrief veranlaßt hat!

Für den Vorstand
V. MILMEISTER

Offener Brief an Ex-Generalsekretär Jos Halsdorf

Meinem Brief fehlt leider die „witzige“ Pointe: im Gegensatz zu Ihnen bin ich weder „ex“ noch „General“-sekretär. Dennoch schäme ich mich. Für Sie. Bisher glaubte ich, trotz gelegentlicher Gegenbeweise gewisser jjs, daß es hierzulande möglich sein müßte, in politischen Sachfragen gegenteiliger Meinung sein zu dürfen, ohne dafür gleich rüpelhaft „hochgenommen“ zu werden.

Sicher, die „forces vives“ haben beschlossen, unseren Schulalltag umzukrempeln. Ich bestreite keinesfalls, daß sie das dürfen. Genauso wenig aber dürfte es abwegig sein, daß Lehrer, die tagtäglich pädagogische Theorie in schulische Praxis umsetzen sollen, Bedenken anmelden. Sie waren Sekretär der APESS, der Lehrgewerkschaft also, die seit Jahren Bedenken anmel-

det. Nicht weil ihre jeweiligen Präsidenten es so wol(t)en, sondern, weil eine souveräne Generalversammlung sich mehrheitlich gegen diesen Schultyp aussprach. Sie, Herr Halsdorf, waren und sind gegenteiliger Meinung. Sie glaub(t)en an die „Schule der Zukunft“. Dennoch blieben Sie Sekretär. Weil wir glaubten, die APÉSS könne es sich leisten, tolerant zu sein. Weil wir überzeugt waren, das Recht, eine andere Meinung zu vertreten, dürfe keine papierne Phrase sein.

Wir blieben Freunde. Auch nachdem Sie den Schulalltag von direktorialer Warte aus betrachten. Und wir die pädagogische Treitmühle, praxisnah, tagtäglich neu erlebten und uns meistens nicht statistisch konform vorkamen. (Die meisten von uns stammen, genau wie Sie, aus „kleinen Verhältnissen“ u. glauben nicht so recht an Magrip u. a. -Thesen, welche, nachweislich, auch von Leuten formuliert wurden, denen eine unbeschwerte (groß)bürgerliche Kind-

heit plötzlich soziale Gewissensbisse bereitete.) Wir sprachen Ihnen nie das Recht ab, für eine Schule einzutreten, die jedermann das Recht einräumt, ungestraft Fehler zu machen. Im Bulletin der APÉSS durften Sie einen Artikel von 10 Seiten veröffentlichen, der sich für die Gesamtschule aussprach, während in derselben Nummer eine Kongreß-Resolution den „tronc commun“ energisch ablehnte.

Gerade deshalb muß es bestürzen, daß Sie, ausgerechnet jetzt, in „oberflächlichster“ Weise über eine Stellungnahme herfallen die Ihnen seit fast einem Jahr bekannt war. Natürlich wird Ihnen das neue Freunde beschnoren. Ich persönlich wünsche Ihnen, daß Sie sich deren Vertrauens würdiger erweisen.

Letzteres betreffend, sogar aufrichtig!

C. FELTEN
General-Kassenwart
der APÉSS

P. S.:

(Zu: „Zum Bildungsniveau im Tronc commun“).

Bezugnehmend auf den Leserbrief von Prof. Halsdorf im „Leserforum“ vom 3. Februar, möchte ich noch eine Frage aufwerfen. Der Verfasser versicherte vor zwei Jahren in einem längeren Beitrag im Apess-Bulletin, daß die Einführung des Tronc commun nur dann Sinn und Erfolg haben könne, wenn sehr viel Geld darin investiert würde. Seither ist Luxemburg immer weiter in die Krise geschlittert, aber von jener „condicio sine qua non“ geht auf einmal keine Rede mehr in Prof. Halsdorfs Leserbrief. Warum? Weiß der Schreiber auch in finanzieller Hinsicht soviel besser Bescheid als die APÉSS?

Nelly Moia

Zum Bildungsniveau im Tronc Commun

Die Verfechter des Tronc commun-Projekts behaupten, das jetzige Bildungsniveau in den Lyzeen bliebe unangetastet von der Reform, ja, sie könne es höchstens noch verbessern. Man erlaube mir, diesen optimistischen Voraussagen gegenüber skeptisch zu sein, aus mehr als einem Grunde, von denen ich aber im Rahmen dieses kurzen Leserbriefes nur einen anführen will, und zwar als Englischlehrerin.

Mir scheint in der Tat, daß die Verteidiger des Tronc commun sehr wenig Respekt und Verständnis für das Sprachenstudium aufbringen, das in ihrer Sicht in erster Linie eine Art sinnloser Folter zu sein scheint, ein stures Pauken von Vokabeln und grammatischen Regeln (wenngleich das natürlich nicht *expressis verbis* im Gesetzesprojekt steht).

Wie sehr es ihnen aber an Weitblick in der Sache fehlt, das beweist z. B. die unglaubliche Behandlung, die im Tronc commun dem Englischen widerfährt! Da sind auf 6. und 5. sage um 2 schreibe nur mehr 2 (zwei!) fakultative (!) Stunden pro Woche vorgesehen, wo heute auf denselben Klassen 6 und 5,5 Stunden kaum genügen, das seit 1968 verlorene erste Jahr Englisch auf 7 aufzuholen. Mit bloß zwei Stunden im Tronc commun aber können wir „ganz apäken“! Damit wird jeder Literaturunterricht auf der Oberstufe hinfällig, und die Schüler werden wohl noch mit 17 die üblichen, albernsten Geschichten für Anfänger durchnehmen müssen. Das

Niveau unserer Primaner aber wird dann so tief zu liegen kommen, daß sie nimmermehr, wie das heute noch der Fall ist, nach dem Luxemburger Abschlußexamen ohne weiteres englische Universitäten besuchen können, sondern — ja, was eigentlich?! Müssen sie dann etwa auf eigene Kosten in teuren Privatkursen das Wissen nachholen, um das die öffentliche Schule sie betrogen hat? Wahrlich, für „Chancengleichheit“ wird dann gesorgt sein(!).

Aber nicht nur zukünftigen Akademikern und überhaupt allen jungen Menschen, die sich vom Besuch einer Sekundarschule eine solide Allgemeinbildung erhoffen, auch jenen Schülern, die sich nach Prima um eine Stellung bewerben wollen, wird mit dem rudimentären Englisch des Tronc commun nicht gedient sein. Wer von ihnen vermöchte z. B. noch in einem der (anscheinend so dringend benötigten) internationalen und besonders amerikanischen Unternehmen (Banken, Fabriken, usw.) einen Arbeitsplatz zu finden, wenn er kaum noch „How do you do?“ zu stottern vermag?

Haben die Verantwortlichen im MEN diese Probleme wirklich bedacht? Und sich was dabei gedacht? Das möchte ich doch wissen. Wenngleich dieser Punkt (das Englischprogramm) nur ein Problem unter vielen ist, die der neue Schultyp schaffen wird, statt Probleme zu lösen.

Nelly Moia



Samstag, 17. Februar 1979
Nr. 41

Sekundarlehrer unter sich

Jos. Halsdorfs Leserbrief „Die APSS weiß nicht Bescheid“ („t“ vom 3. 2. 79) nerot offensichtlich einige Herren dieser hohen Zunft. Ihr „General“vorstand „en bloc“, sowie der Kassenvart höchstpersönlich, griffen zur Feder um ihrem Kollegen mal so kräftig die „Wahrheit“

zu blasen. In solchen Unterfangen scheint sie wirklich gut Bescheid zu wissen. Man sieht's am Resultat: deftige persönliche Anrempelungen, stilistisch ausgereifte Hetztiraden, spitzfindig formulierte Heftigkeiten und souveräne Frechheiten.

Aber wie so oft, wenn einer sich erhebt und alle Hemmungen verliert, verrät er hierbei notgedrungen mehr über sich selbst als über denjenigen, den man in der Öffentlichkeit diskreditieren möchte. Man legt die eigene Maske ab und zeigt sein wahres „Niveau“.

Wenn ich mich nicht irre, kritisierte J. H. in seinem Leserbrief die Stellungnahme der APSS zum „Tronc Commun“. Er stellte fest, daß das erbärmliche Niveau dieses Dokumentes, das glücklicherweise nur von einer Zeitung publiziert wurde, durch den Informationsrückstand seiner Verfasser zum Thema Gesamtschule zu erklären ist. Wenngleich sie mit diesem Papier auch einige leichtgläubige und hilflose Elternvertreter beeindrucken konnten, so sollen die, von ihrem Selbstwert so überzeugten Herren klar erkennen, daß ihre Wirkung als „Rattenfänger von Hammeln“ sehr begrenzt ist.

Aber die Herren Professoren scheinen nach dem Motto zu handeln: „Wer kann mir schon, der soll mich mal...“

Des Generalkassenwarts Haltung zur MAGRIP-Studie spricht hier Bände. Ich zitiere („t“ vom 10. 2. 1979):

„Die meisten von uns... stammen aus ‚kleinen Verhältnissen‘ und glauben nicht so recht an MAGRIP- u. a. Thesen, welche, nachweislich von

Leuten formuliert wurden, denen eine unbeschwerte (groß) bürgerliche Kindheit plötzlich soziale Gewissensbisse bereitete.“

Solche unqualifizierten Sprüche kann nur ein von seinem sprachformalen Wissen berauschter Hohlkopf klopfen.

Die MAGRIP-Studie erbringt eben für jeden, der richtig lesen und den Zahlenraum von 0 bis 1 000 beherrscht, den Beweis für die manifeste Chancenungerechtigkeit des von der APSS so heftig verteidigten bestehenden Schulsystems. Die Resultate dieser wissenschaftlichen Untersuchung der Schullaufbahnen von Kindern aus allen sozialen Schichten wurde der Abgeordnetenkammer sowie dem Staatsrat vorgelegt. Der Herr Generalkassenwart der APSS sollte seine „Stellungnahmen“ zu der MAGRIP-Studie diesen Gremien zukommenlassen...

Aber was soll's. Die Zeit wo (ver)bildete Popanze allein über die Zukunft unserer Schule entscheiden konnte, ist vorbei. Sterile Nachhutgefechte bringen das verlorengegangene Prestige nicht zurück.

Zu hoffen bleibt, daß die Mehrzahl der Junglehrer diesen Bildungsgötzen den Kniefall verweigert.

B. W.

APSS glänzt durch sterile Personenbeschimpfung

Wenn die Vereinigung der Sekundarlehrer die Befürworter des Gesamtschulmodells als „blödwütig, engstirnig naiv“ anrempelt, findet sie das ganz selbstverständlich. Wenn man ihnen aber ähnliche Schlagwörter an den Kopf wirft, reagiert sie äußerst empfindlich.

Mein Leserbrief vom 3. Februar prangerte die enge korporatistische Mentalität der APSS-Führung sowie die dadurch bedingte unzusätzliche und schwache Argumentation ihrer „Kritik am Gesamtschulmodell“ an. Was ich damals als allgemeine Stellungnahme schrieb, stimmt also, denn die hohe Körperschaft geht einer inhaltlichen Diskussion der Gesamtschulproblematik wohlweislich aus dem Weg. Statt dessen läßt sie sich — um die Leser irre zu führen — zu einer virulenten, mit Unwahrheiten gespickten Attacke auf meine Person hin-

reißen. Für dieses Kraftstück schnöder Kritikasterei, meine Herren. Hut ab!

Obwohl ich mir bewußt bin, daß dies Getue um meine Person die Leser kaum interessieren dürfte, bin ich es mir dennoch schuldig, die größten Ungereimtheiten dieser APSS-Schrift zurückzuweisen.

Als ich das Sekretariat der Vereinigung übernahm, stand die Diskussion um die Gesamtschule noch in den Kinderschuhen; es wußte kaum jemand wie das Luxemburger Modell genau aussehen würde. Als ich mich dann eingehend mit der Gesamtschulproblematik auseinandersetzte, gewann ich die Ueberzeugung, daß die neue Schule die Möglichkeit bietet, zahlreiche bestehende Mißstände unseres veralteten Schulsystems zu beseitigen, und sie tatsächlich ein Mehr an Gerechtigkeit, Ver-

ständnis und Bildungschancen für alle Kinder bringt. Die APESSE-Führung wußte um meine Ueberzeugung, wußte daß ich kein offizielles Dokument der Vereinigung unterzeichnen würde, das direkt gegen den neuen Schultyp gerichtet sei.

Warum legte ich das Amt nicht nieder? Ganz einfach weil niemand anders diese Arbeit übernehmen wollte und man mich wiederholt darum bat — sogar noch kurz vor meinem „Amtsrücktritt“ — diese Arbeit weiterzuführen. Des weiteren ist die Aussage, ich hätte mich je ernsthaft um die Stellung des Vizepräsidenten beworben, einfachhin nichtig u. belanglos.

Mit der Behauptung, ich versuche mich meiner erzieherischen Aufgabe zu entziehen, angeblich weil ich Mitglied einer Schulleitung bin, erreichen die Absurdität und die Irrelevanz der Apess-Schrift ihren Höhepunkt. In wiefern, meine Herren, soll diese Arbeit unvereinbar sein mit der Ueberzeugung, daß in Bildungs- und Erziehungsfragen das Kind im Mittelpunkt stehen muß? ?

Fazit: Um ihre rückständigen Ideen zu verteidigen, kann die APESSE-Führung nichts Besseres tun als eine böartige, diffamierende Attacke gegen ihre Kritiker vom Stapel zu lassen. Unvoreingenommene Leser — unter ihnen

auch viele Mitglieder der Vereinigung — werden dieses dubiose Vorgehen der jetzigen APESSE-Führung mißbilligen; man kann sich ihrer ja nur noch schämen.

Aber Schluß jetzt mit dem irrelevanten, personenbezogenen Getue. Unsere eigentliche Sorge müßte es sein, eine Schule aufzubauen, die unseren Kindern eine bestmögliche Grundausbildung gewährleistet und ihnen eine Erziehung gibt, die den Gegebenheiten und den Anforderungen einer modernen, demokratischen Gesellschaft Rechnung trägt. Oder ist die APESSE etwa zufrieden mit der bestehenden Schulordnung, mit der frühzeitigen Orientierung, den hohen Mißerfolgsquoten, den mangelhaften Selektionskriterien usw. ?

Oder erkennt die gesamte APESSE-Führung seriöse, wissenschaftliche Studien über die Unzulänglichkeiten des jetzigen Schulsystems nicht an? Wie steht sie zur MAGRIP-Studie? Ist es nicht zu einfach die gesamte Verantwortung für die Schulmisere auf die Primärschule abzuwälzen!!

Es ist schade, daß die APESSE-Führung sich in Sachen Pädagogik so wenig bemüht.

Jos. HALSDORF
Ex-Generalsekretär
der APESSE



Samstag, 24. Februar 1979
Nr. 47

Schonzeit für die APESSE?

Ueberraschend zurückhaltend, ja sogar sachlich wirkt der Ton, den der „tageblatt“-Mitarbeiter MdB seit kurzem in seinen Leitartikeln, Kommentaren und Berichten gegenüber der APESSE und den Sekundarlehrern anschlägt. Umso erstaunlicher ist dieser Wandel, als gerade MdB in den letzten drei bis vier Jahren fleißig mit-half, im „tageblatt“ das Feindbild des „Profis“ zu prägen. Dieser gemäßigte Ton steht sogar in krassem Gegensatz zu zwei Leserbriefen, die in derselben Ausgabe des „tageblatt“ vom 17. 2. 79 erschienen und deren Autoren

den Mangel an Argumenten durch Beschimpfungen und Unwahrheiten überdecken wollen. Wenn wir auch über diesen Tonwandel erfreut sind, so wollen wir hoffen, daß er nicht durch die augenblickliche Euphorie über die baldige Verabschiedung des „tronc-commun“-Gesetzes bedingt ist und auch über die Wahlen hinaus andauern wird...

Vielleicht hat dieser Journalist endlich eingesehen, daß jeder seine eigene Meinung haben und äußern darf, ohne sofort als „Holzkopf“ abgestempelt zu werden, und daß

die APESSE, trotz ihrer „korporatistischen Engstirnigkeit“, durch ihre Kritiken am geplanten Tronc Commun den Kindern und der Schule einen Dienst erwiesen hat.

In unserem Kommentar zum Tronc Commun haben wir u. a. geschrieben:

„Die Folge (der heterogenen Klassen ohne interne Differenzierung) wäre unweigerlich eine allgemeine Niveausenkung, ein Leistungsabfall, der sich logischerweise negativ auf den oberen Zyklus des Sekundarunterrichts auswirken und

dadurch den Zugang dieser Schüler zu den Universitäten erschweren, ja gefährden würde.“

Zu demselben Punkt schreibt der Staatsrat folgendes:

„La première (objection) et la plus grave est celle de l'apauvrissement de l'enseignement et du nivellement vers le bas opéré au détriment des élèves les plus doués et les plus ardents. Une classe de type hétérogène, si l'on veut promouvoir tout le monde, avance forcément au rythme des élèves les plus lents. A ce régime, les élèves forts ne sont pas suffisamment sollicités et perdent l'habitude de fournir un réel effort intellectuel, condition des études secondaires et universitaires.“

Das Gutachten des Staatsrates deckt sich aber nicht nur in diesem Hauptpunkt mit demjenigen der APESS, sondern man könnte daraus noch zahlreiche weitere Zitate anführen, die beweisen, daß die Meinung des Staatsrats in manchen Hinsichten mit der Meinung der APESS übereinstimmt. Des weiteren kommt die Elternföderation des postprimären Unterrichts zu derselben Haltung gegenüber dem Tronc Commun wie die APESS. Man muß sich daraufhin also die Frage stellen, ob denn die Eltern, der Staatsrat, die Professorenkongresse und die APESS nicht aus sachlichen Erwägungen zu ähnlichen Gesetzesvorlage gekommenen Schlußfolgerungen über diese leicht Leute wie ein a. w. die sind! Oder möchten vielmehr Meinung verbreiten, die APESS sei so einflußreich, daß sie Staatsrat und Eltern zu derselben kritischen Haltung hätten überreden können?

Erstaunlich sind die Informationen im Artikel „Bewährungsprobe für den Tronc Commun“, laut denen eine erkleckliche Reihe von Änderungen in der geplanten Reform vorgenommen wurden, wie z. B. „eine größere Stundenzahl für die Sprachenfächer“, „eine strikt festgelegte Uebergangsphase“, während der „auch auf der untersten Klasse des Tronc Commun der Unterricht in Leistungsgruppen“ ermöglicht wird. Wir fragen uns bloß, woher MdB diese Informationen schöpft, denn Ähnliches ist uns bis dato, durch keine offiziellen Texte bekannt geworden.

Warnungen über eben diese Aspekte der geplanten Reform schreien wir schon seit Jahren in die Wüste u. sind daraufhin als die ewig Gestrigen beschimpft worden. Wenn von Anfang an eine Reformkommission und nicht eine Fusionskommission ernannt worden wäre, wie es auch die Eltern in ihrer Resolution gefordert haben, dann hätte es nicht erst zu einer Hetzkampagne gegen die Professoren zu kommen brauchen. Denn die APESS hat ihre Stellungnahme zum Tronc Commun nicht aus „Korporatismus“, sondern aus vollem Verantwortungsbewußtsein heraus erarbeitet, wie sie das übrigens auch bei andern Schulproblemen getan hat.

Es freut uns ebenfalls zu hören, daß jetzt nicht mehr blindlings auf eine sofortige Verallgemeinerung des Tronc Commun hingedrängt wird; vielmehr wären laut MdB auch die bisherigen Befürworter des Tronc Commun sicherlich nicht mit einer Verallgemeinerung einverstanden, „sollte dieser Schultyp sich wider Erwarten als ein Fiasko erweisen“.

Dies sind nette Versprechen. Wir wollen uns aber durch solche Sirenenengesänge nicht einlullen lassen, sondern wir hoffen, daß erstens solche wesentlichen Änderungen über ministerielle Äußerungen hinaus im Gesetzestext verankert werden; zweitens, daß nach einer Reihe von Jahren das Fazit ehrlich gezogen wird, d. h. ohne mehr oder weniger versteckte Mogelei. Diese würde z. B. darin bestehen, daß der Tronc Commun und die traditionelle postprimäre Schule nicht unter denselben Bedingungen funktionierten. Im Klartext: es wäre doch sicher nicht ehrlich, wenn von vornherein nur dem Tronc Commun all jene Vergünstigungen gewährt würden, welche die APESS seit Jahren für die herkömmliche Schule vergebens fordert: wenn nämlich die Schülerzahl der Klassen so weit heruntergedrückt würde, wie es im bestehenden Schulsystem niemand zu träumen wagt; oder wenn dort die Förderkurse so feudal bezahlt würden, daß sich alle Professoren darum rissen; oder wenn dort Millionen für das didaktische Material investiert würden, das heute fehlt; oder wenn mehr Säle und Spezialräume zur Verfügung gestellt würden, als heute vorhanden sind; oder wenn die Arbeitsbedingungen für die Professoren endlich geschaffen würden, wie sie die APESS schon jahrelang verlangt. Wenn nämlich die gleichen Voraussetzungen nicht gegeben sind, wie kann man dann nachher objektive, wissenschaftliche Schlußfolgerungen ziehen und so unser Bildungswesen reformieren wollen?

**Für das Bureau
der APESS:
Ernest NIMAX
Präsident**

Klarstellung eines „Hohlkopfs“

In der „t“-Ausgabe vom 17. 2. 79 erschien ein Leserbrief, der den Unterzeichneten in einer Art und Weise verunglimpft, die nicht unwidersprochen hingenommen werden kann.

1) In meinem Offenen Brief an Jos Halsdorf („t“ 10. 2. 79) findet sich keine einzige persönliche Beleidigung, kein einziges ehrabschneidendes Attribut. Der Ton war zweifellos scharf, ironische Zwischentöne (hoffentlich) unüberhörbar. Alles in allem glaubte ich als unbescholtener Staatsbürger im Recht zu sein, öffentlich Stellung zu beziehen in einer Angelegenheit, die weder von der APESS noch von mir in die Öffentlichkeit getragen worden war. Die Reaktion eines a. w. jedoch kann einen erstarrten lassen: hier wird derart grobes Geschütz aufgeföhrt, daß man nicht einmal mehr von Entgleisung sprechen kann. Die systematische Diffamiation, ja Verhöhnung der Andersdenkenden wird hier zum politischen Kampfmittel, das, Gott sei's geklagt, jenseits der Mosel unrühmliche Vorbilder kennt. Primitive Verbalinjurien sind gerade gut genug, einen ganzen Berufsstand u. seine Sprecher frontal anzugreifen und der Lächerlichkeit preiszugeben. Auffällig auch des Briefschreibers geradezu hysterischer Haß auf „Form“ und „Bildung“. Die Professoren sind „(ver)bildete Poppen“, „Bildungsgötzen“, „Rattenfänger von Hameln“ (sic), denen „leichtgläubige und hilflose Eltern“ auf den Leim gehen und vor denen man die Junglehrer

ausdrücklich warnen muß. Hier wird, kaum mehr verschleiert, zur Hexenjagd aufgerufen gegen „volksfremde, blutleere Papierseelen“!! (E. Sturm, Fachblatt für NS-Erziehung, 1934.)

2) Meine Aussage betr. MAGRIP - u. a. Thesen zitiert a. w. falsch, ob wissentlich oder nur fahrlässig, sei dahingestellt. Ich schrieb: „Die meisten von uns stammen... aus „kleinen Verhältnissen“ und glauben nicht so recht an MAGRIP-u. a. Thesen, welche, nachweislich, auch von Leuten...“. Das Wörtchen „auch“ läßt der Wissenschaftler a.w. ganz einfach weg, ob schon gerade diese Einschränkung zum Ausdruck brachte, daß ich persönlich keineswegs daran denke, allen MAGRIP-Autoren „soziale Gewissensbisse“ zu unterstellen. Ferner sagte ich nirgends, daß ich die MAGRIP-Arbeitsweise für falsch oder unwissenschaftlich halte. Mein schulischer Werdegang und derjenige vieler Kollegen lassen mich nur etwas mißtrauisch („glauben nicht so recht“) sein gegenüber den Schlußfolgerungen dieser Studie. Wer um die Verwickeltheit und Vieldeutigkeit statistisch untermauerter Untersuchungen weiß, dürfte mir doch zumindest das Recht einräumen, Zweifel anzumelden.

3) Wäre dieser Brief das traurige Werk eines armseligen Anonymus, so hätte mein im Laufe der Zeit dick gewordenes Fell auch diese Anrempelungen verkraftet. Er stammt nun aber leider nicht von einem namenlosen xy, sondern von einem diplomierten Psychologen, der in

Esch hauptamtlich Schulkinder orientieren soll. Ferner fügt sich dieser Erguß ein in eine lange Kette ähnlich injuriöser Hetzartikel gegen die unbotmäßigen Professoren. Die APESS wehrte sich und wehrt sich, wie es ihr gutes demokratisches Recht ist, gegen gewisse Aspekte der aktuellen Schulpolitik. Ihre Angriffe waren hart, aber zielten nie gegen Personen und waren nie beleidigend. Wir betrachten die Verfechter dieser Politik nie als Feinde und sprachen ihnen nie das Recht ab, ihre Ueberzeugungen mittels demokratisch zulässiger Rechtswege in die Tat umzusetzen. Leider wird nun aber immer deutlicher, daß gewisse Leute den Professoren das Recht abstreiten, eine andere Meinung zu vertreten als die offiziell verkündete. Diese Entwicklung ist äußerst bedenklich. Die sich häufenden Ausfälle an unsere Adresse werden ganz sicher nicht dazu beitragen, Mißtrauen gegenüber einem Reformprojekt abzubauen, das von Leuten verteidigt wird, die ein solch dubioses Demokratieverständnis wie a. w. zu Markte tragen!

C. Felten

P. S. - Ein krasses Gegenbeispiel zu a. w.'s Wisch lieferte übrigens M.d.B. in derselben „t“-Ausgabe. Obschon man ihm wohl kaum besondere Sympathien für die von der APESS vertretenen Positionen nachsagen kann, war seine Stellungnahme nüchtern u. enthielt sich jeglicher scharfmacherischer Polemik. Auch das soll einmal gesagt worden sein!

Klarstellungen

Der Tragikomödie vierter Teil. Da klassische Dramen meistens Fünfkakter sind, müßte das „Stück“ niernit zu Ende sein; obschon einer der Hauptakteure, der APES-Präsident höchstpersönlich, erst im vorletzten Akt auftrat. Damit aber der „Zuschauer“ die Entwicklung der ganzen Geschichte richtig einschätzen kann, ist es nötig die bisherigen „Geschehnisse“ zusammenzufassen.

Am 12. 1. wurde die „Kritik der APES am Gesamtschulmodell“ der Regierung (Gesetzesvorlage Nr 2235 „portant création d'un premier cycle intégré de l'enseignement postprimaire“) im „L.W.“ abgedruckt.

Um klarzumachen, daß diese Stellungnahme auf mangelnder Sachkenntnis beruht, schickte J.H., Befürworter dieser Schulreform und Ex-Sekretär der APES, einen diesbezüglichen Brief an das „L.W.“, das als einzige Zeitung die APES-Kritik veröffentlicht hatte. Die vom „Ayatollah“ Heiderscheid geführte Zeitung „für Wahrheit und Recht“ unterschlug aber diesen Leserbrief, während das „t“ ihn am 3. 2. 79 veröffentlichte. Eine Woche später publizierte letztgenannte Zeitung gleich zwei, von Vorstandsmitgliedern der APES unterzeichnete Leserbriefe, von denen sich keiner mit den von J.H. angeführten Argumenten auseinandersetzte und die sich nur in steriler Personenbeschimpfung verloren.

Der hinterhältige Stil dieser persönlichen Attacken auf den jetzigen Vize-Präsidenten der APEN verleitete mich dazu, in dieser Polemik Stellung zu beziehen. Mein Leserbrief vom 17. 2. war also eine Antwort auf diese niveaulosen Briefe des jetzigen Vorstandes der APES. Ich arbeite seit Jahren mit anderen Sekundarlehrern zusammen u. hatte daher Gelegenheit, die intellektuellen Qualitäten vieler dieser Kollegen kennenzulernen u. konnte auch so den Unterschied zwischen ihrem Selbstverständnis als Lehrer u. demjenigen der „Bildungspopanz“ feststellen.

Ihr Engagement für den Schüler, ihr aufrichtiges Bestreben für eine bessere und gerechtere Schule steht im krassen Gegensatz zu dem selbstgefälligen Gebaren einiger ihrer Gewerkschaftssprecher. Der Versuch dieser sensiblen Herren, die klar abgegrenzten Absichten meiner wohl etwas heftigen Kritik an ihrem Geschreibsel auf sämtliche Mitglieder ihres Berufsstandes zu beziehen, zeigt einmal mehr, wie diese APES-Führung der Verantwortung ausweicht: Schließlich hat sie allein die Sekundarlehrerschaft in die mißliche Lage hineingebracht, in der sie sich jetzt un puncto Gesamtschulproblematik befindet.

Der krampfhafteste Versuch des APES-Präsidenten in seinem Leserbrief vom 24. 2., mit Hilfe des Gutachtens des Staatsrates die eigene schwache Argumentation zu übertünchen, liefert einen weiteren Beweis für die intellektuelle Unredlichkeit dieser Herren. Er ahmt seinen Kollegen und Kassenwart nach, indem er die Aussagen anderer komplett aus dem Kontext heraus zitiert. So versucht er zu beweisen, daß der Staatsrat in einem bestimmten Punkt (Leistungsabfall durch die Einführung des „Tronc Commun“) die APES-Argumentation übernimmt. Hierzu schrieb die APES: „Die Folge (der heterogenen Klassen ohne interne Differenzierung — wo sind solche Klassen im Regierungsprojekt vorgesehen? — wäre unweigerlich eine allgemeine Niveausenkung, ein Leistungsabfall, der sich logischerweise negativ auf den oberen Zyklus des Sekundarunterrichts auswirken und dadurch den Zugang dieser Schüler zu den Universitäten erschweren, ja gefährden würde“.

Stellt man aber das von ihm angeführte Zitat aus dem Gutachten des Staatsrates in seinen richtigen Kontext (siehe anbei den betreffenden Auszug aus diesem Gutachten; Herr Nimax beschränkte sich auf das nicht unterstrichene) so merkt man, daß es sich keineswegs hier um eine Aussage des Staatsrates als solchen zum Projekt Nr. 2235 handelt, sondern um Bedenken die Drittpersonen dem „T.C.“ gegenüber äußerten und denen diese Gesetzesvorlage schon Rechnung trägt.

Auszug aus dem Gutachten:

„En ce qui concerne le contenu et le niveau des études du tronc commun, il est logique que ses partisans les plus résolus optent pour un enseignement sinon uniforme, du moins aussi peu différencié que possible. La composition des classes du tronc commun, quant à elle, est dès lors de type hétérogène (non différencié), la constitution de classes homogènes groupant des élèves de niveau à peu près égal n'étant admise qu'à la fin du tronc commun. C'est ainsi que la commission „chargée d'étudier la fusion dans un seul type d'école des institutions post-primaires actuelles fréquentées par les jeunes de 12 à 15 ans accomplis et de faire des propositions dans ce sens“ a relégué la différenciation des matières et la formation des classes homogènes jusqu'à la neuvième année d'études.

L'enseignement non différencié dispense dans des classes hétérogènes à des élèves aux aptitudes et aux intérêts inégaux suscite naturellement des objections. La première et la plus grave est celle de l'appauvrissement de l'enseignement et du nivellement vers le bas opéré

au détriment des élèves les plus doués et les plus ardenis. Une classe de type hétérogène, si l'on veut promouvoir tout le monde, avance forcément au rythme des élèves les plus lents. A ce régime, les élèves forts ne sont pas suffisamment sollicités et perdent l'habitude de fournir un réel effort intellectuel, condition des études secondaires et universitaires. Est-il juste, peut-on dire, que Pierre, élève fort, soit freiné dans ses progrès pour que Paul, élève faible, ait des chances de suivre le train de la classe?

L'argument est de taille et milite en faveur d'une réduction au strict nécessaire de l'enseignement non différencié. Le projet de loi en tient implicitement compte en prévoyant la possibilité de différencier l'enseignement dès la deuxième année du tronc commun, c'est-à-dire à partir de la huitième année scolaire.

Für die Befürworter von Schulreformen ist es aber eine eher ermutigende Tatsache, daß der Staatsrat die entsprechende Gesetzesvorlage mit einigen Detailänderungen positiv begutachtete.

Der Herr Generalkassenwart spielt in diesem vierten Akt nur eine untergeordnete Rolle. Er versucht Defizite auszugleichen, aber unter dem Strich bleiben leider nur rote Zahlen. Indem er meine wohl sehr deftigen Ausdrücke als Beweis für eine Hetzjagd nach N.S.-Muster gegen die Sekundarlehrer anführt, verkümmert seine „Argumentation“ in der Lächerlichkeit. Hierzu sei zu bemerken, daß des Herrn Generalkassenwarts Aussagen an anonyme Heckenschützen im

L.W. erinnern (Argus-Criticus und co.) die jahrelang mit ähnlichen Vergleichen zum Kulturkampf gegen die sozialistische Unterrichts- und Kulturpolitik aufriefen. Unter diesen „armseligen Anonymi“ sollen anscheinend auch Professoren sein, die ja unsere Kinder sachlich und kompetent zur Offenheit erziehen sollen. Vielleicht weiß der Generalkassenwart der APSS hierüber besser Bescheid?

Als Abschluß noch ein paar Worte zur Hauptfigur dieses „Dramas“. Es ist ungemein erfreulich, wenn der so liebenswürdige Präsident uns versichert, sein Vorstand habe die Kritiken am „Tronc Commun“ mit hingebender Mühe im Dienste der Kinder und der Schule verfaßt; es ist wahrhaftig ergötzend, wenn dieser so verständnisvolle Präsident eines Vorstandes, der sich aber auch niemals zu hinterhältiger Personenbeschimpfung hinreißen läßt, bezeugt, seine Vereinigung habe „nicht aus Korporatismus“, sondern „aus vollem Verantwortungsbewußtsein“ heraus die Befürworter dieser Gesetzesvorlage als „widersprüchlich, engstirnig und dogmatisch“ kritisiert.

Aber im Ernst: Sollte die APSS sich allmählich und zaghaft den entstehenden Schulreformen öffnen, dann verzichten wir gerne auf solche „Komitragödien“ und stehen ihnen gerne bereitwillig zur weiteren Information und sachlicher Auseinandersetzung zur Verfügung!

a.w.

"t" 03/03/79

Der Tronc Commun, der Staatsrat und die APSS

Als vor einigen Jahren die öffentliche Diskussion um die Schulreformpläne der Regierung entbrannte, hat auch die Vereinigung der Sekundarlehrer (APSS) in Rundtischgesprächen und Diskussionsabenden Stellung zum Gesamtschulprojekt bezogen. Im Gegensatz zu anderen Vereinigungen und vor allem zu eingeleichteten Parteigängern und Gewerkschaftsleuten ist jedoch die Haltung der APSS sehr kritisch ausgefallen.

Wegen der vorgebrachten Zweifel und Bedenken wurden daraufhin die Sekundarlehrer massiv unter Beschuß genommen. Von bestimmter Seite wurde die Haltung der APSS pauschal als „einsei-

tige Stimmungsmache gegen den Tronc Commun“ verdammt und ihre kritischen Einwände als „Vermutungen, Behauptungen, Unterstellungen“ abgetan („t“ 21.1.78); man warf den Professoren vor, „ein Kesselreiben gegen die Gesamtschule orchestriert“ zu haben, es gehe ihnen in Wirklichkeit nur um die „Erhaltung“ und „Verteidigung bestehender Privilegien“ („t“ 16.2.78); es wurde ihnen unterstellt, sie wollten um jeden Preis am „selektiven“ und „elitären“ Charakter der Lyzeen“ festhalten („t“ 9.12.76). Es ging sogar die Rede von einer „Verschwörung“ von Eltern und Sekundarlehrern gegen die Befürworter der Gesamtschule („t“

8.2.77); dann wieder wurde behauptet, die APCESS wiegle die Eltern gegen die Gesamtschule auf („t“ 21.1.78), indem sie Mißtrauen und Angst vor der neuen Schule unter der Bevölkerung schüre. Den in den jährlichen Generalversammlungen der APCESS verabschiedeten Resolutionen zum „Tronc commun“ wurde global unterschoben, sie seien voller Vorurteile, „operierten mit den bekannten Schlagworten“ („t“ 16.2.78) und sprächen sich „ohne fundierte Begründung“ gegen den „Tronc commun“ aus („t“ 15.2.78). Bestimmte Kreise scheuten nicht davor zurück, vor der „CSV und ihren Professoren“ zu warnen („t“ 22.1.77) und die Kritiker des Gesamtschulprojekts zu bezichtigen, sie trieben das Spiel konservativer und reaktionärer Kräfte, um auf diese Weise der APCESS, die bekanntlich politisch neutral ist, partei-politische Motive zu unterstellen.

Diese Hetzkampagne gegen die Vereinigung der Sekundarlehrer erreichte einen Höhepunkt in den in einer Tageszeitung veröffentlichten Leserbriefen eines gewissen a.w. . . In seinen von Gehässigkeiten strotzenden Artikeln geht u.a. Rede vom „erbärmlichen Niveau“ des Dokuments, das die APCESS vor Jahresfrist zum Thema „Gesamtschule“ zusammengestellt hatte. Die sachlichen Einwände zu den Reformplänen der Regierung, die übrigens nicht nur in diesem Dokument enthalten sind (wie a.w. in einem seiner Briefe unterstellt), sondern die man im Detail auch in einem ausführlichen Kommentar zum Gesetzesprojekt nachlesen kann, hat der starrsinnige Professorengegner a.w. bisher nicht zu entkräften versucht oder vermocht.

Dagegen muß er sich nunmehr mit der Tatsache auseinandersetzen, daß das inzwischen bekanntgewordene Gutachten des Staatsrats, auch wenn es sich letzten Endes für einen Gesamtschulversuch ausspricht, in großen Zügen die „engstirnigen“ und „unvernünftigen“ Bedenken der APCESS in bezug auf die Schulreform teilt. So hatte die APCESS in der Einleitung des oben genannten Dokumentes folgendes geschrieben: „... seit einigen Jahren (werden) die Unzulänglichkeiten, die Schwächen und Fehler der bestehenden Schule so maßlos übertrieben und so blindwütig angeprangert, daß es fast schon an ein Wunder grenzt, wenn diese Schule überhaupt noch existiert. . .“

Hören wir uns dazu das Urteil des Staatsrats an: „En fait, la mise en cause du système existant par les tenants du tronc commun tournait généralement au réquisitoire. Les défauts de ce système ont été exagérés et pesamment étalés, alors que ses qualités indéniables, à force d'être passées sous silence, semblaient quelquefois inexistantes.“

Eines der schwerwiegendsten Bedenken zum Gesamtschulmodell hat die APCESS folgendermaßen formuliert: „Da... die geplante interne Differenzierung zu gering ist, besteht die Gefahr, daß die starken Schüler gelangweilt und in ihrem Studium gebremst, die schwachen hingegen... hoffnungslos überfordert und völlig entmutigt werden. Die Folge wäre unweigerlich eine allgemeine Niveausenkung, ein Leistungsabfall, der sich logischerweise negativ auf den oberen Zyklus des Sekundarunterrichts auswirken und dadurch den Zugang dieser Schüler zu den Universitäten erschweren, ja gefährden würde.“

Dazu steht im Gutachten des Staatsrats zu lesen: „L'enseignement non différencié dispensé dans des classes hétérogènes à des élèves aux aptitudes et aux intérêts inégaux, suscite naturellement des objections. La première et la plus grave est celle de l'appauvrissement de l'enseignement et du nivellement vers le bas opéré au détriment des élèves les plus doués et les plus ardents. Une classe de type hétérogène, si l'on veut promouvoir tout le monde, avance forcément au rythme des élèves les plus lents. À ce régime, les élèves forts ne sont pas suffisamment sollicités et perdent l'habitude de fournir un réel effort intellectuel, condition des études secondaires et universitaires.“

Über die Beziehung Primärschule - postprimärer Unterricht schrieb die APCESS in ihrem Dokument: „... eine wirkungsvolle Orientierung der Schüler sollte bereits im Vorschul- und Primärunterricht einsetzen. Eine solche frühzeitige Reform des Primärunterrichts... wird jedoch von den Verfechtern der Gesamtschule mit dem naiven Argument abgetan, eine Reform des postprimären Unterrichts werde rückwirkend eine Reform des Primärunterrichts auslösen.“

Zu diesem Punkt, äußert sich der Staatsrat folgendermaßen: „Les élèves retardés, handicapés ou faibles arrivent à l'enseignement avec les retards accumu-

lés durant leurs études primaires. Il est dès lors pour le moins aléatoire d'attendre du cycle intégré le redressement d'une situation invétérée. La lutte contre les retards doit commencer dès l'école primaire par des mesures propres. L'espoir dans les répercussions salutaires et quasi automatiques du tronc commun sur les méthodes de l'enseignement « en amont » et « en aval », risque de se révéler illusoire."

Man kann die Reihe dieser grundsätzlichen Übereinstimmungen zwischen den Einwänden der Sekundarlehrer und den Bedenken des Staatsrats beliebig fortset-

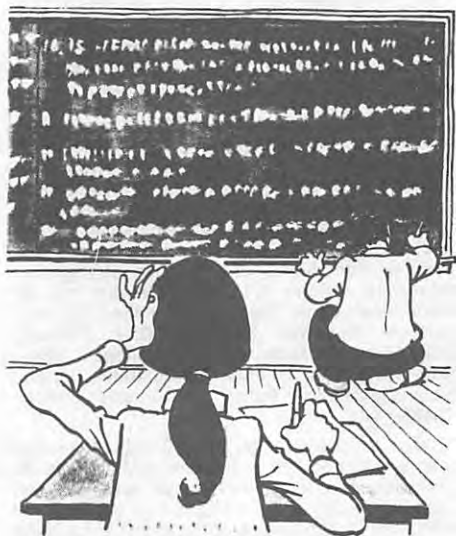
zen, und zwar nicht nur in bezug auf das in deutscher Sprache verfaßte Dokument der APSS zur Gesamtschule, sondern auch in bezug auf die Kommentare zu den einzelnen Artikeln des Gesamtschulgesetzes. Mit Zitaten kann jederzeit gedient werden!

Ob nun wohl jene fanatischen Gegner der traditionellen Schule, vor allem ihrer Lehrer, den Mut aufbringen, dem Gutachten des Staatsrats in aller Öffentlichkeit ein „erbärmliches Niveau“ zu bescheinigen?...

Der Vorstand der APSS

LW 17/03/79

DU WEISST, DIE SCHULE KANN DIR GESTOHLEN BLEIBEN, WENN...



... der Lehrer die ganze Tafel bekritzelt und von dir verlangt, dass du alles abschreibst.



... die Tafel wieder ausgewischt wird, bevor du auch nur die Hälfte abgeschrieben hast.

„Le Bon, la Brute et l'APESS“

Sie konnten es nicht lassen.
Sie möchten halt das letzte Wort behalten im
Leserbrief „krieg“.

Sie sind eben sehr rollenbewußt, die Herren
Studienräte vom Vorstand der APASS.
Den Ursprung dieses konservativ-patriarchali-
schen Rollenbewußtseins sieht K.W. Döring (1)
so:

„Typisch für den von mir als „konservativ-
patriarchalisch“ gekennzeichneten Autoritäts-
begriff der deutschen Pädagogik ist nun, daß
die ursprüngliche römische Scheidung von
„auctoritas“ und „potestas“ aufgegeben wurde.
Die Autoritätsperson — der Landsherr,
der Staatsbeamte, der Lehrer usw. — verei-
nigt „auctoritas“ und „potestas“ in einer Per-
son, ja, er gewinnt Autorität u. a. und nicht
zuletzt deshalb, weil er Macht auszuüben in
der Lage ist.“

Einige Lehrer konnten dies von Macht und
Ansehen geprägte Selbstverständnis ins 20.
Jahrhundert hinüberretten.
Sie scheinen sich im Vorstand der APASS in
gewöhnlicher Runde zusammengefunden zu ha-
ben.

Von dem angesprochenen Leserbrief („t“ -
17. 3. 79) sind außerdem zwei interessante
Punkte hervorzuheben: Der Titel, der an Djan-
go-Western erinnert und die Tatsache, daß die
APASS zugibt zwei Gutachten zum „Tronc
Commun“-Projekt der Regierung abgegeben
zu haben. Das vom „L.W.“ publizierte und
von mir als „niveaulos“ bezeichnete Papier
scheint nicht identisch mit dem zu sein, das
der APASS-Vorstand ans Ministerium und dem
Staatsrat zukommen ließ. Fragen:

— Warum ließ der APASS-Vorstand dieses
letztzitierte Gutachten nicht im „L.W.“ ab-
drucken? Oder ließ sich die APASS in Sa-
chen „T.C.“ vor den Karren der CSV-Hetz-
kampagne gegen dieses Projekt spannen?

— Wann die APASS-Führung so gut mit sach-
lichen Argumenten gewappnet ist, weshalb
mußte sie die vom „Hei-elei, kuck-elei“ vor-
geschragene Fernsehdebatte kurzfristig absa-
gen?

Warum war E.N. seines Zeichens Sprachleh-
rer im L.M.R. in Luxemburg nicht bereit, an
einer kontroversen aber sachlichen Debatte
über den „T.C.“, vor den Augen vieler Lu-
xemburger Lehrer, Eltern und Schüler teilzu-
nehmen?

Noch ein paar Worte zur Sache:
Das APASS-Schlagerargument gegen den
„T.C.“, mit dem sie vor allem die Eltern ver-
unsichern will — die Gefahr des „nivellement
vers le bas“ —, wurde schon in der vom M.E.N.
publizierten Broschüre „Le Tronc Commun à
Luxembourg“ (A 4/77) zurückgewiesen:

„L'Association International d'Evaluation (IEA)
a effectué une recherche d'une durée de 7
ans (de 1966 à 1973) (Source: L'orientation
scolaire et professionnelle no 2/1975, article
de Denis Bonora, pp. 137 à 168). Cette re-
cherche se rapporte à six disciplines: scien-
ces, littérature, compréhension de lecture, an-
glais et français comme langues étrangères,
éducation civique. Elle s'est étendue sur 22
pays: Allemagne (République Fédérale), An-
gleterre, Australie, Belgique, Chili, Ecosse,
Etats-Unis, Finlande, France, Hollande, Hon-
grie, Inde, Iran, Islande, Israël, Italie, Japon,
Nouvelle Zélande, Pologne, Roumanie, Suède,
Tunisie.“

Elle a touché 258.000 élèves, 50.000 ensei-
gnants, 9.700 écoles et recueilli 150 millions de
données. Les tests standardisés appliqués ont
mesuré le degré d'information et de compré-
hension, la capacité d'application, la maîtrise
des processus supérieurs tels que l'analyse
et la synthèse dans les différentes disciplines.
Des résultats obtenus, on peut retenir les sui-
vants qui répondent à la question du nivelle-
ment et qui ne sont pas contestés:

a) dans les systèmes scolaires compartimen-
tés, c'est-à-dire séparés en types et ordres
scolaires différents (tels que le nôtre à l'heure
actuelle) la formation des élites se fait au
détriment de la grande majorité;

b) dans les systèmes scolaires ouverts du
type intégré, les meilleurs ne sont pas dés-

avantages;

c) dans les systèmes ouverts, le nombre des élèves d'une même classe d'âge qui atteignent un niveau supérieur augmente fortement."

In einer vom Pädagogischen Forschungszentrum 1978 publizierten, kritischen Auseinandersetzung mit der „Gesamtschulproblematik“ (2) schlußfolgert G. Petri :

„Eine Setting-Streaming-Gesamtschule verbessert die Gleichheit der Bildungschancen . . . , und reduziert die Häufigkeit des Klassenwiederholens in etwa gleichem Maß wie eine Einheitsschule mit leistungsheterogenen Klassen.“

In den niveaudifferenzierten Lerngruppen von der Art des Setting oder des Streaming werden gleiche Lernerfolge erzielt wie in den vergleichbaren herkömmlichen Schultypen.“
Womit kann die APESS ihre Aussagen belegen?

Was verstehen diese Herren unter Niveau ? Die didaktische Gleichung — Bildungsniveau ist gleich sprach-formales Wissen — ein Mehr oder Weniger an sprach-formalem Wissen hängt nur von der Zeit ab, die hierfür im Stundenplan steht, fußt auf einer stark vereinfachten Hypothese die wichtige Faktoren im Unterrichtsprozeß einfach ignoriert.

Der Einsatz von didaktischen Mitteln, die methodische Gestaltung des Unterrichts, der persönliche Einsatz des Lehrers, die Zahl der Schüler pro Klasse, die mögliche Hilfestellung der familiären Umgebung, sind ein paar andere Faktoren, die das Leistungsvermögen der einzelnen Schüler mitbeeinflussen. Die moderne Unterrichtsforschung zeigt eindeutig, daß die simplen „Argumente“ der APESS-Führung auf einer recht oberflächlichen Analyse des Unterrichtsgeschehens fundieren.

All diese Fakten wurden von den Schulreformbeurwertern jahrelang ins Feld geführt. Der harte Kern der APESS jedoch will oder kann diese Argumente nicht verstehen. Aber diese Herren haben ja endlich die Maske abgelegt. Schrieb der Präsident der APESS noch in seinem Leserbrief vom 24. 2. 79 : „Denn die APESS hat ihre Stellungnahme zum „T.C.“ nicht aus „Korporatismus“, sondern aus vollem Verantwortungsbewußtsein heraus erarbeitet, wie sie das übriges auch bei andern Schulproblemen getan hat“, so macht sich der selbe Herr jetzt breit für ein Examensboykott. Konkret heißt das, daß er

die Sekundarlehrer auffordert, in diesem Jahr nicht an der Durchführung des Abiturs teilzunehmen. Hier versucht die APESS bewußt die, aus ihrem konservativ-patriarchalischen Rollenverständnis heraus, sich zugeschriebene Machtstellung auszunutzen, um ein korporatistisches Ziel zu erreichen. Die „enfants chéris“ der APESS, die Sekundarschüler, riskieren also dieses Jahr kein Schlußexamen ablegen zu können, weil die am Hungertuch nagenden Professoren des harten Kerns der APESS etwas mehr Geld neben ihrem normalen Monatslohn verdienen wollen.

Die rund 1000 Abiturienten riskieren, sich nicht mehr rechtzeitig an den ausländischen Universitäten einschreiben zu können, weil diese Herren ein paar lumpige Franken mehr verdienen wollen in einer Zeit wo andere Lohnabhängige Lehneinbußen in Kauf nehmen müssen. Diese skandalöse gewerkschaftliche Maßnahme ist wohl die niederträchtigste Drohung zu der sich bisher eine „Gewerkschafts“-neuerdings wurde der APESS sogar von eigenen Mitgliedern der vielsagende Titel eines „Jickekubs“ verliehen — führung durchringen konnte, weil sie auf dem Buckel von Jugendlichen ausgetragen wird, die weder direkt noch indirekt verantwortlich sind für die Sache, gegen die sich diese Maßnahme richtet! Der Aufruf der selben APESS-Führung vor 2 Jahren, die „cours de rattrapage“ während der Sommerferien zu boykottieren ging schon in die gleiche Richtung. Schon damals waren genügend Lehrer bereit, sich gegen diesen Boykottaufruf zu wehren. Auch dieses Mal scheint es so zu sein, daß es vernünftige, sozial denkende Lehrer gibt, die diesen Aufruf nicht befolgen. Meine Herren, es wurmt im Elfenbeinturm.

Die in der APEN organisierten Eltern und Lehrer protestieren aufs heftigste gegen diese Boykottandrohung, die für die berufliche Zukunft von 1000 Jugendlichen ungeahnte Folgen haben kann.

Der Unterzeichnende will hiermit die Polemik mit der APESS-Führung beenden.
Es lohn sich nicht mehr.

**Armand WAGNER
Präsident der APEN**

- (1) Lehrerverhalten und Lehrerberuf - Beltz-Monographien 1977.
(2) CRP: Eine wissenschaftliche Ueberschau über die Gesamtschulproblematik; 1/1978 Serie Evaluation.



„Es wurmt im Elfenbeinturm“

Mit dieser kühnen Metapher, die in der modernen Lyrik ihresgleichen sucht, beschließt Armand Wagner seinen unwiderrüflich letzten Schmähbrief gegen die „rollebewußten Herren Studienräte vom Vorstand der APESS“ („t“ 24-3-79). Hervorzuheben in diesen letzten Ausfällen gegen die Sekundarlehrer ist an erster Stelle der geistreiche Titel („Le bon, la brute et l'APESS“); da es sich dabei offensichtlich um den Versuch einer Parodie auf die Überschrift unseres eigenen Leserbriefes handelt („Der Tronc cummun, der Staatsrat u. die APESS“), hat a. w. damit, ungewollt, dem Staatsrat eine höchst zweifelhafte Ehre erwiesen... Erwähnenswert ist aber auch die Tatsache, daß A. Wagner, der seinen vorletzten Artikel, in dem er die „anonymen Heckenschützen“ à la Argus anprangerte, noch mit a. w. unterschrieb, nun endlich selber den Mut aufbrachte, mit vollem Namen zu unterzeichnen. Ansonsten wäre es wohl eher angebracht, die Prosa Herrn Wagners mit Stillschweigen zu übergehen, gäbe es nicht, wie das bereits in den Leserbriefen von a. w. zur festen Gewohnheit geworden ist, eine Reihe von Unterstellungen, Halbwahrheiten und Unwahrheiten, die wir im folgenden berichtigen möchten:

1) Die Verantwortlichen der APESS stellen fest, daß sie bereits vor Jahresfrist ein Dokument mit allgemeinen kritischen Bemerkungen zum Thema Gesamtschule zusammengestellt und es dem Un-

terrichtsministerium zusammen mit den von ihm erbetenen Kommentaren zum Gesetzesprojekt über den Tronc commun haben zukommen lassen. Der APESS-Vorstand hatte nicht den geringsten Grund, diese Kommentare zum Gesetzesprojekt im LW oder in irgendeiner anderen Tageszeitung „abdrucken“ zu lassen; denn beide Gutachten waren allen Tageszeitungen (eigentlich Informationshalber zur Verfügung gestellt worden.

2) Auf die sattem bekannt, primitive Unterstellung, die APESS habe sich wohl „in Sachen „T. C.“ vor den Karren der CSV-Hetzkampagne gegen dieses Projekt spannen lassen“, erübrigt es sich einzugehen.

3) Der Grund, weshalb der APESS-Vorstand es einstimmig abgelehnt hat, an einer Diskussion über den Tronc commun im „Hei elei, kuck elei“ teilzunehmen, ist folgender: Am Vorabend der kurzfristig angesagten Fernsehdebatte erfuhr der Präsident der APESS durch reinen Zufall, daß an dem Gesetzesprojekt über den Tronc commun, über den in der gleichen Woche in der Abgeordnetenkommission diskutiert und abgestimmt werden sollte, eine Reihe wesentlicher Änderungen vorgenommen wurden, über deren Inhalt die APESS jedoch nicht informiert war. Auf die Bitte der APESS Führung, deswegen die Fernsehdebatte um eine Woche zu verschieben, gingen die Verantwortlichen der „Hei elei, kuck elei“-Sendung leider nicht ein.

4) Daß es A. Wagner in Wirklichkeit nicht um eine ehrliche Auseinandersetzung über das Gesamtschulproblem geht, beweist in seinem Leserbrief u. a. die hinterlistige Verquickung dieses Problems mit bestimmten gewerkschaftlichen Beschlüssen unserer Vereinigung, die weder vom APES-Präsidenten noch vom APES-Vorstand (wie A. Wagner hinterhältigerweise behauptet), sondern von einer außerordentlichen Generalversammlung nahezu einstimmig gefaßt wurden.

5) Den besten Beweis dafür, daß die APES in ihrer Stellungnahme vom 17. März 1979 („Der Tronc commun, der Staatsrat u. die APES“) den Kern der Sache getroffen hat, liefert A. Wagner selber: an keiner einzigen Stelle seiner Westernkurzgeschichte widerlegt er die

sachliche Feststellung der APES, daß die wichtigsten kritischen Bedenken der Sekundarlehrer zum Tronc commun mit denen des Staatsrats übereinstimmen. In anderen Worten: unsere Frage, ob die fanatischen Gegner der traditionellen Schule, besonders ihrer Lehrer, den Mut aufbringen, dem Gutachten des Staatsrats in aller Öffentlichkeit ein „erbärmliches Niveau“ zu bescheinigen, hat sich von selbst erledigt.

Damit sehen wir die von a. w. vom Zaune gebrochene Polemik gegen die APES als beendet an. Es lohnt sich tatsächlich nicht mehr. In dieser Hinsicht sind wir jedenfalls mit ihm gleicher Meinung.

Für den Vorstand der
APES:

E. Milmeister

Freie Tribüne

Samstag, den 7. April 1979

Rotkäppchen und die „böse“ Apes

Am 3. Februar 79 veröffentlichte Jos Halsdorf einen Leserbrief im „t“, in dem er, außer mehr oder weniger ironischen Seitenhieben gegen die Professoren-Vereinigung, nicht viel mehr zum tronc commun zu sagen wußte, als daß ER dafür ist. Aus leicht verständlichen Gründen antworteten wir, um dem vergeblichen Kollegen einige unbequeme Wahrheiten in Erinnerung zu rufen und um unserer Enttäuschung Ausdruck zu verleihen über das schäbige Verhalten eines ehemaligen Mitarbeiters und -streiters. Nun schlug Armand Wagners Stunde; mutig zog der APEN-Präsident vom Leder und deckte die APES-Führung mit Kraftworten ein, die es in sich hatten. Den Vogel jedoch schoß er ab mit seinem Beitrag „Le bon, la brute et l'APES“ (siehe „t“ vom 24.3.79). Dieser Wisch enthält eine solche Fülle von Halbwahrheiten und Verdrehungen, daß sie nicht unwidersprochen bleiben dürfen.

- Armand Wagner weiß sehr genau, daß die beiden Stellungnahmen der APES zum tronc commun allen Zeitungen und Berufsvertretungen des Landes zugehen. Trotzdem behauptet er, die APES habe ihr Gutachten im LW „abdrucken lassen“; ja, er deutet sogar ungeniert eine direkte Einflußnahme der CSV auf die APES an, ohne natürlich auch nur den Schimmer eines Beweises anführen zu können.

- Ferner behauptet er, die APES-Führung habe eine Fernsehdebatte kurzfristig abgesagt. Er „vergißt“ hinzu- zufügen, unter welchen Umständen es zu dieser Absage kam: am 15. März wurde APES-Präsident Ernest Nimax von Jean Octave kontaktiert. Schon zwei Tage später sollte das Streitgespräch in den RTL-Studios aufgezeichnet werden. Einmal abgesehen davon, daß der von RTL vorgeschlagene Gesprächspartner der APES „kurzfristig“ ausfiel, weil er

zu dem Zeitpunkt gar nicht in Luxemburg weilte, lag uns nichts daran, öffentlich über die definitive Fassung eines Gesetzentwurfes zu diskutieren, die man uns fairerweise vorenthalten hatte!!

- Dann führt a.w. eine Reihe langatmiger Zitate ins Feld, welche das APESS-Argument entkräften sollen, der *tronc commun* führe zu einer Nivellierung nach unten. Er übersieht dabei geflissentlich,

1. daß sein Kronzeuge G. Petri nur von „gleichen Lernerfolgen“ in „niveau-differenzierten Lerngruppen“ spricht, keineswegs aber von „besseren“ Erfolgen an deutschen Gesamtschulen, die sich von ihrer Struktur her sowieso in wesentlichen Punkten vom luxemburgischen Modell unterscheiden,

2. daß es eine Fülle von warnenden Stimmen gib, welche A. Wagners Optimismus partout nicht teilen wollen. (vgl. etwa die Stellungnahme der Bundes-Direktoren-Konferenz, zitiert nach der FAZ vom 28.10.78: „... Dabei taucht die Schwierigkeit auf, wie Schüler mit unterschiedlicher Lernfähigkeit und unterschiedlichem Lerntempo gemeinsam und zugleich individuell gefördert werden können. Dieses Problem ist, weder was die Lerninhalte noch was die Vermittlungsmethoden angeht, befriedigend gelöst worden. Vielmehr kämen sowohl die leistungsstarken als auch die leistungsschwachen Schüler dabei zu kurz. Leistungsstarke Schüler ließen sich zugunsten der Gruppe nur mit fragwürdigen Kunstgriffen zurückhalten. Leistungsschwache Schüler würden trotz aller Rücksichtnahme überfordert...“) Gerade um diese kontroverse Sachlage zu klären, hat die APESS eine echte „*expérience-pilote*“ verlangt,

3. daß der definitive Gesetzestext, vergleicht man ihn mit den ersten Entwürfen, indirekt den Kritikern, und unter diesen vor allem der APESS, recht gibt. Vielleicht suggeriert Armand Wagner deshalb demnächst, Staatssekretär Guy Linster habe sich vor den Karren der APESS-Hetzkampagne spannen lassen?

- Schließlich plustert sich Psychologe Wagner zum Pädagogen der Nation auf und erteilt dem Land von seinem Katheder herab eine rührende Lektion darüber, daß das Leistungsvermögen nicht nur eine Sache der Stundenzahl sei. Dürfen wir bescheiden daran erinnern, daß die APESS seit Jahren (vergeblich)

eine Senkung der Klasseneffektive fordert, seit Jahren dafür eintritt, daß die Kredite für didaktisches Material erhöht werden und daß der „persönliche Einsatz“ der Kollegen nicht nur honoriert werden darf, wenn es sich um verdiente Parteigänger dieser oder jener *Couleur* handelt?

- Die wohl „niederträchtigste“ Attacke jedoch reitet Filmfreund a.w. gegen die angedrohten Kampfmaßnahmen der APESS. Er spricht vom „harten Kern“, die „ein paar lumpige Franken“ mehr neben „ihrem normalen Monatslohn“ verdienen wollen.

Dabei weiß er ganz genau,

1. daß eine überwältigende Mehrheit der Professoren hinter dem sog. „harten Kern“ steht (hier drängt sich also eine dialektische Korrektur der dualistischen Einteilung der Professoren in „Kinder des Lichts“ und „Kinder der Finsternis“ auf!),

2. daß der Unterrichtsminister sich bisher beharrlich gewiegert hat zu verhandeln (vielleicht, um sich politisch, „auf dem Buckel von Jugendlichen“, als der starke Mann zu profilieren?),

3. daß es keineswegs um ein „paar lumpige Franken“ geht. Es geht vielmehr um die Selbststachtung der Professoren, die Leute wie A. Wagner zu den Buhmännern der Nation stilisieren wollen, ohne daß der zuständige Minister es auch nur einmal für nötig gefunden hätte, sich vor „seine“ Beamten zu stellen. Es geht darum, klarzumachen, daß wir nicht zu würdelosen, kopfnickenden Befehlsempfängern degradiert werden wollen. Es geht darum, endlich echte Verhandlungen zu erzwingen, mit einem von der Regierung mandatierten Partner, der sich nicht andauernd aus der Verantwortung drücken kann, indem er sich hinter die Rockschöße des gestrengen Finanzministers flüchtet.

Wenn also die Professoren sich gezwungen sehen, diese Maßnahme ins Auge zu fassen, dann trifft die Schuld daran doch wohl in erster Linie die unnachgiebig-sture Haltung des Unterrichtsministeriums. Die Schuld daran tragen aber auch Lakaien vom Schläge eines Armand Wagner, die nicht müde wurden, vom Piedestall ihrer, ach so toleranten Fortschrittlichkeit herab alle die Lehrer als „Hohlköpfe“ zu beschimpfen, die es wagten, von Rechten Gebrauch zu machen, die ihnen unsere Verfassung garantiert.

C. Felten

APESS UND ELFENBEINTURM

INEDIT !!

"Es wurmt im Elfenbeinturm".

(APEN-Präsident und Schulpsychologue Armand Wagner)

Der Titel, den ich für meinen Leserbrief gewählt habe, ist zwar nicht besonders witzig. Doch das tageblatt druckt ja auch sonst bedenkenlos billige Kalauer (wie z.B. "Es wurmt im Elfenbeinturm") oder sinnentleerte Alliterationen (Le Bon, la Brute et l'APESS). Und da habe ich mir gedacht: "Dann kalauerst du selber ein bisschen mit!" Weitere Kostproben siehe unten. Soweit vorläufig zum Stil.

Aber auch inhaltlich wird dem tageblatt-Leser einiges zugemutet. Beginnt doch Armand Wagner seinen Artikel vom 24. März folgendermassen: "Sie (die Professoren) können es nicht lassen. Sie möchten halt das letzte Wort behalten im Leserbriefkrieg." Und er beendet ihn so: "Der Unterzeichnende will hiermit die Polemik mit der APESS-Führung beenden. Es lohnt sich nicht mehr." Das heisst doch: Jetzt, nachdem ich, Armand Wagner, gesprochen habe, ist Schluss! Wer wollte denn da eigentlich das letzte Wort behalten?

Nicht dass ich selber es hiermit behalten wollte! Im Gegenteil: soll Herr Wagner ruhig weiter am Elfenbeinturm nagen. Ich hoffe sogar aufrichtig, dass er sich wieder etwas einfallen lässt; dann gibt es nämlich für die APESS wieder was Ergötzliches zu lesen. Wie z.B. folgendes:

Armand Wagner erwähnt, was nach K.W. Dörings Meinung für die deutsche Pädagogik typisch ist! "Der Lehrer gewinnt Autorität u.a.... weil er Macht auszuüben imstande ist." Und keck fügt er hinzu: "Einige Lehrer konnten dies.. Selbstverständnis ins 20. Jh. hinüberretten. Sie scheinen sich im Vorstand der APESS in gemüthlicher Runde zusammengefunden zu haben." Donnerwetter! Herr Wagner, Sie springen vom 19. Jahrhundert hinüber ins 20., dann von deutschen Verhältnissen auf luxemburgische und beziehen schliesslich Ihre so leichtfüssig gewonnene Erkenntnis exklusiv auf die 16 Vorstandsmitglieder der APESS! Und diesen ganzen pseudowissenschaftlichen Apparat bemühen Sie her, um lediglich zu beweisen, dass Studienräte "rollenbewusst" sind und das letzte Wort behalten wollen! Und dann wundert man sich, wenn es immer wieder Leute gibt, die behaupten, Psychologen seien keine sachlich denkenden Wissenschaftler! Oder ist Logik in der von der APEN geplanten "école nouvelle" nicht mehr gefragt?

Nun aber zum ersten Hauptpunkt Ihres Besinnungsaufsatzes: Was nämlich Ihren blinden Glauben an den Erfolg des Tronc commun anbelangt, so kann ich mich nur wundern. In meiner Sprachlosigkeit fällt mir dazu nur ein Zitat aus Goethes "Faust" ein, welcher von einem Mann namens Wagner (!) sagt, dass er "mit gier' ger Hand nach Schätzen gräbt und froh ist, wenn er Regenwürmer findet."

Abgesehen von dieser frommen Zuversicht gegenüber dem Tronc commun habe ich aus Ihrem Artikel noch einen heissen Wunsch herauslesen können: Die Professoren müssen weg vom Fenster. In die erwartete Lücke aber drängen sofort die Gurus und Ayatollas unterschiedlichster Obedienz; und kokett drapieren sie sich um ihre eitlen Schultern die zerfetzte Toga, welche sie den Professoren vom Leib gerissen haben. Da aber so ein Kleidungsstück nach Selbstdarstellung in der Oeffentlichkeit drängt, versucht man, den Professor nachzunehmen, wie er sich räuspert, wie er spuckt. Und - frisch gewag(ner)t ist halb gewonnen! - zückt man eine Feder, raschelt ein bisschen mit wissenschaftlichem Papier, und wenn der stilistisch ungelene Federkiel dann hörbar auf dem Papiere kratzt, so vermittelt das dem Schreiber schon den Eindruck, auch in der Oeffentlichkeit gehört worden zu sein. Meinetwegen. So ein kleiner Wurm entfacht noch keinen Sturm.

Doch dann lese ich da, dass die Professoren beim Abiturrexamen "etwas mehr Geld neben ihrem normalen Monatslohn verdienen wollen." Nein, Herr Wagner, wir wollen nicht! Wir werden Jahr für Jahr gezwungen, diese Arbeit zu verrichten, die so schäbig honoriert wird; und wie weit dieser Zwang gehen kann, wird die Regierung dieses Jahr vielleicht sichtbar vor aller Welt demonstrieren!

Was wir jedoch wirklich wünschen, ist, entweder unserer Leistung entsprechend entlohnt zu werden, oder aber eine ungenügend bezahlte Arbeit nicht machen zu müssen. Auf dem gesamten Arbeitsmarkt ist es doch so, dass man eine Arbeit kündigen darf, wenn man sich übervorteilt fühlt. Auch eine Arbeitergewerkschaft, die einen neuen Kollektivvertrag aushandelt, geht davon aus, dass die Bezahlung des Arbeiters seiner Leistung neu angepasst werden muss. Was würde der Arbeiter sagen, wenn Sie ihm dann entgegenhielten, dass er "etwas mehr Geld neben seinem normalen Lohn verdienen wolle"?

Wenn Sie jedoch die jetzige Entschädigung der Professoren von brutto 265.- Franken pro Stunde im Abitur für ausreichend halten, bitte: ich biete Ihnen gerne meinen Platz im Examenjury an! Ich jedoch finde sie bei weitem ungenügend, besonders seit mir vor 14 Tagen für die eine Stunde Streik vom November 743.- Franken netto (!) vom Postscheckkonto abgebucht wurden. Zwar ist mir das Geld inzwischen wiedererstattet worden. Was aber die Regierung nicht mehr rückgängig machen kann, ist ihr schriftliches Bekenntnis in Gestalt meines Kontoauszuges, dass sie den Wert einer Stunde meiner Arbeit mit 743.- Franken netto veranschlagt und nicht mit 265.- Franken brutto wie im Examen! Oder wollte die Regierung (von der allein ja die Errechnung dieses Betrages stammen kann, und nicht von der Post!) etwa unterstellen, dass ich in der einen Stunde Streik netto dreimal so faul gewesen bin, wie ich im Abitur in einer Stunde brutto gearbeitet hätte?

Uebrigens, Herr Wagner, wenn Sie, wie oben zitiert, von "etwas mehr Geld" sprechen, so haben Sie durchaus recht: denn die APESS verlangt als neuen Tarif für das Abitur nicht etwa 743.- Franken netto pro Stunde, sondern schlicht 500.- Franken brutto, D.h. der ganze Spass würde die Regierung etwas mehr als 2,5 Millionen kosten, wovon sofort über eine Million in Form von Steuern wieder in die Staatskasse zurückfliessen würde. Und für diese "lumpigen" 1,5 Millionen riskiert es die Regierung, dass, wie Sie sagen, "tausend Abituristen... sich nicht mehr rechtzeitig an den ausländischen Universitäten einschreiben können." Aber für hochfliegende "Kueben"-Projekte stehen noch immer Milliarden zur Verfügung!

Uebrigens, Herr Wagner, mir wird erst jetzt richtig bewusst, wie sehr Sie sich um die Bezahlung der Professoren sorgen. Hat sich etwa die APESS auch schon um Ihr Gehalt gekümmert? Doch was dem einen recht ist, muss dem andern billig sein. Daher möchte ich Sie hiermit höflich fragen, ob Sie als Schulpsychologe der Stadt Esch nicht auch schon einmal durch anderweitige psychologische Beratung "etwas mehr Geld neben Ihrem normalen Monatslohn verdienen" wollten? Wenn ich nämlich gut unterrichtet bin, wird Ihnen eine solche zusätzliche Arbeit mit 450.- Franken pro Stunde honoriert. Und diese 450.- Franken für nebenamtliche Leistungen werden Ihnen von derselben Regierung angeboten, welche die Professoren mit 265.- Franken abspeist!

Zum Schluss nun noch eine stilistische Delikatesse: gegen Ende seines Artikels vollbringt der APEN-Präsident eine morphologische Pioniertat; er verstrickt sich nämlich so tief in seinen eigenen Gedanken, dass er einen vollständigen Satz mitten in dem Wort "Gewerkschaftsführung" unterbringt, nachdem er es (wie Alexander den Gordischen Knoten) kurzerhand in der Mitte gespalten hat! Schizoide Stilrichtung?

Also, Herr Wagner, melden Sie sich bald wieder zu Wort, und scheuen Sie sich nicht, offen Ihre Meinung zu sagen. Wenn daran etwas falsch sein sollte, so verbessern wir es gratis. Wir sind ja gewohnt, unterbezahlte Verbesserungsarbeit zu leisten.

Nico Thewes

Anmerkung: Nico Thewes' Artikel erscheint in Erstveröffentlichung. Zwar war er der "E"-Redaktion zugestellt worden. Doch diese lehnte eine Veröffentlichung ab mit dem Hinweis, ihr seien in dieser Sache gleich mehrere Stellungnahmen ins Haus geflattert. Deshalb habe sie sich für E. (?) Milmeisters Beitrag entschieden.

Vers un boycottage des examens de fin d'études ?

A quelques semaines des prochaines élections législatives, l'Association des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur (APESS) a décidé de passer à l'action. A cet effet, le bureau de l'association avait appelé les quelque 800 membres de son mouvement à une assemblée générale extraordinaire au lycée Michel-Rodange. Une bonne centaine de membres étaient présents dans la salle des fêtes, ce qui, aux yeux du président, M. E. Nimax, ne donnait nullement lieu à pavoiser. Toutefois, dans son allocution, M. Nimax était d'avis que la « majorité silencieuse allait suivre les décisions de cette assemblée. »

Cette affirmation demande toutefois confirmation, car il semble bien que ce soit le « noyau dur » de l'APESS qui s'était donné rendez-vous. La base suivra-t-elle ? C'est la question qui se pose, d'autant plus que la motion votée implique une action syndicale assez importante, puisqu'il s'agit de boycotter les examens de fin d'études.

M. Nimax a essayé de replacer les décisions de ce jeudi après-midi dans le contexte des revendications émises depuis un certain temps par les professeurs du secondaire. Rappelons qu'elles se situent à trois niveaux : d'abord il s'agit pour l'APESS de demander la nomination des aspirants-professeurs ayant réussi leur examen pratique. Le second groupe de revendications concerne l'amélioration des conditions de travail de l'enseignement, avec notamment une réduction des effectifs dans les classes et une réduction de la tâche hebdomadaire, afin que celle-ci concorde avec la semaine de quarante heures.

Le troisième volet de revendications concerne enfin la

rémunération des prestations supplémentaires. Or, les indemnités pour la correction de l'examen de fin d'études figurent justement dans cette rubrique. Selon les calculs de l'APESS, le salaire horaire pour l'enseignant corrigeant les copies de cet examen serait passé cette année de 246 F à 275 F (brut s'entend). Ce serait cette augmentation ridicule, sinon provocatrice, qui aurait incité les dirigeants de l'APESS à passer à l'action.

Le but de l'APESS est de demander des négociations immédiates pour que cette question soit revue. La lettre du secrétaire d'Etat à l'Education nationale, parvenue au président la veille de l'assemblée générale, n'a pas donné satisfaction aux participants, bien qu'elle ait contenu un certain nombre de promesses.

Finalement, la motion prévue par le bureau a été votée à une majorité écrasante après quelques changements de détail. Elle contient un regret en ce qui concerne le manque de négociations de la part du gouvernement, elle rappelle les revendications de l'APESS, elle parle de « recourir à des mesures syndicales appropriées », mais surtout elle décide « de faire appel à tous les membres de l'APESS pour qu'ils refusent de faire partie des commissions pour les examens de fin d'études en attendant que le ministère de l'Education nationale accorde une augmentation substantielle de l'indemnité. »

Décision grave de conséquences : il s'agira de voir ce qu'en pensera le ministre, mais la réaction des parents et des élèves ne devrait pas tarder non plus.

A. W.

R.L. 16/03/79

APESS erwägt Boykott der Abschlußexamina

pn. Nach fast fünf Jahre andauernden erfolglosen Versuchen, mit der jetzigen Regierung ins Gespräch zu kommen, um über den Forderungskatalog der Professoren zu diskutieren, hat die außergewöhnliche Generalversammlung der APESS (Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur) jetzt eine harte gewerkschaftliche Maßnahme erwo-gen. Falls nicht kurzfristig konkrete Resultate mit dem zuständigen Ministerium erreicht werden, wird es im kommenden

Juni einen generellen Boykott aller Examenskommissionen geben. Um größeren Schäden, die doch größtenteils zu Lasten der Schüler gehen würden, vorzubeugen, täten der verantwortliche Minister und sein Staatssekretär vielleicht besser, die APESS als „Gewerkschaft“ der Professoren ernst zu nehmen und eine schnelle Einigung anzustreben.

Vor über 100 Mitgliedern ging am vergangenen Donnerstag im Lycée Michel-Rodange diese außergewöhnliche Gene-

ralversammlung der APRESS über die Bühne. Nach zwei Stunden konnte der Präsident der APRESS, Erny Nimax, zur Abstimmung der vom Vorstand ausgearbeiteten Motion übergehen. Mit 100 Ja-, 3 Nein-Stimmen und 9 Enthaltungen fiel das Votum recht klar aus.

Eingangs der Versammlung wies Erny Nimax auf die Forderungen der APRESS hin: Neben der Einstellung von allen Stagiär-Professoren sollten für alle Titulare bessere Arbeitsbedingungen und eine dem Lebensstandard angepaßte Entschädigung für oft von offizieller Seite aus aufgezwungene Mehrarbeit zugestanden werden. Mit klaren Zahlen begründete er dann die Forderungen. So gibt es in unseren Sekundarschulen noch etwa 100 Titulare, die nicht über die notwendige fachliche oder pädagogische Ausbildung verfügen. Klasseneffektive von 25 und mehr Schülern gibt es in etwa 50% der Fälle (auf der 7^{er} und noch in 40% der Endklassen!). Die Antwort des Ministers auf die Forderung nach kleineren Klassen mit maximal 20 Schülern spricht für sich: Im traditionellen Schulsystem ergebe dies keine Verbesserung von 20% der Lehrleistung, im „Tronc commun“ aber sei eine solche Verbesserung möglich.

Eine andere Forderung der APRESS scheine für das breite Publikum etwas unverständlich; die geforderte Herabsetzung der Lehrzeit auf 20 Stunden pro Woche entspreche in Wirklichkeit einer realen Arbeitszeit von 40 Stunden, eine Errungenschaft, die alle Sparten unseres Gesellschaftslebens bereits seit langer Zeit haben. Auf dieses Anliegen der Professoren angesprochen, soll Minister Krieps erklärt haben, da einige Prozente der Professoren ihre Arbeit nicht ordentlich ausübten, sei es ungerecht, diesen noch eine zusätzliche Arbeitsverkürzung zugestehen!

Seit über einem Jahr werde die APRESS immer wieder vertröstet mit dem Hinweis, die zuständigen Stellen im Ministerium seien daran, ein Dokument über die Lage in unseren Sekundarschulen auszuarbeiten. Aber mit dieser Verzögerungspolitik müsse jetzt Schluß gemacht werden. Auch würden in der Regierungspresse Hetzkampagnen von der fundamentalen Verachtung der Professorenschaft zeugen.

Anschließend ging Erny Nimax auf die Gehälterforderungen seitens der APRESS ein. Die Mehrarbeit sei äußerst unterbezahlt und die zugestandenen Entschä-

digungen würden erst nach sechs Monaten zugestellt. Dem Faß den Boden ausgeschlagen aber habe, so der Präsident, die sture Haltung des Ministers in punkto Aufbesserung der Entschädigung für das Verbettern von Examenprüfungen. Von 246 Franken pro Stunde sei man auf 275 Franken gestiegen, doch entspreche dies nie den Vorstellungen der Professoren.

Mit dem Hinweis, daß die konstruktiven Kritiken seitens der APRESS besonders in Sachen „Tronc commun“ vom Staatsrat als annehmbar bezeichnet wurden, während man im Ministerium von der „bornierten APRESS“ sprach, forderte der Vorstand der APRESS alle auf, sich am Boykott der Examenkommissionen zu beteiligen, falls mit der Regierung keine kurzfristigen Verhandlungen mit substantiellen Resultaten aufgenommen werden können.

Erny Nimax las dann einen Brief vor, den Staatssekretär Linster ihm am Vorabend der Generalversammlung zukommen ließ. Linster verspricht darin, in Zukunft (wann?) alle Forderungen der APRESS zu überdenken. Allgemeines Gelächter rief hier die Äußerung betreffend die Klasseneffektive hervor, die wir hier wortgetreu wiedergeben wollen: „Pour réduire les effectifs de classe, je m'engage à poursuivre les efforts consentis à présent.“ Etwas weiter heißt es: „Les effectifs moyens ont dû être maintenus à un niveau pédagogiquement satisfaisant, sinon idéal, mais en tout cas très honorable par rapport au niveau européen.“

In der anschließenden Diskussion wurden vereinzelte Verbesserungsanträge für die Motion vorgeschlagen; herauszuspüren war aber auch, daß man sich keine allzu großen Hoffnungen von den Äußerungen des Staatssekretärs mache, besonders da seine Beteiligung an der nächsten Regierung noch ungewiß sei.

Abschließend kam es dann zur Verabschiedung der Motion, von der hier die wichtigsten Punkte erwähnt seien. Da bisherige Kontakte mit dem Unterrichtsministerium noch zu keinen richtigen Verhandlungen führten, unterstreichen die Mitglieder der APRESS nochmals ihre Forderungen und entscheiden mit einer sofortigen Maßnahme, alle Mitglieder der APRESS aufzurufen, eine Beteiligung an den Examenkommissionen abzulehnen, bis der Minister einer substantiellen Erhöhung der Entschädigungen zustimme.

Gewerkschaft oder „Jickeklub“?

Die Vereinigung der Sekundarlehrer (APESS) droht der Regierung knapp drei Monate vor den Wahlen mit dem Boykott der Abschlußexamen. Zwar haben die Verantwortlichen der Organisation ihre Hauptforderung, die 100prozentige Erhöhung der Examensentschädigungen, in eine Reihe andere Forderungen eingekleidet, doch kann diesen in diesem Zusammenhang nun Alibifunktion beigemessen werden.

Erstaunlich ist nämlich, daß heute beispielsweise, die Nominierung aller Stagiare, die ihr Examen bestanden haben zu einer der Hauptforderungen der APESS geworden ist, während die APESS die Stagiare in der Zeit wo sie es am notwendigsten hatten, kläglich im Stich gelassen hatte.

Obwohl der Präsident der Vereinigung dies pro Forma bestritt, scheint der harte Kern der APESS der Meinung zu sein, daß kurz vor den Wahlen der Zeitpunkt optimal gewählt ist, um der Regierung das Messer auf die Brust zu setzen.

Warnende Stimmen die darauf hinwiesen, daß der Boykott der Examen schlußendlich den betroffenen Schülern materiellen und moralischen Schaden zufügen könnten, wurden in den Wind geschlagen.

Die 110 versammelten Mitglieder der APESS, knapp ein Achtel aller Mitglieder, fühlten sich stark, auch wenn einzelne sich die Frage stellten, ob sie eine solche Maßnahme überhaupt durchhalten könnten.

Wir wollen uns an dieser Stelle nicht mit der Berechtigung der APESS-Forderungen auseinandersetzen, sind jedoch der Meinung, daß es nicht vertretbar ist, einem dritten, in diesem Fall den Schülern, Schaden zuzufügen, um der Regierung Entschlossenheit vorzudemonstrieren.

Abgesehen davon läuft die APESS bei dieser Maßnahme Gefahr auf die eigene Nase zu fallen, da es zumindest fraglich ist, ob der Boykott im Falle einer Regierungshaltung, die den Forderungen der Vereinigung nicht entspricht, überhaupt durchzuführen ist.

Am Donnerstag waren schließlich nur 110 APESS-Mitglieder versammelt und nicht alle Sekundar- und Mittelschullehrer sind in der APESS organisiert.

Möglicherweise aber glaubt die Mehrheit der APESS selbst nicht an den Erfolg dieser Maßnahme, sondern versucht lediglich hoch zu pokern.

Sicherlich sind Streiks und Boykotts oft das einzige Mittel, um einen unnachgiebigen Verhandlungspartner zur Vernunft zu bringen, sicherlich kann man nicht immer Rücksicht auf die Folgen des Streiks nehmen, da man sonst zur Inaktivität verdammt wäre, doch glauben wir, daß gerade in diesem Fall die Verhandlungsmöglichkeiten nicht ausgeschöpft worden sind.

Im Laufe der Versammlung vom Donnerstag wurde mehrmals gefordert, die APESS solle beweisen, daß dies zu beweisen bleibt. Es genügt nicht einen Boykott oder einen Streik zu dekretieren, um gewerkschaftliches Format beanspruchen zu können, vielmehr setzt dies viel Verhandlungsgeschick voraus.

Ein Geschick, das die APESS anscheinend nicht hatte, ansonsten es nicht zu einem 100%igen Nachholbedarf (APESS dixit) gekommen wäre. Viele Lehrer scheinen dies eingesehen zu haben und wollen sich in einer wirklichen Gewerkschaft zusammenschließen.

Mars di Bartolomeo

"t" 17/03/79

Er kann's nicht lassen; nach einigen Wochen polemischer Enthalttsamkeit erteilt "His Master's Voice" dem "harten Kern" wieder Nachhilfeunterricht. Die Kernthese, der Boykottaufruf sei letztlich dem Verhandlungsgeschick der APESS zuzuschreiben, fällt in sich zusammen, wenn man sich vor Augen hält, dass wir es mit einem Verhandlungspartner zu tun hatten, der es gar nicht erst zu Verhandlungen kommen liess!!

Boycott des examens par l'APESS: Les élèves protestent!

Chers collègues des classes terminales,

Vous n'êtes sans doute pas sans savoir, que le comité de l'APESS a décidé un boycott, voire une grève de l'examen de fin d'études secondaires.

Nous regrettons profondément que cette mesure syndicale qui devrait se diriger contre le patronat, c.-à-d. le gouvernement, le M.E.N.; afflige en premier lieu les étudiants. Quoi qu'il en soit des revendications des professeurs, nous recusons leur méthode, qui fait preuve de méconnaissance de la situation actuelle.

Etant données les conséquences néfastes qu'entraînera ce boycott pour les élèves, nous incitons l'APESS à reconsidérer sa décision sinon: des mesures seront prises contre les professeurs affiliés à l'APESS et supportant le boycott, car nous nous voyons dans l'impossibilité de collaborer avec des enseignants nous laissant dans un

climat aigu et incertain.

Les mesures de l'APESS en vue de l'examen de fin d'études auront plusieurs conséquences pénibles au dépens des élèves des classes terminales. A savoir :

- difficultés et quasi-impossibilité pour l'inscription aux universités étrangères et au cours universitaire;
- difficultés de trouver un emploi et même réduction au chômage pour une période indéterminée;
- difficultés de participation aux différents examens.

Pour remédier à cette situation intenable, des listes de pétition circuleront dans votre établissement, listes dirigées contre le boycott de l'APESS. Nous vous prions de signer massivement pour le maintien des droits constitutionnels que nous assure notre enseignement.

Un groupe d'élèves

SACRES ELEVES!

"t" 24/03/79

D'où diable avez-vous sorti cette jolie formule d'introduction? Elle est consacrée pourtant! Après cette joyeuse entrée, vous nous laissez sur notre faim, car vous ne soufflez mot en quoi nous "méconnaissions" la situation actuelle. On aurait bien voulu savoir, voyons!

Le boycottage des professeurs par les élèves, c'est encore une idée géniale: en fait, vous vous boycottez vous-même, si nous avons bien compris!?

Sérieusement: n'aurait-il pas mieux valu soutenir vos profs afin de forcer le "patronat" de reconsidérer sa politique? Ou est-ce qu'à votre avis la Constitution à laquelle vous faites référence ne servirait qu'à sauvegarder les intérêts du Gouvernement en place?

11% Erhöhung für die Professoren

Es ist soweit! Die Regierung hat sich von den gewieften Vertretern der APESS breit-schlagen lassen und in einem règlement grand-ducal vom 23. Januar 1979 den Professoren eine Erhöhung von 11% auf den Examensgeldern genehmigt. Das ist, wie M.d.B. im „tageblatt“ so treffend schreibt, „immerhin kein Pappenstiel!“ Und die Augen gehen einem recht richtig auf, wenn man sich vergegenwärtigt, welch erkleckliche Summe dies in der Endabrechnung für diese Großverdiener ausmacht, und wieviel sie in Wirklichkeit dafür arbeiten. Hier die Rechnung:

Im Abiturrexamen muß jeder Professor durchschnittlich 100 Schülerkopien verbessern. Wenn er zügig arbeitet, schafft er alle 20 Minuten eine Kopie; macht 30 bis 33 Stunden Arbeit für die 100 Kopien. Zusätzlich fallen 15 bis 20 Stunden Arbeit an für Vorbereitungssitzungen, Ausschuchen und Verfassen der Fragen, Beaufsichtigung der Schüler u. dgl.; macht also insgesamt rund 50 Arbeitsstunden. Für diese Leistung verdiente so ein Herr Professor bis 1978 brutto 11.840 Fr. Und nach der neuen Bestimmungen von 1979 macht das 13.217 Fr. (Index 296,02); ergibt also eine Erhöhung des Stundenlohnes um 29 Fr. von 236 Fr. auf 265 Fr. Fabelhaft! Da kann der ungelernete Arbeiter mit seinen mickrigen 103 Fr. Stundenlohn nur noch vor Neid erblassen. Doch halt! Ungelernert ist ein Professor doch wohl nicht! Wenn man bedenkt, daß er nach der Reifeprüfung noch 7 Jahre zusätzlicher Ausbildung absolviert haben muß, bevor er als Jury-Mitglied des Abiturrexamens zugelassen werden kann, so muß man ihn doch wohl mit den höchstqualifizierten Arbeitern der Stahl-

industrie vergleichen dürfen. Und da liegen die Dinge schon ein bißchen anders.

Nehmen wir die Ecklöhne Klasse 12 der bestbezahlten Luxemburger Arbeiter von 1979, so ergibt sich bei Index 296,02 ein Stundenlohn v. 219 Fr.! Sieh mal an, Herr Professor! Wer ist denn da eigentlich der Herr?

Aber es kommt noch besser: Ein Arbeiter hat ja auch noch ein Recht auf verschiedene Prämien, wie z. B. Er-schwererniszulagen.

Und ein Professor? Na klar doch: Professorenarbeit ist immer leicht! Auch dann noch, wenn er seine Arbeit des Abiturrexamens neben seiner normalen Vorbereitungs- und Verbesserungsarbeit verrichten muß. Und das muß er ja; denn Abiturre-sultate dulden keinen Aufschub: sie müssen innerhalb von höchstens zwei Wochen schnell erarbeitet werden, damit unsere Studenten sich rechtzeitig an den Universitäten immatrikulieren können. Also arbeitet der Professor im schönen Wonnemonat Juni spätabends, nachts, am Wochenende (samstags ja sowieso) und am Nationalfeiertag, derweil der Durchschnittsbürger (das sei dem allerdings von Herzen gegönnt!) auf einer Cafétérrasse sein Bierchen schlürft. Für ähnliche zusätzliche Arbeitsleistungen aber erhält z. B. der Stahlarbeiter Zulagen: für nachts 15%, fürs Wochenende 25%, für Überstunden 30-50%, für sonntags 70%, für einen Feiertag 100%. Nicht daß die Professoren dem Arbeiter jene Sondervergünstigungen nicht aufrecht gönnen; denn sie sind ja nicht blind und sehen, wer seine Hände rührt und sich nützlich macht. Doch wenn Solidarität in unserem Staat kein leeres Wort ist, kann man immerhin folgendes sagen: Da die Exa-

mensarbeit eigentlich aus lauter Ueberstunden besteht, ergäbe sich, mit den Tarifen des Arbeiters gerechnet, ein Stundenlohn von mindestens 378 Fr. für werktags, von 495 Fr., für sonntags und von 582 Fr. für den Nationalfeier-tag! So aber hält er sich auf der bescheidenen Höhe von 265 Fr. Ob da der gelernte Arbeiter den Professor noch für die 29 Fr. beneidet, die ihm die Erhöhung von 11% eingebracht hat? Oder anders gefragt: Würde es sich der Arbeiter bieten lassen, wenn in dem letzten Kollektivvertrag von 1979 sein höchstmöglicher Stundenlohn von Klasse 12 auf 265 Fr. festgelegt worden wäre statt auf 291 Fr.?

Nun ja: ein Professor ist eben — nach der Meinung, die in verschiedenen Kreisen herrscht — auch kein Arbeit-(end)er! Im Gegensatz zu andern Akademikern mit vergleichbaren Studien, wie Architekten und Ingenieuren: Die dürfen für hochspezialisierte Expertenarbeit (wie Examenskorrekturen es auch nun einmal sind) Stundenlöhne von schätzungsweise 2.000 Fr. fordern.

Wer jedoch Professor wird, der ist daran nur selber schuld! Denn die fachgerechte Beurteilung einer mathematischen, philosophischen oder literarischen Examenskopie, an der ein Primaner 2 Stunden lang geschrieben hat, wird eben bei uns nicht als hochspezialisierte Expertenarbeit angesehen. Obschon in unserer Gesellschaft keiner, aber auch gar keiner, imstande wäre, diese Arbeit an Stelle der Professoren zu übernehmen!

Dabei haben wir bis jetzt noch nicht von den Steuern gesprochen, die bei Examensgeldern zwischen 30% und 45% liegen. Als Beweis lege ich eine Photokopie meiner eigenen Examensentschädi-

gung von 1977 bei; da steht, vom Computer fein säuberlich ausgedruckt: montant brut: 10.988 Fr., impôts: 4.796 Fr. (Dabei habe ich eine Familie mit 2 Kindern!) Bleiben also 6.192 Fr. für 50 Arbeitsstunden! Und ausbezahlt wurde es mit 6 Monaten Verspätung: am 11. 1. 78.

Liebe Leser, nachdem Sie das oben Erwähnte gelesen haben, werden Sie Verständnis dafür haben, daß ich mich 1978 am Abiturrexamen vorbeigedrückt habe; natürlich nur auf dem Buckel meiner genauso schlecht bezahlten Kollegen. Aber in diesem Sommer lassen meine Oberen mich sicher wieder ran: für ein Mehr von 11%; was ja, wie schon erwähnt, „kein Pappenstiel“ ist.

N. Thewes

Anmerkung der Redaktion:

Abgesehen davon, daß der von Herrn Thewes vielzitierte ungelernete Arbeiter vor Neid erblassen würde, wäre es ihm gegönnt, einen Blick in die monatliche Gehaltsabrechnung eines gelernten Professoren zu werfen, hat der Briefschreiber bei seiner detaillierten Rechnung vergessen, die durch die Abiturrexamen entfallenden Stunden der Titulare von Première-Klassen zu berücksichtigen. Außerdem setzte sich Herr Thewes lediglich mit einem Detail unseres Artikels nicht aber mit der fundamentalen Frage, daß ein Boykott des Abiturrexamens schlußendlich auf dem Buckel der Schüler ausgetragen würde, auseinander. Übrigens wurden der APESS auch bereits Verhandlungen von seiten der Regierung angeboten. Selbstverständlich respektieren wir die Arbeit eines Professors genauso wie die eines jeden anderen Schaffenden, wir erwarten jedoch von ihnen, daß sie ihre Forderungen, so berechtigt sie auch immer sein mögen, nicht auf Kosten ihrer Schüler durchpeitschen.



Warum die Professoren mit Examensboykott drohen

Der am 15. März 1979 auf einer außerordentlichen Generalversammlung von der APCESS gefaßte Beschluß, ihre Mitglieder aufzurufen, vorläufig keiner Examenskommission beizutreten, hat schon manche Wellen geschlagen und hat besonders bei den unmittelbar Betroffenen, d.h. den Primanern, Bestürzung und Empörung hervorgerufen. Wie nicht anders zu erwarten war, wird diese Empörung mancherorts ausgenutzt, um völlig einseitig gegen die Professoren Stimmung zu machen und ihnen allein die Schuld an dieser gewerkschaftlichen Maßnahme zuzuschreiben.

Aus diesem Grunde, und um jedes weitere Mißverständnis zu vermeiden, sieht sich die APCESS zu folgender Klarstellung gezwungen:

Seit mehreren Jahren schon verlangt die Vereinigung der Sekundarlehrer mit Nachdruck vom Erziehungsministerium eine wesentliche Aufbesserung der Examensgelder, nicht etwa, weil die Professoren nur an den Geldbeutel denken, sondern weil die Entschädigung, die ihnen in diesem Falle zugestanden wird, in keinem Verhältnis zur geleisteten Arbeit steht. Für diese Arbeit, die viel Verantwortung erfordert und größtenteils in der Freizeit verrichtet werden muß, und dazu noch binnen einer bestimmten Frist, erhielt der Examinator bis vor kurzem sage und schreibe etwa 250 F brutto, oder nach Abzug der Steuern etwa 120 bis 150 F pro Stunde. Welcher Experte - denn das Verbessern der Primanerprüfungen muß doch wohl als eine Expertenarbeit bezeichnet werden - würde unter diesen Umständen für einen solchen Lohn arbeiten?

Während die APCESS aus Rücksicht auf die gegenwärtige wirtschaftliche Krise fast gänzlich auf andere Lohnforderungen verzichtete, verlangte sie eine Erhöhung der Examensgelder auf etwa 500 F brutto pro Stunde, was im Vergleich zu anderen Experten- und Akademikerlöhnen eine recht bescheidene Summe ist. Die Antwort des zuständigen Ministers und seines Staatssekretärs war jahrelang die gleiche:

man werde eine Erhöhung der Examensgelder für die nächste Haushaltsauflage ins Auge fassen. Damit waren die Professoren auf das nächste Jahr vertröstet - und sonst geschah gar nichts.

Als Anfang 1978 die APCESS wieder einmal die alten Forderungen vorbrachte, wurde sie gebeten, bis zum 15. März 1978 ihre Lohnansprüche schriftlich im Erziehungsministerium einzureichen. Dies geschah pünktlich durch die Vertreter der APCESS, im guten Glauben, die Verantwortlichen im Erziehungsministerium seien endlich bereit, über die strittigen Punkte zu verhandeln, wie es bei jeder anderen Berufsgruppe üblich ist. Deshalb sah die APCESS davon ab, schon für 1978 gewerkschaftliche Maßnahmen zu ergreifen. Doch die Hoffnung der Sekundarlehrer auf eine zufriedenstellende Regelung dieser nun seit Jahren offenstehenden Frage wurde wieder einmal enttäuscht: sie hielten schön brav das Examen 1978 ab - und damit war's getan.

Doch endlich, im Februar 1979, wohl im Schatten des Wahljahres und als ganz besonderes Wahlgeschenk, kam die unaßbare Nachricht: die Examensgelder wurden durch großherzoglichen Beschluß von 250 F auf ansehnliche 275 F brutto erhöht, „kein Pappentiel“, wie man einige Tage später im „tageblatt“ lesen konnte.

Die Art und Weise, wie diese demütigend-lächerliche „Aufbesserung“ der Examensgelder zustande kam - ohne jedes Wissen und Mitspracherecht der Betroffenen -, war der berühmte Tropfen, der das Faß überlaufen ließ. Damit hatten die Herren im Unterrichtsministerium wieder einmal bewiesen, wie groß ihre Achtung vor einem ganzen Berufsstand und der von ihm geleisteten Arbeit ist...

Die APCESS ist sich der Tatsache durchaus bewußt, daß ein Examensboykott eine sehr schwerwiegende Maßnahme ist und die Primaner hart treffen könnte. Es muß aber mit aller Deutlichkeit festgestellt werden, daß die Schuld daran nicht bei den Sekundarlehrern, sondern einzig

und allein im Regierungslager zu suchen ist. Sozusagen um fünf vor zwölf gewährte das Unterrichtsministerium eine skandalös unzulängliche Erhöhung der Examensgelder, ohne die direkt Betroffenen auch nur um ihre Meinung zu fragen. Welche andere Gewerkschaft wäre bereit, einen solchen Schlag ins Gesicht widerspruchslos hinzunehmen? Hätte man vor Jahresfrist Verhandlungs- und Kompromißbereitschaft gezeigt, wäre es nicht zur öffentlichen Konfrontation gekommen.

Trotz des angedrohten Examensboykotts scheint man im Erziehungsministerium bis zuletzt gewillt zu sein, die Forderungen der Sekundarlehrer, seien sie auch noch so berechtigt, in den Wind zu schlagen, wie das während der ganzen Legisla-

turperiode üblich war. Seit dem 15. März weiß der Unterrichtsminister von dem Beschluß der APÉSS, dennoch hat er es bis heute nicht angebracht gefunden, die Verantwortlichen der APÉSS zu konkreten Verhandlungen einzuladen; dabei weiß jeder, daß die Zeit bis zum Examen immer knapper wird.

Denn, entgegen allen Gehässigkeiten, die man kürzlich in der regierungsfreundlichen Presse lesen konnte, ist der APÉSS sehr daran gelegen, daß die Examina fristgerecht stattfinden können. Vorbedingung dazu ist nur die Verhandlungsbereitschaft des Erziehungsministeriums, von dem die Vereinigung der Sekundarlehrer endlich annehmbare wie auch verbindliche Vorschläge in den strittigen Fragenkomplexen erwartet.

APÉSS

LW 31/03/79



ANNOTATIONS

TOLERARI (NON) POTEST

L'A.P.E.S.S. semble s'isoler de plus en plus

Décidément l'Association des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur (A.P.E.S.S.) n'est pas contente. C'est incontestablement ce qui ressort de la lecture du bulletin (1978-2) de cette association. Evidemment la plus grande partie de ce mécontentement se manifeste envers les responsables du ministère de l'Education nationale, MM Krieps et Linster, ce dernier, ancien collègue, étant le plus visé.

Le bulletin de l'A.P.E.S.S. s'occupe essentiellement de l'activité de son comité au cours des mois écoulés : l'affaire du 24 juin (récupération des leçons perdues), nomination d'un seul enseignant dans l'enseignement secondaire, la grève des aspirants-professeurs, etc.

Le seul aspect véritablement nouveau qui figure dans ce bulletin, concerne l'avis de l'A.P.E.S.S. sur le tronc commun. Il n'y a aucune surprise dans ce domaine : nous pourrions nous contenter de citer la remarque finale de l'avis : « Pour toutes ces raisons, l'A.P.E.S.S. maintient son attitude critique envers le tronc commun projeté qui, à notre avis, ne peut atteindre les objectifs visés. Voilà pourquoi elle dénonce aussi la façon camouflée dont on prétend sous peu généraliser ce type d'école. Il s'y ajoute le fait que bon nombre d'articles ont été rédigés avec une négligence regrettable qui témoigne probablement de la hâte du gouvernement à faire passer cette loi avant les prochaines élections ».

Comme on le voit, le gouvernement est la cible préférée de l'A.P.E.S.S. Pourtant l'association étend ses reproches aux deux partis de la majorité ne serait-ce que dans l'éditorial du président Nimax. Toutefois il ne faut pas croire que le P.C.S. s'en tire beaucoup mieux. Une tribune libre signée « C.F. » s'intitule « Qui croit encore au P.C.S. ? » et reproche à ce parti de ne pas avoir véritablement pris position en ce qui concerne le tronc commun.

Dans l'éditorial, le défunt L.A.V. et la F.G.I.L. sont également pris à partie alors qu'un communiqué du SETP est accompagné de l'ironique « sans commentaire ». Du point de vue syndical aussi, l'isolement de l'A.P.E.S.S. semble se confirmer.

Pour l'instant, les professeurs du secondaire cherchent essentiellement à trouver des partenaires auprès des parents d'élèves et auprès des aspirants-professeurs. Evidemment il ne peut s'agir là que d'alliances bien fragiles. La position de l'A.P.E.S.S. envers la représentation paritaire au sein des conseils d'éducation est absolument contraire à celle des parents d'élèves alors qu'il ne faut pas oublier que la réforme de leur stage constitue une des revendications essentielles des aspirants-professeurs au grand dam de l'A.P.E.S.S.

Il faut, d'autre part, regretter que le bulletin de l'A.P.E.S.S. ne contienne aucune réflexion d'ordre pédagogique. Il semble bien que l'association ait opté pour le style du groupe de pression et que ses objectifs visent essentiellement des revendications corporatives.

André WENGLER.

NOTE: Qu'à cela ne tienne! Une réflexion d'ordre pédagogique du collègue AW sera toujours la bienvenue.

Allgemeinbildung : Bildung für die Allgemeinheit oder Privileg Weniger ?

Jeder Bürger hat laut Artikel 23 des Grundgesetzes das Recht auf Allgemeinbildung (Formation générale). Der Begriff „Allgemeinbildung“ meint zwar einerseits offensichtlich den Sachverhalt „Allgemeine Bildung“, aber er deckt auch gleichzeitig den ebenso wichtigen Sachverhalt der Bildung für die Allgemeinheit ab, d. h. einer Bildung, die jedem zusteht und notwendigerweise jedem zukommen muß, sollen nicht Einzelne von vornherein aus der Allgemeinheit ausgeschlossen sein. Dies tut jedoch unser jetziges Schulsystem. Sein dreigliedriger Aufbau, in eine Schule für sogenannte Hochbegabte, weniger Begabte und nicht Begabte läßt nur

den zahlenmäßig geringeren Hochbegabten die „Allgemeinbildung“ zukommen, während der größte Teil unserer Schüler möglichst schnell in eine streng berufsorientierte Schule abgeschoben wird, wo sie zwar zu qualifizierten Arbeitskräften ausgebildet werden, wo ihnen jedoch eine solide Allgemeinbildung vorenthalten wird. Diese Ungerechtigkeit versucht der neue Gesetzesentwurf zur Schulreform (Tronc commun) zu vermeiden. Er sieht die gleiche Ausbildung für alle 12- bis 15jährigen Schüler vor. Gleiches Recht für alle und gleiche Chancen dieses Recht zu nutzen.

APEN

(Action pour l'Ecole Nouvelle)

"t" 23/01/79

Dieser verfassungsrechtliche Kommentar der APEN enthält zweifellos bildungspolitischen "Zündstoff": ab 23.1.79 muss sich jeder Lyzeumsabsolvent hierzulande die Frage gefallen lassen, ob sein Diplom überhaupt im Einklang steht mit unserem "Grundgesetz".

Ist es doch dank eines Schulsystems erworben worden, das, Gott sei's geklagt, Einzelne aus der Allgemeinheit ausschließt! Und dies steht in völligem Widerspruch zu grundgesetzlichen Überlegungen.

Doch die APEN ist kein radikaler Verein: niemand soll wegen solch niederträchtigen Sozialschmarotzertums verklagt werden. Voraussetzung ist nur, man begrüßt den neuen verfassungskonformen Schultypus, dem die APEN ihre Daseinsberechtigung verdankt: den "Tronc commun".

Endziel Beratungslehrer

Um es gleich vorweg zu sagen: die Ausbildung luxemburgischer Lehrkräfte zum Beratungslehrer ist in den allgemeinen Rahmen der von Staatssekretär Guy Linster seit geraumer Zeit propagierten kontinuierlichen Lehrerfortbildung einzustufen. Zwar befindet sich die berufliche Weiterbildung erst in den sogenannten Kinderschuhen, doch sei man, laut Staatssekretär Linster, bestrebt, auch in Zukunft in dieser Richtung fortzufahren. Da die Schule in stetem Wandel begriffen ist, müssen auch die Lehrer sich den ständig sich verändernden Gegebenheiten und neuen Erkenntnissen anpassen. Im postprimären Unterricht wird der Lehrer Weiterbildung durch das Gesetzesprojekt zur Planifizierung der Personalbedürfnisse Rechnung getragen, während in der Primärschule die Fortbildung in der Reform der Lehrerausbildung berücksichtigt wird.

In Luxemburg ist das pädagogische Forschungszentrum für die kontinuierliche Lehrerweiterbildung zuständig. Es sei vorausschickt, daß die Kurse dieses Universitätszentrums jedem Lehrer, der sich weiterbilden möchte, offenstehen. Unter der Leitung von Lex Kaiser funktionieren hier zur Zeit 40 Arbeitsgruppen mit insgesamt 260 Teilnehmern aller Erziehungsbereiche. Ziel dieser Arbeitsgruppen ist die Verbesserung der Methoden und Inhalte unseres Bildungswesens, und davon ausgehend eine Erweiterung ihrer eigenen Kenntnisse. Parallel zu den Arbeitsgruppen sind allein in diesem Jahr an die 10 Seminare, Referate und Kurzlehrgänge ge-

plant.

So ist es denn auch dieses pädagogische Forschungszentrum, das an der Ausbildung zum Beratungslehrer maßgeblich beteiligt ist.

Ausbildungsform der zukünftigen Beratungslehrer ist ein Fernstudienlehrgang, der 1977 angelaufen ist und in Zusammenarbeit mit den einzelnen Orientierungsdiensten sowie dem Deutschen Institut für Fernstudien an der Universität Tübingen organisiert wird. Die Basis bilden 16 Studienbriefe, die von den Kursteilnehmern zu Hause bearbeitet werden müssen. Daneben finden in Remich 6 Präsenzphasen, das heißt sogenannte praktische Bildungsseminare statt.

Wie der Leiter des Lehrganges, Psychologe Armand Wagner, zu berichten weiß, haben von den 32 eingeschriebenen Teilnehmern immerhin 24 bis dato ausgeharrt. Eine beachtliche Zahl, wenn man bedenkt, daß der Lehrgang zu etwa 50 % in der Freizeit absolviert werden muß.

Ende 1979 sollen dann die zukünftigen Beratungslehrer ihre Ausbildung beenden haben und somit zu dem ohnehin schon beachtlichen Staff der Schulberatungsdienste (SPOS) die in nahezu allen postprimären Schulgebäuden zu finden sind, stoßen. Eine Verstärkung, die echt gebraucht wird, wenn man weiß, daß allein im 6. Schuljahr die Zahl der betreuten Schüler in den Jahren 70-78 von 88 auf 2800 emporgeschneit ist.

a.w.

Revue NO 4 - 79

Da haben wir's! Zwar steckt die "formation continue" noch in den sog. Kinderschuhen, aber das "Endziel" steht schon fest: jedem Schüler sein Beratungslehrer. Ob Psychologe A. Wagner auch etwas weiss von einer Endlösung für diejenigen, die sich widerspenstig zeigen?

Für eine offene Schule

Es sei vorausgeschickt, daß, wie wir bereits in Revue No 42/77 schrieben, die APEN hierzulande die einzige Organisation ist, in der Eltern und Lehrer gemeinsam aktuelle Schulprobleme erörtern. Erklärtes Ziel der APEN ist demnach auch die Förderung des Eltern-Lehrer Dialogs, sowie der Abbau der psychologischen und sozialen Barrieren, die einer echten Kommunikation im Wege stehen. Für Eltern ist die Schule in der Tat noch immer eine heilige Institution, in der sie nichts zu sagen haben, und in der der Lehrer «par définition» immer Recht hat. Durch gezielte Bildungsarbeit im Interesse des Kindes will die APEN diese Vorurteile abbauen, und die Basis für eine rationale Austragung von Konflikten schaffen.

In kurzen Texten, jedoch in einer bewußt polemischen, allgemein verständlichen Sprache, sollen anhand von konkretem Zahlenmaterial gewisse schulische Mißstände dargelegt werden, um auch auf diese Weise einen Bewußtseinsbildungsprozeß in die Wege zu leiten. Themen wie Sinn oder Unsinn der Aufnahmeexamen, die Schulmündigkeit, oder etwa das Sitzenbleiben bieten in dieser Hinsicht sicherlich genug Zündstoff.

Die APEN hofft mit diesen Aktivitäten endlich den abstrakten und realitätsfremden Rahmen, in dem die Diskussion über die Schulreform bisher stattfand, zu sprengen, und eine Atmosphäre der Bereitschaft zu schaffen, in der ein fruchtbarer Ideenaustausch zwischen Eltern und Lehrer möglich ist. Denn daß ein echter Bedarf nach mehr Information seitens der Eltern besteht, darüber gibt es wohl keine Zweifel mehr. Es lag bisher nur nicht im Interesse der Lehrer, daß die Eltern mehr als notwendig über ihren «Aktionsbereich» Bescheid wußten. Bestes Beispiel hierfür dürfte wohl die Tatsache sein, daß in vielen Schulgebäuden die Elternberatung gewollt zu Tageszeiten stattfindet, an denen die Eltern, wenn beide berufstätig sind, beim besten Willen nicht hingehen können. Elternmitbestimmung ist keine Utopie: ein erstes Modell besteht nämlich schon in Beles, wo jede Schulklasse über einen Elternvertreter verfügt. Bis die Elternmitbestimmung aber zur Selbstverständlichkeit geworden ist, dürfte noch etliche Zeit vergehen. Sie dürfte unseren Einschätzungen zufolge nicht minder schwer in die Praxis umzusetzen sein, als die Schülermitbestimmung...

a.w.

Revue NO 2 - 79

Wir schicken nach, dass die "revue" auf hemmungslose Weise Gratiswerbung für die APEN treibt.

Über den Bewusstseinsbildungsprozess, den diese Organisation in die Wege leiten soll, können sich die Kollegen ein Bild machen an Hand des Textmaterials von aw, das wir an anderer Stelle abdrucken. aw ist Präsident der APEN.

Aber auch dieser Reklametext bietet gedanklichen "Zündstoff": wie man mit "bewusst polemische(m)" Material "die Basis für eine rationale (sic) Austragung von Konflikten schaffen" kann, erscheint doch zumindest etwas fragwürdig. Aber von rationaler Logik hält Westernspezialist aw sowieso nicht viel!

AGESS-CGFP: Lehrerverband mit Ideen

LW 12/12/78

RéF - Nominierung der Professoratsanwärter, Schaffung von neuen Posten und Demokratisierung des Unterrichts: diese drei Forderungen vertritt jetzt die „Association Générale des Enseignants de l'Enseignement Secondaire et Supérieur“ AGESS-CGFP in einem vierzehn Seiten umfassenden Heftchen, in dem sich diese noch junge Lehrgewerkschaft vorstellt.

Die AGESS wurde durch Statutenänderung der früheren AJESS („Association des Jeunes Enseignants de l'Enseignement Secondaire et Supérieur“) gegründet und an die CGFP angeschlossen, wodurch sie besonders stark geworden ist. Nicht zuletzt dank der CGFP konnte der von AGESS und DNAP am 23. und 24. November veranstaltete Streik in der Form abgehalten werden, in der er stattfand, d. h. mit z. B. den vielen tausenden Flugblättern, die von der CGFP gedruckt wurden.

Die Ziele der AGESS sind recht verschiedenartig: neben der allgemeinen Interessenvertretung der Mitglieder soll eine Gesamtlösung in bezug auf die Stagezeit und die Nominierung der Professoratsanwärter gefordert werden, es soll innerhalb der CGFP zu einer Zusammenarbeit der einzelnen ihr angeschlossenen Lehrersyndikate kommen, es soll für eine von politischer und ideologischer Einmischung freie Schule und für ein unserer Zeit angepasstes Schulwesen gekämpft werden.

Und was die Schaffung neuer Arbeitsplätze im Unterrichtswesen anbelangt,

schlägt die AGESS-CGFP nicht weniger als neun Möglichkeiten vor.

Dazu gehören die Abschaffung der nicht technisch bedingten Überstunden, Ausweitung der Aufgabenbereiche der Lehrer (Förderkurse, Schülerorientierung, Zusammenarbeit der Lehrer usw.), Übernahme von Spezialaufgaben in den normalen Arbeitsplan der Lehrer, Weiterbildung usw., inklusive eine Forderung nach Herabsetzung der Arbeitsstunden von 21 auf 20 Einheiten.

Auch um eine Demokratisierung der Schule bemüht sich die AGESS, ja selbst dem „cycle intégré“ will sie sich nicht widersetzen (Allerdings wird nicht präzisiert, an welchem Typ von integriertem Unterrichtswesen die AGESS-Leute dabei denken).

Die AGESS hat sich auch immer wieder zusammen mit Vertretern der CGFP um Gespräche mit den politischen Parteien bemüht, um so zu einer Lösung der Probleme der Professoratsanwärter und Stagiare beizutragen.

Insgesamt scheint es, als hätten die Leute der AGESS eine ganze Reihe vernünftiger Ideen, die wesentlich zur Verbesserung nicht nur der Lage des Personals, sondern auch der Schule selbst beitragen könnten, ganz leicht zu verwirklichende Vorschläge, für die es im Ausland gute Erfolgsbeispiele gibt und die in einem wie auch immer reformierten Unterrichtswesen verwirklicht werden können, ja die selbst im augenblicklichen System für erhebliche Verbesserung sorgen täten.

- Etwas übersieht RéF in seiner Rezension des AGESS-Heftchens: dass es den tüchtigen und vernünftigen Leuten der noch jungen Lehrgewerkschaft gelungen ist, die Quasi-Einheit der Sekundarlehrer zu schwächen. Ob das von den vielen "tausenden Flugblättern" wettgemacht wird?
- Direkt ehrfürchtig berichtet RéF von den Demokratisierungsabsichten des CGFP-Ablegers; selbst dem "cycle intégré" will man sich nicht widersetzen! Immerhin hatte man ja auch von einem CSV-Modell gehört.
Und wer will es schon mit allen Politikern verderben!?

Etwas unverständlich erscheint der geradezu hasserfüllte Ton dieses Communiqués, wenn man bedenkt, dass Kollwelters Demission aus der DNAP-Führung Stein des Anstosses gewesen sein soll! Man stelle sich einmal vor, welche Töne die AGESS angeschlagen hätte, wäre René Kollwelter nicht freiwillig zurückgetreten.

Der Verdacht scheint deshalb gerechtfertigt, dass es nicht dieser konsequente Schritt war, der René K. den Zorn der AGESS einhandelte, sondern seine kritische Einstellung zum CGFP-Spaltungsmanöver. Wir hoffen bloss, dass René K. nicht zögern wird, die OGB-L-Spalter mit ähnlich unzweideutigen Worten vor einer weiteren Schwächung des Lehrersyndikalismus zu warnen. Sein parteipolitisches Engagement jedenfalls war für uns nie Anlass zu unfairer öffentlicher Schaumschlägerei. Dazu nehmen wir unsere politische und ideologische Neutralität zu ernst!

Die AGESS zum „Fall René Kollwelter“

Der (für wahlpropagandistische Zwecke?) um fast 4 Jahre verjüngte ehemalige DNAP-Sprecher René Kollwelter, geboren am 10.7.1949, zur Zeit noch ohne Abschlußexamen, hat sich jetzt entschlossen, auf Stimmenfang für seine Kameraden Krieps und Linster zu gehen. Den überraschten Mitstreitern in der Stagiarenfrage wurde brieflich mitgeteilt, daß sie künftig auf den Einsatz einer ihrer Anführer verzichten müssen.

Herr Kollwelter, vor einiger Zeit haben sie die Gründung der AGESS einen „Spaltungsprozeß“ genannt, „den man als typische kleinbürgerliche Reaktion bezeichnen kann“ (d'Alternativ Nr. 2, März 1978).

Könnte man nicht eher Ihr eigenes Verhalten als schizophren benennen? Zwei Monate nachdem Sie lautstark vor Kammergebäude und Ministerium gegen die Verantwortlichen protestiert haben, sind Sie jetzt bereit, Hand in Hand mit denen zu arbeiten, die den jungen Lehrern noch immer das Schreckgespenst der Arbeitslosigkeit vor Augen halten. Schizophrenie vielleicht, gar Opportunismus oder . . . ?

Wir erinnern uns jedenfalls, daß Kollwelter „spontanen Applaus“ fand, „als er vor 'den Freunden der letzten Stunde' warnte“ (Zeitung, 24.11.1978). Diese Warnung haben wir uns gemerkt!

Der Vorstand der AGESS

Zeitung 09/02/79

Die AGESS und die Abschlußexamina

Der Vorstand der AGESS (Association Générale des Enseignants de l'Enseignement Secondaire et Supérieur) stellt fest,

daß Forderungen in bezug auf eine substantielle Erhöhung der Examensentschädigungen gerechtfertigt sind; betont,

daß Forderungen nach kleineren Klasseneffektiven und nach Reduzierung der wöchentlichen Unterrichtsstunden von der AGESS seit längerer Zeit bei jeder Gelegenheit im Unterrichtsministerium sowie bei den Abgeordneten vorgebracht werden. Dies ist umso wichtiger, weil auf diese Weise zur gleichen Zeit eine Lösung des Stagia-problems beschleunigt würde;
bedauert.

daß eine Professorenvereinigung auf ihre angedrohte gewerkschaftlichen Maßnahmen verzichten will, wenn die Forderung nach Erhöhung der Examensentschädigungen erfüllt wird, und so den Eindruck erweckt, daß sie dem Hauptproblem, nämlich der Anstellung aller Lehramtskandidaten mit bestandenem Examen, nur eine zweitrangige Bedeutung beimißt;
weist darauf hin,

daß die AGESS bis heute auf einen solchen Examensboykott verzichtet hat, weil dieser die Abiturienten zu sehr benachteiligt;

daß die AGESS die Einstellungsfrage als vorrangig betrachtet und deshalb den Schwerpunkt ihres gewerkschaftlichen Einsatzes weiterhin darauf legen wird.

Der Vorstand der AGESS

"t" 29/03/79

Die APESS

- freut sich über die Feststellung der AGESS betr. die "substantielle Erhöhung";
- stellt sich jedoch die Frage, wieso AGESS-Mitglieder bei diesbez. Einschätzung der Examensentschädigungen spontan zu den ausgelegten Kommissionslisten liefen;
- stellt fest, dass der Arbeitsaufwand der AGESS bezüglich Senkung der Klasseneffektive in umgekehrtem Verhältnis zu den steigenden Schülerzahlen steht;
- macht die jungen Kollegen darauf aufmerksam, dass sie etwas plumpe Unterstellungen in die APESS-Texte hinein interpretierten;
- stellt sich die Frage, wie das MEN reagiert hätte, wenn die AGESS ihre Mitglieder zum Examensboykott aufgerufen hätte;
- zeigt sich erheitert über die puerile Manie, den Namen der APESS ja nicht zu erwähnen;
- fand es deshalb auch nicht für nötig, der AGESS Publicity-Beihilfe durch eine diesbez. Richtigstellung zu liefern.

Am 27. Januar 1979 fand der Gründungskongress der OGJ statt. 114 Delegierte hatten sich zu diesem Kongress eingefunden (98 effektive, 16 Ersatzdelegierte), was beweist dass angesichts der wirtschaftlichen Krise von der die Jugend auf keinen Fall verschont bleibt, die Jugend sich ihrer Interessen annehmen möchte und nicht mitzusehen möchte, wie die Krisenlasten auf ihrem Buckel abgewälzt werden.

So beinhaltet das Programm verschiedene fortschrittliche Forderungen die

unter anderem durch Aenderungsanträge eingebaut wurden:

— Gegen die Arbeitslosigkeit, für alle Arbeitnehmer die 35-Stundenwoche ohne Lohnausfall und ohne Erhöhung der Arbeitsrythmen. Gezielte Arbeitszeitverkürzung für alle Arbeiter, die im Dreischichtensystem unter erschwerten Arbeitsbedingungen arbeiten.

— Herabsetzen der Klasseneffektive auf maximal 20 Schüler, Einstellung von mehr Lehrern und allen derweiligen Stagiarpfessoren.

Wir begrüßen selbstverständlich, dass die OGJ eine langjährige Forderung der Lehrerverbände in ihr Aktionsprogramm aufgenommen hat. Gleichzeitig möchten wir davor warnen, in dieser punktuellen Ubereinstimmung ein Indiz für eine sich anbahnende Annäherung zu sehen. Ist es doch gerade die Senioren-Organisation des OGJ, der OGB-L, welche die Lehrer aufruft, dem Syndikat Erziehung und Wissenschaft beizutreten. Begründung: es sei "absurd, dass 4500 aktive Lehrer sich in nicht weniger als acht Syndikate aufteilten, was es den jeweiligen politischen Verantwortlichen leicht mache, die Interessengegensätzlichkeit der einzelnen Lehrergruppen auszunützen".

Ist es, so gesehen, nicht noch absurder, den Lehrer-Syndikalismus durch die Schaffung einer weiteren Splittergruppe zu schwächen und zu polarisieren?

Dies dürfte allerdings die kleinste Sorge der OGB-Lehrer sein. Vorrangig werden andere Ziele visiert:

- "Die Abschaffung der Privilegierung einzelner Lehrerkategorien auf Kosten anderer und gleichzeitiger Schaffung der bestmöglichen Arbeitsbedingungen für die Gesamtlehrerschaft."
- "Die allgemeine Aufhebung des dreigliedrigen Schulsystems und der konsequente Aufbau eines Schulwesens, das im Interesse aller Schüler funktioniert."

Einheitsgehalt und Einheitssschule durchziehen als Leitmotive das Credo der Einheitsgewerkschaft. Wer will sich unter diesen Umständen der brüderlichen Umarmung von "Lehrern, Erziehern und Schulpsychologen" entziehen?

Diese Einschätzungsskala besteht aus 12 Gruppen von jeweils 4 Stellungnahmen. Diese Stellungnahmen geben ein Bild der Aktivitäten und des Verhaltens der Professoren.

Aus jeder Gruppe sollen sie die 2 Stellungnahmen auswählen, die auf den Professor am besten zutreffen.

Markieren Sie die beiden Stellungnahmen indem Sie die 2 entsprechenden KREISE anmalen.

Beispiel

	A	B	C	D
3 A nettes, sauberes Aussehen	*	*	*	*
3 B gute Kameradschaft besteht zwischen ihm und den Schülern	*	*	*	*
3 C hat Selbstvertrauen	*	*	*	*
3 D versucht ehrlich zu sein, hat Charakter und besitzt Integrität	*	*	*	*
<hr/>				
	A	B	C	D
4 A beherrscht die Sprache gut	*	*	*	*
4 B kennt sein Fach	*	*	*	*
4 C klare und gefällige Sprache	*	*	*	*
4 D versucht für seine Lehren Ausweichmöglichkeiten und verbessert sie	*	*	*	*
<hr/>				
	A	B	C	D
5 A erhält die Aufmerksamkeit der Klasse	*	*	*	*
5 B expliziert die Bewertungsmethode	*	*	*	*
5 C führt genau Buch über die Bewertung	*	*	*	*
5 D ist sich der Komplikationen u. Konflikten die der Schüler haben kann, bewusst	*	*	*	*
<hr/>				
	A	B	C	D
10 A verbindet das Thema mit der Lebenssituation	*	*	*	*
10 B bleibt beim Thema	*	*	*	*
10 C stimuliert die Schüler durch interessante Diskussionsfragen	*	*	*	*
10 D leitet einen Schüler während der Stunde	*	*	*	*
<hr/>				
	A	B	C	D
12 A hält sich an die geforderte Notengebung	*	*	*	*
12 B gut organisierte Vorträge und Prüfungen	*	*	*	*
12 C er gibt hohe Noten	*	*	*	*
12 D gute Disziplin bei ihm	*	*	*	*

Der Unterzeichnete gehört nicht zu denjenigen, die prinzipiell einen Wutanfall bekommen, wenn sie das Wort Test oder Meinungsumfrage hören. Er sieht auch keine Majestätsbeleidigung darin, Schüler, im Rahmen einer ernsthaften Untersuchung, über deren Vorstellung von ihren Lehrern und den Lehrern schlechthin zu fragen. Was der Autor* obigen Tests sich allerdings gedacht hat, ist schwer ergründbar. Vielleicht wollte er bloss seinen Chef von der unumstößlichen Notwendigkeit Überzeugen, dass sich zumindest für ihn Rezyklierungskurse in Deutsch aufdrängen?!

Cf

Die Sünden der Vergangenheit

Wenn jetzt nach Jahrzehnten klerikaler Mißwirtschaft im Erziehungsministerium die christlich-soziale Schulpolitik praktisch bankrott erklären muß und die von den CSV-Ministern in die Welt gesetzten Fehlentscheidungen wie überreife Eiterbeulen platzen, dann hat es laut „Luxemburger Wort“ auf einmal „wenig Sinn, jetzt über die Sünden und Fehler der Vergangenheit zu philosophieren“.

Im Gegenteil: „Parlons-en“!

Denn wenn heute Professoren, Studenten und Eltern gemeinsam dagegen protestieren, daß der Bau des Neuen Lyzeums in Luxemburg plötzlich für eine unbegrenzte Zeitdauer verschoben wird;

wenn die Schüler der „Collèges d'Enseignement Moyen“ von Luxemburg und Pétingen sich dagegen revoltieren, daß sie vor Schulabgang stehen und weder wissen, wie das Programm des Abschlußexamens aussieht, noch was sie mit ihrem stolzen Diplom anfangen können;

und wenn in praktisch sämtlichen mittleren Lehranstalten des Landes die Schüler sich zu 30, 40 und mehr in einer Klasse zusammenpferchen müssen;

dann ist es die Schuld der gleichen CSV-Bonzen und -Parteigänger, die heute im Brustton der Ueberzeugung erklären, sie würden „uneingeschränkt“ den Ruf der Schüler und Eltern nach „endlicher Klärung“ der gegebenen Situation unterstützen.

Die heutige verfahrenere Situation im Schulwesen kommt nicht von ungefähr. (...)

Für den Sekundarunterricht wurde dagegen praktisch nichts getan. Wenn einmal ein neues Gebäude errichtet wurde, wie z. B. das neue Athenäum in Luxemburg, dann wurde daraus ein Luxuspalast, an dem während Jahren gebaut wurde und der bei seiner Eröffnung schon nicht mehr den Erfordernissen genügte.

Das Fazit dieser kurzsichtigen Politik: Ueberfüllte Schulen, zu große Klassen, in denen die besten Unterrichtsmethoden nichts fruchten und in denen die besten Professoren ihre Kräfte verschleißen.

Und in einem solchen Moment geht dann die Regierung hin und stoppt die Vollendung des bisher einzigen rationell gebauten Lyzeums des Landes.

Doch den Herren von der CSV kommt es auf eine weitere Sünde nicht an. Ohnehin ist ihr Sündenregister schon längst überzogen.

Robert Goebbels

Der uneigennützig Streik der Professoren

In sämtlichen Sekundaranstalten des Landes streiken heute die Professoren.

Die Professoren wollen jedoch mit ihrem Proteststreik keine persönlichen Vorteile — etwa eine Gehaltserhöhung — erhalten. Nein, sie protestieren völlig uneigennützig im Interesse ihrer jetzigen und zukünftigen Schüler, für die sie anständige und genügend große Schulbauten verlangen, die überdies den Erfordernissen eines modernen Unterrichts gemäß eingerichtet werden sollen.

Die Haltung, die der zuständige Minister, Herr Dupong, angesichts dieses Streikes einnimmt, ist um so verwerflicher. (...)

Wir sind überzeugt, daß die Mehrheit der Luxemburger heute auf seiten der uneigennützig streikenden Professoren steht, und nicht auf der Seite eines Ministers, der sein schlechtes Gewissen durch wilde Gebärden und plumpe Einschüchterungsversuche übertünchen möchte.

Robert Goebbels

"t" Dezember 1969

- Wir nehmen an, LSAP-Generalsekretär R. Goebbels steht auch heute noch zu dem, was er anno domini 1969 geschrieben hat. Im 22. Sitzungsbericht der Kammer konnte man folgendes lesen (Staatssekretär Linster dixit): "die Schülerzahl (ist) in den letzten 4 Jahren um 20% gestiegen und die Zahl der Klassen um 18%." In anderen Worten: seit 4 Jahren hat sich an den Klasseneffektiven der postprimären Schulen nichts fundamental geändert. Darf man es der APESS unter diesen Umständen verübeln, dass sie auch nach 74 noch für das eintrat, wofür sie sich 69 eingesetzt hatte?
- Die APESS, 1969 wegen ihres "uneigennützig Streiks" von der Opposition zu einer Vorhut demokratischer Initiativ-Gruppen hochstilisiert, geriet nach dem Regierungswechsel zunehmend in das Kreuzfeuer linker Hurra-Journalisten. Duldete man anfänglich noch unter allerlei dialektischen Windungen, dass die Stagiare streikten, so fiel man bersekerhaft über die APESS her, als diese sich erdreistete, mit den jungen Kollegen solidarisch vorzugehen. Und als sie dann gar zum Boykott des Abiturs aufrief, da war man drauf und dran, die einstigen demokratischen Musterknaben als Volksfeinde zu verteufeln.

Splitter & Späne

Sorgen

Wenn es in einem Land auf völlig verschiedenen Gebieten zu Streiks kommt und mit weiteren Streiks zu rechnen ist, dann ist irgendetwas faul in der Regierung dieses Landes, und die Feststellung liegt nahe, daß die betreffende Regierung gedankenlos in den Tag hineinlebt. Wenn die klerikale Presse nun aber schreibt, daß sich die Regierung gerade heute einen Haufen Sorgen macht, dann bedarf das einer Richtigstellung.

Es ist nicht die Regierung, die sich nun plötzlich Sorgen macht um das Wohlergehen der Bürger. Der einzige, der sich in unserm Land wirklich Sorgen macht, das ist der Bürger selbst, der ernstlich

daran zu zweifeln beginnt, ob verschiedene Minister überhaupt die nötige Baggage besitzen, um die an sie gestellten Aufgaben sachgerecht und zufriedenstellend lösen zu können.

Die Aussperrung

der Schüler und Professoren am vergangenen Dienstag gibt jedenfalls für die ministerielle Abdankung ein beredtes Beispiel ab. Diese Aussperrung war eher ein Feigheitsakt als ein Akt ministerieller Kraftmeierei. Der Grund: Hätte der Erziehungsminister die Schulen nicht offiziell schließen lassen, so hätte er den Professoren einen Gehaltstag abknöpfen müssen, wie dies ein gewisser Pierre Dupong beim Eisenbahnerstreik 1949 tat. So aber erhalten die Professoren staatlicherseits eine 100prozentige Streikunterstützung.

Die Regierung war zu feige, um es auf eine Machtprobe ankommen zu lassen!

"t" Dezember 1969

Obenstehenden Reflexionen aus dem Jahre 69 ist eigentlich nichts hinzuzufügen. Die schonungslose Kompromisslosigkeit, mit welcher der anonyme "t"- Luussert die politischen Folgerungen aus dem 69er Streik der Professoren zieht, nötigt Respekt ab.

Unser Respekt aber wäre ohne Zweifel aufrichtiger, hätte man sich bei den 78/79er Streiks ähnliche "Sorgen" gemacht!

DOSSIER:

LE

TRONC

COMMUN

Kritik an der Orientierungsstufe

FAZ

Reu. FRANKFURT, 27. Oktober. Die integrierte Orientierungsstufe kann nach Auffassung der Bundesvereinigung der Oberstudiendirektoren in der Praxis nicht leisten, was ihr durch die Theorie aufgegeben wird. Leitgedanke der Orientierungsstufe ist eine stärkere soziale Angleichung, die dadurch bewirkt werden soll, daß die Schüler aller Leistungsgruppen zwei Jahre länger als in der Grundschule beisammen sind und daß über ihren weiteren Schulweg nicht schon nach vier, sondern erst nach sechs Jahren entschieden wird. Dabei taucht die Schwierigkeit auf, wie Schüler mit unterschiedlicher Lernfähigkeit und unterschiedlichem Lerntempo gemeinsam und zugleich individuell gefördert werden können.

Dieses Problem ist nach Darstellung der Oberstudiendirektoren, weder was die Lerninhalte noch was die Vermittlungsmethoden angeht, befriedigend gelöst worden. Vielmehr kämen sowohl die leistungsstarken als auch die leistungsschwachen Schüler dabei zu kurz.

Leistungsstarke Schüler ließen sich zugunsten der Gruppe nur mit fragwürdigen Kunstgriffen zurückhalten. Leistungsschwache Schüler würden trotz aller Rücksichtnahme überfordert. Dies führe in der Regel zu Aggressionen. Störungen der Lerngruppen durch unter- oder überforderte Schüler liefen aber auf die Bildung leistungsorientierter Untergruppen hinaus, die das dreigliedrige Schulwesen widerspiegeln und die Gefahr der Minderachtung der Lernschwächeren nicht verringerten, sondern erhöhten.

In einer Stellungnahme erklärte die Bundes-Direktoren-Konferenz daher auf ihrer Jahrestagung in Stuttgart, es bedürfe nicht des Umwegs über die integrierte Orientierungsstufe, um eine stärkere soziale Angleichung zu erreichen. Die bestehenden Schulformen könnten diese Aufgabe durchaus erfüllen, wenn ihnen so gute Bedingungen eingeräumt würden, wie man sie seit Jahren nur der integrierten Orientierungsstufe und den Gesamtschulen gönne.

Genau dies und nichts anderes haben wir seit Beginn der "Tronc commun"-Diskussion zu bedenken gegeben, ohne natürlich unsere Zweifel mit hierzulande gewonnenen Erfahrungen untermauern zu können. Was uns prompt den Vorwurf einbrachte, wir würden Vor-Urteilen nachhängen und billige Panikmache betreiben.

Selbstverständlich gibt es auch Positives aus dem Ausland zu vermelden; aber es geht nicht an, nur die genehmen Stimmen anzuführen. Wie es ausgiebigst auf COMFUS-Seite geschah. Fairer und intellektuell ehrlicher wäre es jedenfalls gewesen, das "Tronc commun"-Projekt erst einmal ernsthaft auf die Probe zu stellen.

Es grenzt jedenfalls schon an Scharlatanerie, sich selbst zu bescheinigen, die "Neue Schule" müsse ganz einfach ein Erfolg werden. Bevor sie überhaupt funktioniert.

Rundtischgespräch: Nur die CSV gegen den Tronc Commun

Auf Anfrage der Regierung strahlte RTL gestern ein Rundtischgespräch zwischen Vertretern der fünf luxemburgischen Parteien über den Tronc Commun aus.

An der Diskussion beteiligten sich Albert Goedert (SdP), Aly Schroeder (LSAP), Zénon Bernard (KP), Carlo Meintz (DP) und Jean Pierre Kraemer (CSV). Der RTL-Journalist Róby Rauchs moderierte das Gespräch.

Rauchs der festgestellt hatte, daß alle Parteien sich über die Notwendigkeit tiefgreifender Schulreform einig wären und wollte wissen, wie sie zum Tronc Commun im besonderen stehen.

Aly Schroeder bekannte sich im Rahmen der LSAP bedingungslos zu dem Projekt.

Der CSV-Sprecher meinte das Projekt sei einerseits zu ambitiös, andererseits nicht ambitiös genug. Die Gefahr sei zu groß, daß dieser Schultyp Ignoranten heranbilde. Er meint, das Projekt halte sich nicht an einen Versuch, sondern wolle den Tronc Commun unwiderprüflich verankern. Dies könne die CSV nicht akzeptieren.

Zénon Bernard (KP) plädierte für eine sofortige Verallgemeinerung des Tronc Commun wie die LSAP es auch in ihrem Wormeldinger Programm gewollt habe.

Albert Goedert (SdP) möchte dem neuen Schultyp eine Chance geben und Carlo Meintz ist der Meinung, daß das Projekt nach den im langen Dialog entstandenen Änderungen gut sei.

Darüber befragt, wie sie in der Kammer über das Projekt abstimmen wür-

den, antworteten LSAP und DP mit „Ja“, die KP mit „nicht dafür“, die SdP werde „nicht dagegen“ stimmen und die CSV würde als einzige dagegen stimmen.

In der Folge zeigte sich, daß der CSV-Sprecher den Gesetzestext bei der Lektüre zumindest frei interpretiert hat und sich stark an seinen Professorenkollegen anlehnt. Mit einem Versuch könnte die CSV allerdings einverstanden sein, doch müsse dieser klar begrenzt sein.

Albert Goedert bestach durch seine Sachlichkeit und seine Unvoreingenommenheit. Dabei war er lange Zeit Lyzeumsdirektor.

Der CSV-Vertreter erwähnte ein CSV-Modell, konnte aber nichts Präziseres über dieses Modell sagen.

Aly Schroeder wies darauf hin, daß von den 19 bisher vorliegenden Gutachten deren 8 positiv, 3 nüanciert positiv, 3 nüanciert negativ und nur 5 wirklich negativ ausgefallen seien. Auf die Vorwürfe des Niveauverlustes, besonders auf sprachlichem Gebiet, konterte Schroeder mit der Feststellung, daß solche Behauptungen auf veralteten Texten fußen und daß laut neuen Texten die Sprachen aufgewertet wurden.

Alles in allem eine faire Diskussion, die darauf hinwies, daß zumindest in der politischen Landschaft die große Mehrheit für oder zumindest nicht gegen den Tronc commun ist. Allein die CSV möchte unbedingt contra sein auch wenn sie die Richtlinien des Projektes mit beiden Händen unterzeichnet.

M. d. B.

"t" 06/03/79

Irréversible . . . !

Expérience pilote . . .

ou généralisation camouflée du «tronc commun»?

- par Jean-Pierre Kraemer -

3) *Une expérience unique dans le cadre d'une école pilote.*

Cette position, prévue d'ailleurs dans la déclaration gouvernementale, n'est pas seulement recommandée par le souci légitime de donner à une réforme d'intérêt national une base scientifique et expérimentale sérieuse. L'exposé des motifs du projet de loi concernant le tronc commun reconnaît que «les arguments en faveur d'une telle solution ne manquaient pas. Il eut été tentant de lancer ... un essai pédagogique ayant comme cadre toute une école, tout un établissement scolaire, enseignants et parents d'élèves, voués à un idéal commun».

La formule d'une expérience pilote, sur base volontaire et réalisée dans des conditions scientifiques bien déterminées, présenterait en effet beaucoup d'avantages. Elle permettrait de décriper la discussion, d'accumuler des expériences, de composer plusieurs modèles possibles (p. ex. classes homogènes et classes hétérogènes), de réintégrer en cas de difficultés ou d'échec les élèves-cobayes dans l'ensei-

gnement traditionnel.

Il est vrai qu'en cas de réussite elle retarderait la généralisation de la réforme. Mais cet inconvénient est peu de chose en comparaison du risque énorme inhérent aux deux premières solutions.

D'autant plus que les quelques sages parmi les défenseurs du tronc commun nous mettent en garde contre la précipitation et les espoirs excessifs.

Il ressort de ce qui précède que tous les partis ne sont pas du même avis en ce qui concerne une expérience pilote. Le PC semble plutôt favorable à la première solution; les partis gouvernementaux et le PSD (avec quelques nuances) à la deuxième; le PCS à la troisième (avec cette restriction supplémentaire qu'il préconise un modèle très différent du tronc commun).

Bien sûr cette mise au point n'empêchera pas les promoteurs du tronc commun de brouiller à nouveau les cartes et de prêter au PCS des intentions qu'il n'a pas.

Espérons que ce jeu les amuse!

LW 06/03/79

Tronc Commun (3)

Nun zum pädagogischen Aspekt!

1. Der „tronc commun“ wird von vielen Pädagogen begrüßt und von vielen Pädagogen abgelehnt. Hoffentlich nur aus pädagogischen Gründen!

2. Der „tronc commun“ sichert von seiner ganzen Anlage her eine größere Chancengerechtigkeit. Wer behauptet, Chancengerechtigkeit sei ein rein politisches und keineswegs ein pädagogisches Problem, der ist im Herzen kein Pädagoge!

3. Der „tronc commun“ läßt sich nicht durchführen ohne die Pädagogen. Wer als Pädagoge vor dem „tronc commun“ zittert, hat kein Selbstvertrauen.

4. Der „tronc commun“ muß, um das Bildungsniveau zu halten, neue Methoden anwenden. Neue Methoden bedeuten mehr Arbeit für den Pädagogen. Das ist aber kein Grund, den „tronc commun“ abzulehnen, sondern ein Ansatzpunkt zu gewerkschaftlichen Forderungen, denen nie-

mand ihre Berechtigung wird abstreiten können.

5. Der „tronc commun“ droht, in rasch anbequemer Routine zu versanden, wenn ihm nicht in Form der bewährten traditionellen Schule eine Konkurrenz erhalten bleibt.

6. Wer das „tronc-commun-Gesetz“ als „irreversibel“ hinstellt, ist entweder unehrlich oder schlecht informiert. Ein Regierungsamendment zu Art. 27 sieht nämlich eine Übergangszeit von vier Jahren vor, während der jedes einzelne Experiment gestoppt werden kann.

7. Dem „tronc commun“ wird vorgeworfen, er stecke alle Schüler in einen Topf. Der traditionellen postprimä-

ren Schule wird vorgeworfen, sie stecke die Schüler in vier verschiedene Töpfe. Gehören Schüler gekocht?

8. Die Schule soll dem Schüler nicht Kochtopf, sondern Schule sein. Die traditionelle auf ihre Art, der „tronc commun“ auf seine.

9. „Tronc commun“ bedeutet Motivierung aller von der Schule Berührten. Er braucht daher die Zustimmung und die Mitarbeit der Schüler, der Eltern und der Pädagogen.

10. Der Pädagoge pflegt zum Schüler zu sagen: „Ich gebe dir noch eine letzte Chance. Der „tronc commun“ bittet den Pädagogen um eine erste Chance.“

Fernand RASQUIN

journal 26/03/79

Astrid Lulling resümierte die Haltung der Sozialdemokraten zum „tronc commun“-Projekt wie folgt:

Grundsätzlich sind die Sozialdemokraten bereit, einem wohl überlegten Modell eines „tronc commun“ eine Chance zu geben, dies jedoch nur im Rahmen eines begrenzten Versuchs, auf freiwilliger Basis, bei kompetitiver Koexistenz der bestehenden und erhaltenswerten postprimären Schulangebote.

Die Sozialdemokraten konnten dem LSAP-DP-Projekt jedoch nicht zustimmen, trotzdem der an sich leere Rahmen dieses Gesetzes nicht zu grundsätzlichen Beanstandungen Anlaß gab, weil der noch in 23 Reglementen festzulegende Inhalt der Versuchsschule den Abgeordneten nicht bekannt war. Weder über das Programm noch über die Klassenziele oder die Resultate der Bewertung lagen

Die SdP-Deputierte
Astrid Lulling
zum Tronc commun:
**Ein Ja der
Sozialdemokraten
zu kompetitiver
Koexistenz mit
ändern Schultypen,
bei strikter
Ablehnung der
sozialistischen
Eintopfschule!**

ausreichende Informationen vor, so daß ein positives Votum einem Blankoscheck gleichgekommen wäre. Allerdings sollen die ersten Versuchsklassen erst im Schuljahr 1980/1981 gestartet werden.

Astrid Lulling meinte, der Wähler habe es also auch in der Hand, zu verhindern, daß dem Land nach dem 10. Juni 1979 erneut ein Erziehungsminister beschert wird, welcher diesen Rahmen als ideologische Spielwiese für zweifelhafte Experimente benutzen könnte, wie das bei den derzeitigen politischen Chefs des Erziehungsministeriums zu befürchten wäre. Das Land brauche vielmehr einen Erziehungsminister, der dafür Sorge, daß unsere Schulen wieder mehr auf Leistung hinorientiert werden, damit jedem eine echte Chance geboten wird, seine Fähigkeiten und Talente so zu entwickeln, daß ihm, bei gutem Willen zu

echter Leistung, auch eine gerechte Chance gewährleistet wird.

Die Sozialdemokraten hatten bei den parlamentarischen Debatten vier Motionen eingebracht. Angenommen wurden die SdP-Motionen, welche

die Einführung paritätischer Erziehungsräte in allen Schulen befürworten,

die Schaffung eines „service d'innovation et de recherche pédagogique“ für alle Schultypen verlangen,

die Funktionalisierung des Verwaltungspersonals in allen postprimären Schulen fordern, und

die Gleichbehandlung aller 12- bis 15jährigen Schüler, betreffend Gratis-schulmaterial sichern.

Die Sozialdemokraten haben bei dieser Debatte wieder einmal ihre konstruktive Opposition unter Beweis gestellt.

FF
3/04/
79

Aus Kostengründen konnten wir nicht alle von der Presse veröffentlichten Betrachtungen unserer Parteien zum "Tronc commun" berücksichtigen. Man entschuldige auch, dass wir die Schere ansetzten, ansetzten mussten: die APSS-Kasse ist in letzter Zeit arg gebeutelt worden!

Wir veröffentlichen diese Textauszüge aus dokumentarischem Interesse: fast alle legen sie den Akzent auf den unumgänglichen Experimentalcharakter der "Neuen Schule". Es bleibt zu hoffen, dass die Politiker der verschiedenen Parteien diese Beteuerung ernst nehmen - auch wenn der Wahlausgang vom 10. Juni dieser oder jener Partei das Gefühl geben wird, sie hätte nun wieder einen "Blankoscheck" für fünf lange Jahre.

Anmerkung:

- Kollege F. Rasquin stellt fest, der "Tronc commun" brauche die Zustimmung der Pädagogen. Kommt diese Einsicht nicht reichlich spät?

- Seine augenzwinkernde Aufforderung, den "Tc" zum Anlass für gewerkschaftliche Forderungen zu nehmen, entbehrt nicht eines gewissen (unfreiwilligen) Zynismus, wenn man bedenkt, dass sich das Erziehungsministerium stur jeder Forderung der Sekundarlehrer verschloss und dass in Düdelingen schon ab 79/80 Freistellungen winken, die auf eine echte Diskriminierung der Kollegen in den Lyzeen hinauslaufen. Soll etwa auf diese Weise ein Keil getrieben werden zwischen die "unverfrorenen" elitären Professoren und die willfähigen Pädagogen der "ersten Chance"? Wir sind sicher, F.R. meinte es nicht so; wir sind aber genauso sicher, dass sein Rat-schlag von manchen so verstanden wird.

Le Tronc Commun – Une mise au point qui s'impose

Le ministère de l'Education nationale a communiqué à la presse une liste des associations et des conférences des enseignants dans les différents bâtiments scolaires qui ont donné leur avis sur le Tronc commun et, selon ce communiqué, les enseignants du Collège de Pétange se seraient prononcés pour la réforme préconisée: cette affirmation est fautive!

Si déjà le gouvernement a décidé de faire démarrer à tout prix une expérience pilote, qu'il le fasse dans le respect de notre tradition démocratique en tenant compte des droits des enseignants, des élèves et des parents d'élèves, et que pour cela:

1) les responsables communiquent à l'avance les bâtiments scolaires en cause et fassent connaître en même temps aux parents les objections formulées par les principales organisations concernées:

- la Fédération des Associations des Parents d'Elèves de l'Enseignement Post-primaire;
- l'association des enseignants la plus représentative dans l'enseignement post-primaire;

- l'association familiale la plus représentative du pays.

2) le gouvernement garantisse effectivement aux parents le libre choix de l'ordre d'enseignement pour leurs enfants. Ceci implique évidemment qu'une expérience pilote ne peut être tentée que dans une localité dans laquelle se trouvent aussi des établissements où fonctionne l'enseignement traditionnel (Esch-Alzette, Luxembourg, Diekirch-Ettelbrück).

Quelles que soient les intentions du gouvernement, il ne peut refuser à la longue de fournir une réponse non évasive aux questions suivantes:

1) n'est-il pas irresponsable de faire démarrer une expérience scolaire de cette envergure (et qui risque de compromettre sérieusement l'avenir des élèves) dans une ville ouvrière où la réussite scolaire constitue pour la majorité des enfants le seul moyen de promotion sociale?

2) comme le bilan final de l'expérience doit être objectif et comme, selon les dires des promoteurs du projet, cette école qualifie mieux, pourquoi le ministre de l'Education nationale a-t-il l'intention de doter les bâtiments du T.C. de plus de crédits que les autres bâtiments scolaires?

G. Floener

DIE SCHULREFORM:

TRIBUNE

LIBRE

DIE SCHULREFORM: BEDENKLICH UND UNÜBERZEUGEND.

Trotz des schönen Idealismus seiner grossherzigsten Verteidiger gibt es am Tronc commun-Projekt eine ganze Menge zu beanstanden, auch wenn man nicht Sekundarschullehrer(in) ist, in anderen Worten (aber nicht den meinen): privilegiensüchtig, CSV-hörig und voller Hass auf Arbeiterkinder (!) (als stammte nicht eine beträchtliche Anzahl Sekundarschullehrer selbst aus Kleinbürger- und Arbeitermilieu).

Gewiss, hochherzige Beweggründe und edle Ziele, der Ruf nach Gerechtigkeit und Solidarität mit den Unterdrückten - in diesem Fall der Luxemburger Schuljugend - das alles wirkte noch immer sehr überzeugend auf dem für seine Geduld sprichwörtlichen Papier, und es sind auch keineswegs Motivation und Ziele, sondern die angeblich alleinseligmachenden Mittel dazu, welche die Tronc commun-Gegner ablehnen. Gemessen an ihren Erfahrungen im Klassenzimmer, besonders in den letzten zehn Jahren, empfinden sehr viele Sekundarschullehrer das Projekt nun einmal als unrealistisch. Daran vermögen auch die üppig gespendeten Vorschusslorbeeren in der Presse nichts zu ändern. Ein sachliches Eingehen auf die APSS-Argumente wäre da überzeugender und sinnvoller als die fortwährenden Beteuerungen, mit dem Tronc commun würde nun alles, alles wieder gut.

In dem Zusammenhang (Tronc commun und Presse) erbittert mich besonders die Art und Weise, mit welcher die Tronc commun-Propagandisten die Sekundarschullehrer im Handumdrehen zu den allein Schuldigen an der Schulmisere abgestempelt haben. Ich bin es satt, den Buckel hinzuhalten für die Konsequenzen ausserschulischer Ursachen, für den verweichlichenden Einfluss der Konsumgesellschaft auf die Jugendlichen, für das Versagen der Eltern als Erzieher, für die Faulheit und Unbegabtheit so vieler Schüler, d.h. vor allem für die Folgen einer unverantwortlichen Demagogie im Schulbereich, die Jahr um Jahr Hunderte von unbegabten Schülern in die Lyzeen treibt, wo sie nur ihre Zeit verlieren und angesichts der unausbleiblichen Misserfolge oft verbittern. Den Lyzeen daraufhin die Schuld zu geben an den hohen (in Wahrheit noch zu niedrigen) Durchfallquoten, heisst das Pferd am Schwanz aufzäumen. Wenn die Primärschulen das ihre täten, und wenn das zur Farce degradierte Aufnahme"examen" seinen Namen verdiente, hätte man es nicht nötig, die Sekundarschulen auf den Kopf zu werfen, um die Zahlen der Versager zu senken.

Und warum werden ausschliesslich den bösen Professoren unlautere Motive unterschoben, sobald sie den Tronc commun nicht über den grünen Klee loben? Gibt es das etwa nicht: ressentimentgeladene Lehrer in den anderen Schulen, voller Neid auf die vermeintlichen Privilegien der Lyzeumslehrer? (Ich wüsste gern, auf welche). A propos: von den lautstärksten Tronc commun-Fans wird wohl niemand mehr da sein, wenn es gilt, in Zukunft die Suppe auszulöffeln, die sie im Begriff sind, ihren Kollegen einzubrocken. Wenn's soweit ist, werden sie wohl alle Direktoren, Attachés, Conseillers (usw.) sein und mit der Realität des Klassenzimmers noch soweit Kontakt haben wie dieser Tage das Gewimmel von Politpsychopädagogen im Erziehungsministerium, die alle soviel besser als die dummen Arbeiter in den Schulen wissen, was die Funktionen eines Lehrers sind - alles, nur nicht dies: präzises Wissen zu vermitteln!

Und gibt es das etwa nicht: ehrgeizige Eltern, die ihre unbegabten Kinder überfordern? Hinter dem APSS-Ruf nach Bewahrung des Bildungsniveaus mag manchmal Ständesdünkel stecken, aber ebenso sehr hinter dem Ruf nach Chancengleichheit die Frustration beleidigter Eltern, deren Sprösslinge sitzengeblieben sind. Das verwindet insgeheimer, väterlicher Genesstolz so leicht nicht, wobei es sich ironischerweise oft um dieselben Leute handelt, welche nach aussen die Existenz angeborener Fähigkeiten absolut leugnen und in der Entwick-

Lung des Menschen nur Umwelteinflüsse gelten lassen (1).

Wenig glaubwürdig aber ist in dieser Sache die angebliche Besorgnis der CSV um die Luxemburger Schulen. Als habe diese Partei jemals im Ernst Volksbildung und intellektuellen Fortschritt angestrebt! Als z.B. die Sozialisten und die Liberalen 1881 die grosse, demokratische Errungenschaft, die Schulpflicht für alle Kinder, auch die der Armen, in Luxemburg einführen wollten, stiessen sie sich am hartnäckigen Widerstand der Rechtspartei, welche gerade damals das sogenannte "Recht der Familienväter" auf die Erziehung ihrer Kinder entdeckte, ein Recht, das die Kirche jahrhundertlang mit Füssen getreten hatte. Als nun aber die staatlichen Schulen allen Kindern geöffnet werden sollten, da hetzte die Rechte gegen das Projekt, indem sie auf Unterstützung vonseiten jener reaktionären Bauern zählte, die ihre Kinder, statt in die Schule, lieber als billige Arbeitskräfte aufs Feld schickten.

Folgender Auszug aus einem Artikel eines damaligen "Wort"-Redakteurs gibt die wahre Einstellung der Klerikalen zu Volksschule und -bildung wieder: *"Wofern ich ein ruhiger Bürger bin, Steuern bezahle und meine sonstigen Pflichten gegen den Staat erfülle, muss der Staat zufrieden sein; ruhiger Bürger kann ich sein und meine Steuern bezahlen, auch wenn ich nicht lesen und schreiben kann ... Uns dünkt, dass (vor 20, 30, 50 Jahren) die öffentliche Sitte und Sicherheit besser standen als heute, wo der Unterricht verbreitet und zum Gemeingut geworden ist. Ist die Weltrevolution, der Sozialismus, nicht unterrichtet? Waren die grossen Verbrecher der Neuzeit keine gebildeten Leute?"*

Derselbe klerikale Obskurantismus trieb in den folgenden Jahrzehnten noch mannigfache Blüten. So bekämpfte die Rechtspartei 1912 die Einführung der Biologie in die Primärschulen, weil das Fach seit Darwins Entdeckungen über die Abstammung des Menschen als gefährlich für die Glaubwürdigkeit von Bibel und Kirche galt. Am schlimmsten aber gebärdeten sich "Wort"-Schreiber und Rechtsdeputierte, als zu Anfang des Jahrhunderts das erste Mädchenlyzeum Luxemburgs geplant wurde. Das Monopol der Nonnenschulen war bedroht, den Frauen sollte die akademische Laufbahn erschlossen werden! Unerhört, sowas! Jahrelang tobte der Kampf, bis die fortschrittlichen, antiklerikalen Kräfte 1910 den Sieg davontrugen. (A propos, es sieht nicht aus, als ob unsere vielen klerikalen Akademikerinnen die sich aufdrängenden Schlussfolgerungen aus dieser geschichtlichen Episode gezogen hätten, wenn sie sie überhaupt kennen).

Den klerikalen Kollegen steht die angebliche Angst um eine Niveausenkung im Tronc commun denn auch ziemlich schlecht zu Gesicht. Zu offensichtlich bangen sie in Wirklichkeit um die Zukunft der katholischen Privatschulen, deren tatsächliche Niveaulosigkeit und Verdummungstaktiken sie in Jahrzehnten nie beanstandet haben. (2) Ebenso wenig haben diese selbsternannten Kämpfer für Intellekt und Wissen jemals gegen die pädagogisch skandalöse Präsenz des keinesfalls niveaufördernden Religionsunterrichts in den öffentlichen Schulen protestiert - im Gegenteil! (3) - oder auch nur gegen die stiefmütterliche Behandlung des so gewichtigen Geschichtsunterrichts, der aus Zeitmangel kaum über Zusammenhänge aufklären und zu kritischem Denken anregen kann, sondern recht so angelegt ist, dem zukünftigen Stimmvieh jedes Interesse an Geschichte und Gesellschaftskritik von vornherein gründlich zu vergraulen (4). Ganz zu schweigen

- (1) Es ist aber bemerkenswert, dass die Föderation der Elternvereinigungen des postprimären Unterrichts (3/4 aller Eltern des pp. Unterrichts) sich einstimmig gegen den Tronc commun ausgesprochen hat.
- (2) Sie bangen ganz unlogisch, denn die Einführung des Tronc commun wird den Privatschulen mehr Schüler zutreiben, als sie jemals besaßen.
- (3) Der Religionsunterricht bleibt übrigens brav im Tc bestehen ... Die Luxemburger Schüler haben also nicht, wie anfänglich formuliert, die Wahl nur zwischen klerikaler Verbödung und Verdummung durch linke Schuldemagogie, sondern werden beide addiert geniessen dürfen.
- (4) Statt die gegenwärtige, fast bloss politische Geschichte durch mehr Unterricht in Kulturgeschichte zu erweitern, verschwindet Geschichte im Tc ganz.

vom flagranten Sexismus der Schulbücher- und programme, ein Problem, für das diese Leute höchstens dummes Gelächter übrig haben, wenn sie überhaupt wissen, was gemeint ist.

Damit aber den Stab zu brechen über alle klerikalen Tronc commun - Gegner in den Sekundarschulen wird der Wirklichkeit trotz allem nicht gerecht. Dazu ist das Problem zu vielschichtig. So kann auch eine ideologisch konservative Sprachenlehrerin (z.B.) ihr Fach gründlich, kompetent und pflichtbewusst lehren, Dinge, die im Tronc commun mit seiner dümmlichen Verteufelung der "Leistungsethik"(5) wohl nicht mehr ganz so "in" sein werden. In der Sicht seiner Befürworter scheint das Erlernen von Sprachen in erster Linie eine Art sinnloser Folter sz sein und sich auf ein stures Pauken von Regeln und Vokabeln zu beschränken, (wenngleich das natürlich nicht 'expressis verbis' im Gesetzprojekt steht).

Wie wenig Respekt und Verständnis diese Leute dem Sprachenstudium entgegenbringen, wie sehr es ihnen in der Hinsicht an Weitblick fehlt, das beweist z.B. die unglaubliche Behandlung, die im Tronc commun dem Englischen widerfährt. Da sind nur mehr zwei bzw. drei fakultative (!) Stunden auf 5e und 6e vorgesehen, gegen heute auf denselben Klassen 6 und 5,5 Stunden pro Woche, das absolute Minimum, um das Programme der Oberstufe zu ermöglichen. Zwar heisst es jetzt seit kurzem wieder, dass das Englische doch mehr Stunden abbekommen soll, so wie auch das Latein jetzt wieder durch ein Hintertürchen eingeführt werden soll, nachdem es zuerst aus dem Tronc commun verbannt worden war, (weil zu "elitär"?)

In andern Worten herrscht noch immer eine erschreckende Konfusion, was Programme und Lerninhalte betrifft, unverändert scheint nur die leistungsfeindliche Gesinnung der Verantwortlichen im MEN. Man bedenke nur die Implikationen der offiziell bekundeten Absicht, im Tronc commun Grammatik und Rechtschreibung nicht mehr so streng (?) zu bewerten. Dabei wird heute schon eine Menge Mist im Abschlussexamen notgedrungen mit genügend bewertet, ganz zu schweigen von der zunehmenden, von gewissen MEN-Reglementen der letzten Jahre geförderten Faulheit so mancher Schüler.

Ein einziger Artikel kann natürlich das komplexe und ad nauseam politisierte Problem dieser Schulreform nicht erschöpfen. Aber ich möchte doch noch ein paar Bedenken äussern und Fragen stellen, welche die Tronc commun - Anhänger in der Regel ignorieren.

So ist mir noch immer schleierhaft, wie und weshalb drei zusätzliche Jahre Gesamtschule auf einmal das Erreichen sollen, was sechs Primär - Gesamtschuljahre nicht zu Erreichen vermochten. Warum in aller Welt zu einem Zeitpunkt, da unterschiedliche Begabungen, Interessen, Fähigkeiten und Wünsche hinreichend bekannt sein dürfen, weiterhin sehr unterschiedlich begabte und interessierte Jugendliche unter einem grossen Dach zusammenstopfen?

Was übrigens an gemeinsamen Dach und Schulnamen "gewonnen" wird, geht einer mindestens ebenso wichtigen Gemeinsamkeit verloren, und zwar der Klasse als Einheit. Der sog. "Klassenverband" von ca. 12 bis 18 Jahre, dieses Zusammenwachsen und zusammen Wachsen derselben Gruppe junger Menschen vom Ausgang ihrer Kindheit bis an die Schwelle des Erwachsenseins, da Beruf, Ehe, Auslandsstudium usw. sie oft auf immer trennen, diese Einheit ist u.a. ein wichtiger Sozialisierungsfaktor, der nicht so ohne weiteres geopfert werden sollte.

Hinter dem hartnäckigen Bestreben aber, die Bezeichnungen "Handwerker"- und "Gewerbeschule" sowie "Lyzeum" im Sammelbegriff "Globalschule" zu ertränken, verbirgt sich meines Erachtens - ausser dem natürlich offen bezugten Wunsch nach grösserer, sozialer Gerechtigkeit - ein recht deprimierender Hass auf die Lyzeen als angebliche Schulen für (selbstverständlich alles ver-

(5) Ob die Leute auch von ihren Aerzten, Architekten oder auch nur Klempnern diese Verachtung für Leistung akzeptieren?

wöhnte) "bourgeois" Kinder und "privilegierte" Profs, sowie eine höchst widersprüchliche Verachtung für manuelle Arbeit. So behauptet zwar die politische Linke andauernd, das Handwerk müsse aufgewertet werden, was übrigens im Tronc commun nicht der Fall ist, versucht aber seit Jahr und Tag, möglichst viele Kinder ausgerechnet in die Lyzeen zu schleusen, u.a. mittels des skandalös vereinfachten Aufnahmeexamens, das nun auch noch ganz abgeschafft werden soll. Gewisse Leute sollten sich wenigstens konsequent sein in ihrer Verachtung für die "Intellektüllen", einmal abgesehen davon, dass sie selbst gewöhnlich auch keine Schwielen an den Händen haben...

Kaum sind aber die Tronc commun-Versuchskarnickel unter dem segensreichen, gemeinsamen Dach vereint, da werden sie schon wieder unter- und aufgeteilt. Anscheinend teilt sich leichter, was zuerst einmal durcheinander gewürfelt wurde, wohl nach dem Motto: Warum es einfach machen, wenn es kompliziert geht? Eingeteilt aber werden die Schüler in Gescheite und Dumme. Offiziell heissen die vorgesehenen Gruppen natürlich nicht so, aber glaubt da irgendeiner, die Jugendlichen seien so taktvoll und delikat, die Gruppen anders zu benennen und zu empfinden? In andern Worten riskieren die Gefühle der intellektuell weniger Begabten weit mehr verletzt zu werden als jetzt, wo junge Menschen, die für abstraktes Denken und intellektuelles Schaffen und Büffeln nicht besonders begabt sind, doch mit berechtigtem Stolz ihre manuellen Fähigkeiten in einer eigens für sie geschaffenen Schule ausbilden können, in einer Schule, die sich ihres Namens und ihrer Bestimmung nicht schämt und deshalb schlicht und richtig Handwerkerschule heisst.

Den Primat des Intellekts aber werden alle noch so aufgewerteten Bastelkurse der Welt nicht abschaffen können, und das ist auch gut so, denn entweder werden menschliche Vernunft und Wissen diese Welt retten oder gar nichts. Ob aber unsere jetzigen Lyzeen dem Anspruch gerecht werden, kritisches, schöpferisches Denken zu fördern und möglichst viel relevantes Wissen zu vermitteln, das steht auf einem andern Blatt. Da liegt noch vieles im argen, aber eine Verbesserung ist nicht über das Globalschulsystem zu erreichen, im Gegenteil: statt Verwässerung im Spielschultrend sind eine konsequentere Spezialisierung und eine schärfere Selektion vonnöten.

An der so arg verketterten Selektion kommt übrigens auch der Tronc commun nicht vorbei, wie sich seine Propagandisten auch winden und krümmen mögen. Und sie wird auf Basis von Schülerleistungen geschehen, par définition. Gehopst wie gesprungen also? Nun, eine Vielfalt von Stütz- und Hilfekursen soll der Tronc commun-Selektion jeden Schrecken nehmen. Ich befürchte aber das genaue Gegenteil: wie schon jetzt in den Sekundarschulen werden die sogenannten "ratrapage" -Kurse des öftern in sinnlose Quälkurse ausarten!

Die Kinder tun mir so leid. Da rackern sich denn jene hoffnungslosen Fälle, die unbedingt, aber leider - könnte man wirklich sagen - fleissig sind, zusätzlich zu den Schulstunden und den Hausaufgaben auch noch in diesen Kursen ab, und das Resultat? Zehn ganze Punkte (von sechzig!) auf dem Weihnachtszeugnis statt deren sieben oder acht! O, falsch verstandene Demokratisierung des Unterrichts, du hast viele Schülertränen auf dem Gewissen. Leichten Hauptes und leichter Hände aber sitzen fernab von der täglichen Klassenzimmermisere unsere Schulutopisten, die so munter die Illusionen der Kinder und ihrer Eltern zu schüren wissen, für die verlorenen Jahre, die Bitternis und die Enttäuschungen aber flugs die bösen Professoren verantwortlich machen.

Was die Förderung schwacher Schüler anbelangt, basiert die Tronc commun-Ideologie zu sehr auf dem aller Erfahrung Hohn sprechenden Dekret, angeborene Unterschiede gäbe es nicht im intellektuellen Bereich, da käme es allein auf Umwelt und Erziehung an. Dass intellektuelle Fähigkeiten und Interessen durch die Erziehung bis zu einem gewissen Grad geweckt und gefördert bzw. erstickt und abgestumpft werden können, ist nicht zu leugnen, aber

ebenso wenig, dass es angeborene intellektuelle wie physische Unterschiede gibt. Die Natur ist nun einmal nicht Kommunistin, wie der grosse Links-Journalist Cavanna schrieb, ob "Monsieur Ducon-Degauche" das in seinem grossherzigen Gerechtigkeitsdrang wahrhaben will oder nicht.

Die Förderung tatsächlich begabter, doch sozial benachteiligter Kinder aber setzt mit dem Tronc commun viel zu spät ein! Und das ist wohl der schwerwiegendste Vorwurf, den man dieser Reform machen kann. Für Kinder, die bis zu 12 Jahren durch ihre Herkunft in ihrer intellektuellen Entwicklung gehemmt wurden, kommt der Tronc commun als Ausgleich und Hilfe zu spät. Die allermeisten dieser Kinder werden in der "Eselgruppe" landen und sich minderwertiger vorkommen denn je. Da muss viel früher eingegriffen werden, spätestens in der Primärschule, aber eben da geschieht nichts. Sechs Jahre später aber soll der ganze postprimäre Unterricht auf den Kopf gestellt werden, um die in der Primärschule verpassten Gelegenheiten nachzuholen. Zwischen 12 und 16 aber geschehen keine Wunder mehr, denn was Händchen nicht gelernt hat,...

Wo bleiben unterdes die so oft geforderten und dringend benötigten Tagesstätten? Warum können die Kinder nicht über Mittag und nach Schulschluss in der Schule bleiben, dort essen, spielen, lesen, sich unter Aufsicht intelligent beschäftigen, statt auf die Strasse getrieben zu werden, wo dann die Hilfsbedürftigen herumlungern, oder aber im trauten Heim vor den Fernsehkasten beordert werden mit der Anweisung, Ruhe zu geben? Warum wird den bedauernswerten Immigrantenkinder nicht schon ab 1. Schuljahr das Studium der deutschen Sprache erlassen und auch ein Sekundarschul-Abschlussexamen mit z.B. Portugiesisch statt Deutsch für sie ausgeklügelt? Und warum wurde u.a. das unheilvolle "Bimbuch" immer noch nicht abgeschafft? Seit vor mehreren Jahren die irrsinnige Globalmethode des Lesenlernens eingeführt wurde, (so hat mir ein Primärschullehrer versichert, der übrigens Mitglied der sozialistischen Partei ist,) hat sich die Zahl der Dyslexiques verdoppelt: Statt aber zur bewährten a b, ab-Methode zurückzukehren, schickt man die Schüler in ein "Centre pour dyslexiques", wo also Lehrer, nachdem sie die Kinder falsch lesen gelernt haben, bezahlt werden, um sie nun vom falschen Lesen zu kurieren... Es ist tatsächlich schwer, keine Satire zu schreiben.

Und wo bleibt das Staatsinternat?! Es ist merkwürdig still geworden um dies vor (!) 1974 wenigstens einmal in der Woche von den Sozialisten entrüstet und ungeduldig verlangte Institut. Jedenfalls ist es mir ein Rätsel, wie der blosse Tronc commun all jenen Kindern helfen soll, die jeden Morgen um sechs aus den Federn müssen, um sich z.B. anderthalb Stunden lang durch sämtliche Moseldörfer nach Luxemburg schaukeln, d.h. rütteln zu lassen in einem stinkenden Bus, und abends nochmals dasselbe moselwärts. Auch nach Einführung des Tronc commun werden diese Kinder, zuhause angelangt, sich nicht mit frischem Kopfe an ihre Hausaufgaben machen.

Kurz, die Befürworter des Tronc commun wären ein gut Stück glaubwürdiger in ihrer Besorgnis um das Schülerwohl, wenn sie in diesen fünf Jahren etwas Konkretes zur Behebung obiger Misstände unternommen hätten, statt immer nur von kommenden Herrlichkeiten zu reden und sich in ein Projekt zu verrennen und zu verbeissen, das weniger denn je zu überzeugen vermag, am allerwenigsten diejenigen, die es im Klassenzimmer mit lebendigen Menschen zu tun haben und nicht mit den Abstraktionen, mit denen die Herren im MEN so gerne jonglieren.

Was haben diese Psychopädagogen uns nicht schon alles eingebracht! Alles im Interesse der Kinder, wohlverstanden. Wegen Platzmangels kann nicht des längeren darauf eingegangen werden, nur ein Beispiel möge mein Misstrauen erklären. Um den armen Kindern den Uebergang an die Sekundarschulen zu erleichtern, hatten die Psychopädagogen 1968 vorgeschlagen, die Zahl der Lehrer im ersten Jahr Lyzeum auf ca. 3 für sämtliche Fächer zu reduzieren, auf dass die Vielfalt der Gesichter und Typen die Kinder nicht zu sehr ermüden mögen! Die Idee scheiterte damals am Widerstand der Professoren, denn die

Schüler waren selbstverständlich nicht befragt worden. Sonst hätte man nämlich herausgefunden, dass für sie die Vielfalt an Profs und ihr rasches Einanderab-tösen das Herrlichste am Lyzeum überhaupt ist.

Was die jetzigen Reformvorhaben anbelangt, so sind die begabten und fleissigen Schüler einsetzt über die voraussichtliche Niveau-senkung, und die manuell begabten Kinder würden viel lieber ihren Interessen und Fähigkeiten entsprechend möglichst schnell und vollständig ausgebildet werden, (was nicht ausschliesst, dass auch in einer Handwerker- oder Gewerbe-schule die Liebe zu Büchern und zur Kultur geweckt und gefördert werden kann). Diejenigen aber, die weder intellektuell noch manuell begabt oder gewillt sind, zu arbeiten, werden es auch im Tronc commun nicht sein. Es gibt Menschen, die weder zum guten Handwerker und Arbeiter noch zum guten Akademiker das Zeug haben, und wäre es nur aus Faulheit; die aber werden sowenig mit 20 wie mit 12 oder mit 16 wissen, was sie mit sich und ihrem Leben anfangen sollen. Alle andern aber könnten, falls die Primärschulen ihre Orientierungs- und Förderungs-dienste verstärkten, bis zum relativ fortgeschrittenen Alter von zwölf Jahren wissen, in welchen Schultyp eintreten.

Immerhin erstreckt sich im angeblichen Modellfall Deutschland(6) (wo übrigens knapp 2% aller Schüler eine Globalschule besuchen!) der Tronc commun auf die Altersgruppe ca. 9 - 12 Jahre, die bei uns das 5. und 6. Schuljahr und die CO umfasst, weshalb das Athenäum z.B. vorgeschlagen hatte, die Tronc commun - Einteilung auch bei uns für jene Altersgruppe auszuprobieren, statt so lange damit zu warten und dann die Oberstufe heillos zu belasten. Aber das MEN befragt die dummen Profs seit Jahren ja nur, um mit unverhohlener Ver-achtung jedesmal das genaue Gegenteil von dem zu tun, was sie raten, (cf. die neue Ferienordnung, die Ernennung des Direktors des Escher Knabenlyzeums... damit fing es übrigens an). Warum wir überhaupt noch befragt werden ist uns allen ein Rätsel. Weshalb auch dieser Beitrag zum Thema, da seine Verfasserin weder Soziologin noch Psychologin noch Rechtsanwältin ist, sondern nur als Sekundarschullehrerin glaubt, etwas von den spezifischen Problem der Sekundarschulen zu verstehen(7), mit diesem Text genauso tauben Ohren predigen wird, wie es die Apess mit ihren grundvernünftigen Argumenten seit Jahren tut.

Schlussbemerkung: Ich habe hiermit, obgleich Mitglied, mein Herz nicht an die Apess verloren. Als Feministin und Antiklerikale will es mir in dem Klub nicht so recht behagen. Aber Arroganz und die Verteufelung Andersdenkender sind nicht weniger verachtenswert, nur weil sie von links kommen. Im Gegenteil!

Nelly Moia

ANMERKUNG:

Dieser Text wurde Anfang Februar (also vor den Parlamentsdebatten über die Schulreform) an die Redaktion des "Letzburger Land" geschickt, das eine Veröffentlichung verweigerte.

(6) Im andern Modellfall England aber ist mittlerweile das ganze Land entsetzt über die Resultate der "Comprehensive Schools" (der englischen Global-schulen).

(7) die dem Gesetz zufolge auf das Universitätsstudium vorbereiten sollen!

Quelle éducation?

Un film sur la vie de Simone de Beauvoir est sorti à Paris. Le Nouvel Observateur saisit l'occasion pour interviewer le personnage. Une question a provoqué une réponse aussi intéressante à analyser qu'embarrassante pour ceux qui sont lecteurs de cet auteur et qui ont tendance à voir sa vie et ses actions sous le signe de la générosité.

Voici cette question et cette réponse :

• Dans le film, vous évoquez votre expérience de professeur de philo. Or, vous ne vous intéressez qu'aux bonnes élèves. Tout ce qui était au-delà du troisième rang n'avait aucune espèce d'intérêt pour vous. C'est quand même un peu méprisant, un peu élitiste, non ?

S.B. — Mais bien sûr que j'étais élitiste ! Je ne sais pas ce qui se passerait si j'avais une classe maintenant. Je crois que je ne pourrais pas m'empêcher de m'intéresser aux bonnes élèves. Quoique ... Peut-être serais-je plus capable de comprendre ce qu'une mauvaise élève peut avoir comme problèmes, qu'il y a quand même quelque chose à tirer d'elle. Peut-être serais-je plus attentive. Au fond, je comprends mieux les gens qu'autrefois. Et puis, il paraît qu'à notre époque les rapports de professeur à élèves sont beaucoup plus libres, vivants, démocratiques. Du moins, c'est ce qui se passe avec de jeunes professeurs qui sont, disons, de gauche, ou tout simplement attentifs aux êtres. Même à l'époque, hors du rapport purement intellectuel, il n'y avait rien. Bien sûr que j'étais élitiste !

Plus loin, à la question : « C'est quoi, l'intelligence ? », elle répond : « (...) l'intelligence ne peut pas se définir en soi. Elle est liée à toute une manière de voir le monde, à ce qu'on appelle la sensibilité, l'attention. Or on n'est attentif que si l'on a de l'amour pour les gens, les choses. Ce n'est pas quelque chose d'abstrait, l'intelligence. »

N. Obs. 22 janvier 1979

Il est frappant combien ces passages se commentent les uns les autres, si on les rapproche de façon à ce qu'ils s'éclaircissent réciproquement. N'était la pudeur naturelle avec laquelle elle se penche sur son passé de professeur, Simone de Beauvoir, par ses réflexions sur l'intelligence, prononcerait sur son activité la plus définitive des condamnations. Elle a l'honnêteté de se regarder avec lucidité. À lire ce qu'elle dit au sujet de son comportement à l'égard des jeunes, on a l'impression qu'elle a échoué totalement sur le plan essentiel. Elle semble, d'après ses propres dires, avoir pratiqué ce qu'il y a de plus négatif et de plus inadmissible sur le plan des contacts humains : le refus de l'amour et de l'attention à ceux qui en ont le plus besoin. À soixante-dix ans, elle semble tenir le secret : l'intelligence se développe, s'épanouit dans les jeunes qui se sentent aimés : cela veut dire évidemment : compris, guidés avec bienveillance, encouragés.

Il est assez douloureux de lire qu'une personne comme Simone de Beauvoir, dont la pensée libératrice reste exemplaire, s'avoue disons : avoir été victime, en tant que profes-

seur, d'un système d'éducation élitaire au point qu'elle refusait l'attention, dans la classe, à ceux qui ne prenaient pas rang parmi les « bons élèves ».

Il est tragique, en un sens, pour une personne qui a beaucoup pratiqué l'écriture, communiqué ses expériences et ses réflexions, qu'elle se dise maintenant que peut-être elle serait plus capable « de comprendre ce qu'une mauvaise élève peut avoir comme problèmes, qu'il y a quand même quelque chose à tirer d'elle ». Il s'agit de voir ce qu'il y a de radicalement négatif dans une conception de l'enseignement qui repose sur une fausse notion de l'intelligence, qui refuse l'attention à ceux que cette attention ferait naître spirituellement, qui pratique le mépris des vrais problèmes. Professeur de philo qui s'adresse aux bons élèves, c'est-à-dire ceux qui sont capables de suivre et d'absorber les abstractions et de les reproduire de façon à donner au professeur le sentiment de la réussite. En les aimant pour la satisfaction qu'ils lui procurent, le professeur s'aime. C'est pur égoïsme. L'inhumanité dont est capable ce genre de professeur, nous le savons, n'est pas seulement sujet littéraire, bien que, il est vrai, elle l'ait été souvent dans notre siècle.

Il y a lieu de remarquer que Simone de Beauvoir en observant une évolution pédagogique, a pu changer de conception, de sorte qu'elle serait prête, maintenant, pour plus d'humanité.

La description qu'elle fait de sa façon de traiter discriminatoirement les élèves, de favoriser les bons et de négliger les mauvais, signale on ne pourrait de façon plus concrète le changement qu'il faut opérer dans

l'enseignement. Former des enseignants qui considèrent comme leur obligation morale la plus urgente la nécessité de donner à tous les élèves cette attention qui les aide à construire leur personnalité avec confiance, et sans qu'on les fasse souffrir parce que la nature et la société leur ont donné de mauvaises cartes. Il est blessant pour des jeunes et terriblement décevant d'avoir à faire à un professeur qui n'est pas disposé à comprendre « ce qu'ils peuvent avoir comme problèmes ». Le professeur qui réserve son affection aux bons élèves, se mire et s'admire en eux, jouit à travers leurs succès et laisse dans leur mutisme, au fond de la salle, ceux dont il ne sait pas qu'on pourrait « quand même tirer quelque chose » ; voilà cette situation douloureuse qu'on aimerait voir bannie une fois pour toutes de nos écoles. Le vrai pas en avant que l'enseignement fait à notre époque — et nous tentons de suivre au Luxembourg — consiste à accorder leur juste part d'attention à tous les jeunes et non seulement à une catégorie de privilégiés, comme le faisait l'école élitiste.

Simone de Beauvoir, parlant d'elle-même, sait bien préciser quelles sont les conditions sociales qui peuvent vous mettre dans les rangs des élèves « intelligents » : « Il se trouve que j'avais un entourage qui m'a permis de développer mes qualités. Or, j'avais une base affective très bonne, grâce à une enfance équilibrée, heureuse. Vous savez, quand on encourage les gens à être intelligents, ils le sont dix fois plus. »

Si les défavorisés rencontrent à l'école cette attention stimulante, alors le progrès se fait vers plus d'efficacité et plus d'humanité.

Nic Klecker

ELITE, ELITÄR, ELITISTE.

Dans l'article "Quelle éducation?" (L.L. 6/79) l'auteur s'attaque aux professeurs dits élitistes dont l'enseignement - je cite, les parenthèses étant les miennes - "repose sur une fausse (?) notion de l'intelligence, refuse l'attention à ceux que cette attention ferait (?) naître spirituellement, pratique le mépris (?) des vrais problèmes." Un tel professeur aime les bons élèves "pour la satisfaction qu'ils lui procurent, il s'aime lui-même. C'est pur égoïsme."

A part le fait qu'il m'est arrivé plus d'une fois d'aimer, bien plus que les bons, des élèves malheureusement incapables de suivre et ne me donnant aucune satisfaction comme prof, je ne puis être d'accord avec une définition aussi négative de l'enseignant élitiste. D'abord, égoïste, égoïste, c'est vite dit, mais qu'est-ce que cela signifie au juste? Qu'on me montre une seule activité, un seul mobile humain qui ne pût être réduit à de l'égoïsme! Même le martyr est égoïste, mais son échec apparent cache aux yeux de la foule sa vanité (souvent énorme) et son masochisme (fréquent). Et l'enseignement modèle, d'après l'article en question, celui qui vibre en premier lieu aux problèmes des élèves difficiles, n'est-il pas "égoïste", lui aussi, dans la mesure où il éprouve de la satisfaction, lui aussi, à voir enfin un brin d'intérêt ou de compréhension s'allumer dans les yeux de son élève, n'est-il pas en train de se féliciter de ses dons de pédagogue à ce moment-là? Il a bien raison, d'ailleurs, il peut être humblement fier d'être un outil efficace au service d'une bonne cause. Mais la satisfaction qu'éprouve le prof élitiste, qui vise et réussit à faire progresser autant que possible des enfants doués et avides de connaissances, n'est pas plus "égoïste" ou condamnable pour la simple raison qu'il s'adresse à un autre genre d'élèves et fait face à d'autres difficultés.

A la question "Quelle éducation?" je répondrai donc: une éducation qui soit efficace, dans quelque ordre d'enseignement que ce soit, le meilleur enseignant étant à mon avis celui qui vise l'efficacité, c'est-à-dire la transmission des connaissances prescrites par le programme à autant d'élèves que possible avec un minimum de gaspillage de temps et d'énergie. Bref, celui qui fait le boulot pour lequel on le paie.

Ceux qui exaltent la compréhension de l'élève mauvais ou difficile semblent, en effet, oublier qu'il existe des limites fort concrètes à l'exercice de ladite compréhension dans des classes normales, vu le nombre relativement restreint d'heures hebdomadaires passées dans une classe donnée, le nombre souvent élevé des enfants et la quantité de connaissances à faire assimiler entre septembre et juillet. Vu cette réalité des choses, il y aura certes toujours des incompris et des paumés, mais à part l'attribution d'un précepteur privé à chaque jeune en âge d'aller à l'école, je ne vois pas de solution totale du problème. Comprendre des élèves difficiles, c'est très bien, mais à condition que cela ne se fasse pas au détriment du reste de la classe et du programme à faire! Qu'on laisse enfin le prof "élitiste" faire son travail qui est d'instruire, au lieu de lui jeter des pierres, parce qu'il a avant tout horreur du gaspillage.

Mais aujourd'hui la mode pédagogique tend à négliger cette fonction essentielle de tout enseignement - instruire - au profit d'efforts qui sont plutôt du domaine de la psychiatrie, de l'assistance sociale et - de la famille! De transmettre de connaissances (belles et utiles), l'enseignant est censé se muter en "socializer", d'où négligence inévitable de sa tâche première, (car on ne peut pas faire tout à la fois) sans que pour autant le but soit atteint, car l'enseignant ne peut tout simplement pas remplacer les parents et/ou contre-carrer à lui tout seul l'influence de notre société qui pousse à la consommation

passive et abêtissante.

L'école ne peut offrir que ce qu'elle a en fin de compte de plus précieux: un certain savoir et l'art de s'en servir. C'est par là qu'elle est vraiment fidèle à sa mission qui consiste à fournir au futur adulte de quoi 1) gagner sa vie et 2) de la vivre de façon aussi riche et consciente que possible - s'il veut bien fournir l'effort que cela exige! Malheureusement une certaine pédagogie trop "compréhensive" aboutit justement à faire mépriser l'effort, intellectuel ou autre.

Mais la vie est restée dure et très peu "compréhensive", notre société reste une jungle (quoique à un degré moindre qu'autrefois). L'adulte y est bien obligé de travailler, qu'il ait eu une enfance malheureuse ou non et quels que soient ses problèmes psychologiques et autres. Il est donc effarant de constater à quel point beaucoup de jeunes ne semblent plus du tout se rendre compte des implications de ces vérités de La Palice. Elevés dans l'ouate et si souvent "compris" par leur entourage, surtout quand ils ne font pas leur devoir (notion démodée, il est vrai), ils risquent des lendemains qui ne chanteront guère, loin de là!

Ne seront pas enchantés non plus, entre autres, leurs futurs employeurs qui ont droit, il me semble, à ce que les diplômés qu'on leur présente aient un sens et indiquent un niveau de connaissances et de capacités réelles. Malheureusement force leur est de constater de plus en plus souvent, que ces bouts de papier ne représentent plus grand'chose, même et surtout ceux distribués à pleines mains par l'enseignement secondaire. Il est vrai que l'examen d'admission y est devenu une véritable farce et que le taux d'échecs dans cet ordre si souvent accusé d'élitisme est seulement de 19%, à comparer à celui du professionnel qui est de 34%!

C'est que depuis une dizaine d'années environ, sous l'impact d'un afflux immodéré d'élèves déclenché par des réformes ayant grandement facilité et l'accès au secondaire et le passage d'une classe à l'autre; sous la pression d'une opinion publique excitée contre eux par une politique scolaire démagogique; sous celle exercée des fois par leurs propres directeurs (surtout s'ils font de la politique) et de leur propre ministère qui ne leur témoigne que mépris et s'acharne à faire d'eux les boucs émissaires de tout ce qui ne tourne pas rond dans l'Education Nationale; et last not least, sous l'influence d'un mélange très humain de vanité professionnelle et de banale pitié pour les jeunes en surnombre, les profs du secondaire ont donc fini par rendre les armes, par diluer le contenu de leurs cours et par baisser le niveau de leurs épreuves au point où bon nombre de copies remises à l'examen de première constituent un scandale, une honte nationale!

Ça, le fruit de sept années d'études!? Ça, le résultat des sommes énormes englouties par exemple dans la construction d'écoles luxueuses, dans les traitements généreux des enseignants, dans les transports gratuits quotidiens de milliers de jeunes - c'est vraiment à se demander pourquoi on les déplace et trimballe de la sorte! Il faudrait un peu publier certaines de ces copies cotées satisfaisantes, afin que le contribuable, stupéfait, se rende compte à quoi mène une certaine "compréhension" dans le domaine pédagogique, à quelle disproportion entre les moyens mis en oeuvre et les piètres résultats. Bref, les bons sentiments, à eux seuls, ne suffisent pas plus à faire une bonne politique scolaire que de la bonne littérature.

Si l'école est censée préparer à la vie - qui est dure, faut-il vraiment le répéter? - il est de son devoir de ne pas encourager l'élève au laisser-aller, mais de l'aider à s'entraîner tôt à la lutte contre la paresse, contre l'aversion si humaine pour l'effort. C'est une lutte pénible (que les enseignants connaissent aussi!) toujours recommencée, et la plupart de nous tous, doués d'une volonté moyenne voire médiocre, avons besoin de contraintes continues pour faire notre boulot quotidien. Seulement, ceux qui dans leur jeunesse n'ont que rarement été obligés à rejeter le poids de l'inertie qui pèse sur nous tous, souffriront terriblement une fois confrontés au monde des adultes et à ces

exigences. Et seront coupables de leur désarroi, de leur fréquent recours aux drogues par exemple, aussi ces pédagogues gentils qui des années durant n'ont cherché qu'à leur épargner les efforts pénibles, la peur de l'échec, (qui peut être fort salutaire) comme l'échec lui-même (qui peut l'être tout autant). C'est qu'ils n'ont évidemment pas été capables de faire suivre leur "angstfreie Schule" d'une "angstfreie Gesellschaft" et d'une vie, elle aussi, sans peur et sans la nécessité de savoir aussi digérer des échecs.

Je ne nie pas les échecs qui écrasent, la peur qui paralyse. Mais c'est justement à cause de cela qu'il faudrait être plus réaliste et même "élitiste"(!) dans le domaine de l'éducation. Je m'explique à être élitiste, croire en l'existence d'une élite humaine, ce que je fais - je la vois surtout énergique, courageuse, intelligente et généreuse - ce n'est pas pour autant ne pas comprendre les élèves faibles, mous, peu doués. C'est justement parce qu'on les comprend, qu'on veut leur épargner des tâches trop exigeantes se soldant inévitablement par des échecs humiliants et amers. J'ai vu trop de ces jeunes peu ou pas doués pour les études intellectuelles, attirés dans nos lycées par une propagande qui les faisait croire en des dons qu'ils n'avaient pas, ou poussés par des parents avides de réaliser à travers eux les rêves qu'ils avaient été incapables ou empêchés de vivre eux-mêmes.

D'un autre côté les élèves doués et travailleurs, quasiment honnis aujourd'hui pour s'intéresser encore à la matière enseignée, eux aussi ont droit à une éducation qui tienne compte de leurs dons, ne gaspille pas leur temps et leurs chances à eux, ne les frustre pas dans leur soif de connaître. Quoi d'étonnant à ce que, dans un secondaire qui se mue de plus en plus en une espèce de Tronc commun inofficiel, ceux-là soient à la longue dégoûtés par l'école, exaspérés par le rythme trop lent des cours? Bref, il est aberrant, sous prétexte de démocratie, de générosité, d'anti-élitisme (etc etc) de mélanger dans un même ordre d'enseignement des jeunes aux aptitudes trop différentes. Cela doit se terminer dans la frustration pour les uns comme pour les autres, pour ceux qui n'arrivent pas à suivre malgré leurs efforts et la baisse de niveau, comme pour ceux que les cours dilués lassent et écoeurent.

Et soyons charitables! songeons aussi un moment aux profs qui se demandent des fois pourquoi ils ont fait certaines études, s'ils ne sont plus censés transmettre leurs connaissances. Après tout, la plupart ont choisi leur matière, parce qu'ils l'aiment et la croient utile. Il leur est dès lors pénible de se voir 1) confrontés à une opinion publique hostile parce que, ô ironie, ils essaient de faire leur boulot, d'enseigner ce qu'ils ont appris, 2) confrontés d'autre part à des classes incapables de suivre ou complètement avachies. Car cela aussi existe, la catégorie florissante des petits flemmards malins qui profitent pas mal d'une certaine indulgence aveugle de mise aujourd'hui et qui, au bout de sept ans de fainéantise, remportent, triomphants, un diplôme absurde. Mais gare à qui oserait les déloger, ces cancre cyniques: il se ferait reprocher son manque de compréhension pédagogique pour l'absence de motivation des chers petits!

En résumé un souhait final: que nos lycées deviennent enfin des boîtes où l'on travaille et qui aient justement cette réputation-là: à savoir qu'on y boulotte dur et que fréquenter ces établissements revient à devoir faire certains sacrifices, par exemple limiter le temps passé dans les cafés, les discothèques et devant le poste de télévision. Certaines choses sont incompatibles, et ce n'est pas la faute aux profs s'ils le sont, si l'acquisition de connaissances, d'une bonne culture générale prend du temps et fatigue. Ars longa vita brevis, on ne le répétera jamais assez.

LE SEXISME ET LES TIRÉ-AU-FLANC

Récemment, un certain Centre de Recherches Pédagogiques, déjà tristement célèbre par telles élucubrations incompréhensibles tout aussi qu'indigestes, a lancé un nouveau ballon d'essai. Il s'agit de constituer un groupe de "fans" qui s'occuperont du sexisme dans nos écoles. Voilà vraiment un travail indispensable, urgent et hautement profitable à notre enseignement. Nos pauvres petites (et grandes) élèves attendent certainement avec impatience qu'on leur offre enfin des textes dignes de leur attention féminine. Jusqu'à présent elles se sentaient fort mal dans leur peau de femme, souffrant de moults complexes de frustration, de castration et autres infériorités. Désormais, grâce aux manuels revus et corrigés par les spécialistes du mouvement anti-sexiste, elles apprendront enfin qu'à toutes les époques, il y a eu des femmes qui, comme dirait l'autre, avaient les couilles au cul. Malheureusement, dans ce bel élan en faveur de la libération des femmes, mon esprit pervers croit déceler des motifs pour le moins ambigus. En effet, les activistes dudit Centre de Recherches Pédagogiques me rappellent certains événements qui se sont passés il y a une bonne trentaine d'années. A cette époque, vivait une espèce particulière de suidés, appelés "Etappenschweine". Ces cochons-là se distinguaient par leur couardise et ne craignaient rien davantage que le feu des canons. Pour échapper à ce danger, ils érigeaient autour de leur précieuse personne des remparts infranchissables de paperasses. A l'abri de ces murailles imprenables, ils menaient allègrement le trop fameux "Papierkrieg" aux dépens des autres pauvres cochons qui se faisaient gentiment écorcher à Stalingrad ou ailleurs.

Or, il me semble trouver des parallèles. Nos activistes du Centre s'abritent également derrière des murailles de paperasses. Pourquoi? Vous l'aurez deviné depuis longtemps: ils ont peur de pénétrer dans une salle de classe et de devoir faire face à une trentaine de gosses. Ils ont la trouille, ces pauvres, car le matériau vivant est autrement coriace que l'encre et le papier. De plus, dans les tranchées, il y a peu de gloire à acquérir, car le Haut Etat-Major lui-aussi, se tient à distance. Lui-aussi préfère établir des plans mirifiques et opérer - ... sur le papier. Ainsi, on est en bonne compagnie. Aux sans-grades, aux simples poilus de se débrouiller sur le terrain, dans des bâtiments tout juste bons à servir de porcherie, avec des classes surchargées et une solde de deuxième classe. Eux, se réservent la haute stratégie, une place au soleil et de petits extras pour arrondir les fins de mois.

Question: Quel homme de génie avait lancé la phrase: L'enseignement mène à tout, à condition d'en sortir?

ADIEU, MONSIEUR LINSTER!

Lors du changement intervenu au Ministère de l'Education Nationale après les élections législatives de 1974, les professeurs de l'enseignement secondaire étaient fiers et optimistes pour l'avenir: un des leurs, le collègue Guy Linster, faisait partie de l'équipe gouvernementale comme Secrétaire d'Etat. Enfin le Ministère de l'Education Nationale était sous la responsabilité d'une personne connaissant à fond les problèmes de l'Ecole!

Mais rapidement les professeurs devaient se rendre compte qu'ils s'étaient trompés sur la personne de leur 'ancien collègue'.

La première mesure concrète prise par le SEEN (d'aucuns prétendent que ce fut également la dernière!) fut l'abolition de l'examen de passage en automne 1974. Cette mesure, prise pour plaire au grand public, était à l'encontre de l'avis de l'APÉSS qui jugeait l'abolition prématurée et mal préparée. Et le 9 novembre 1974 on pouvait lire au "tageblatt":

"..Natürlich begnügt die Regierung sich nicht mit der einfachen Abschaffung des Passage-Examens. Sie hat eine andere, zeitgemässe Lösung parat. Künftig sollen sämtliche Prüfungen des Orientierungszyklus (septième, sixième, cinquième) standardisiert werden... Man will noch dieses Jahr mit dem neuen System beginnen. Also: 1975 ist das Passage-Examen passé, und in der höchsten Orientierungsklasse, der 5e, wird mit den standardisierten Prüfungen angefangen.."

J'ai cité l'affaire de l'examen de passage, pour montrer la façon de gouverner du SEEN: de grandes phrases, beaucoup de promesses, un tas d'idées confuses non élaborées, et rien de concret!

On pourrait faire des remarques analogues au sujet du Tronc Commun. Les résultats de la Commission de Fusion donnaient lieu à des discussions passionnées. Le premier document ministériel sur le Tronc Commun a été publié dans le Courrier de l'Education Nationale (NO A4/77). Quel chemin a été parcouru entre ce document et le texte de loi voté récemment à la Chambre des Députés! Si le SEEN avait engagé des professeurs dans l'élaboration de cette réforme et non des pseudo-pédagogues, s'il avait accepté le dialogue avec l'APÉSS, s'il avait évité toutes les maladresses à l'égard du corps enseignant du secondaire, alors le Tronc Commun aurait certainement trouvé l'appui de beaucoup de professeurs.

On pourrait continuer la liste des faux pas que le SEEN a commis, en analysant les problèmes suivants: affaire ECG, régime des vacances, stage pédagogique, instruction sur les notes scolaires, nomination des aspirants-professeurs, indemnités d'examen, planification des besoins en personnel enseignant, grève etc. Partout on peut avoir l'impression que le SEEN a voulu chercher le conflit - à tout prix.

A part le problème de la nomination des aspirants-professeurs, on pourrait riposter que ce sont des questions secondaires qui ont été soulevées ici. Or tout cela va dans une même direction: la dégradation systématique de la fonction de professeur du secondaire et de l'enseignement secondaire lui-même!

Pendant cinq ans le SEEN a utilisé tous les moyens pour discréditer les professeurs aux yeux du public. Il ne s'est jamais porté défenseur des intérêts des professeurs qui, pendant des années, furent traînés dans la boue par les journalistes du "tageblatt".

La plupart des professeurs ont soutenu le boycottage de l'examen de fin d'études, aussi pour obtenir une augmentation substantielle des indemnités, mais surtout pour protester contre ce mépris arrogant envers le professorat.

OFFENER BRIEF

AN STAATSSSEKRETÄR GUY LINSTER

Zweifellos haben die buchstäblich in letzter Minute doch noch stattgefundenen Verhandlungen zwischen MEN und APESS das gegenseitige Unbehagen aneinander etwas abgebaut. Dennoch bleibt viel Porzellan zerschlagen, und das Klima zwischen Schulpolitikern und Schulpraktikern dürfte noch über einen längeren Zeitraum hinaus vergiftet bleiben. Musste es wirklich soweit kommen?

Wir glauben nicht. In vielen Punkten hätte es zwischen Ihnen und uns zu einer fairen Zusammenarbeit kommen können. In zu vielen Bereichen aber erwies sich dies als unmöglich. Zu oft stellte man uns "in den Regen". Am Ende Ihres Mandats sei uns deshalb erlaubt, auf einige schulpolitische Fragen zurückzukommen.

1) Klasseneffektive

Als die APESS im Juli 78 die Frage stellte: "Sind Sekundarschüler dem Unterrichtsministerium weniger lieb?", reagierte man in Ihrem Hause äusserst mimosenhaft: verwiesen wurde auf den grossen Nachholbedarf im Mittleren und Professionellen Unterricht. Unsere Zahlen und die der DNAP wurden angezweifelt, aber nie echt demontiert. Zu offenkundig war, dass an fast allen Lyzeen die besonders wichtigen unteren Klassen steigende Schülerzahlen auswiesen - unsere statutengemässe Pflicht war es, auf diese Entwicklung aufmerksam zu machen.

Es ehrt Sie und Herrn Krieps, den Schülern von Mittel- und Berufsschulen günstigere Arbeitsbedingungen verschafft zu haben; wir aber haben uns dafür einzusetzen, dass dies nicht auf dem Buckel anderer Schülerkategorien geschieht. In der Aussprache vom 5. Februar lehnte Minister R. Krieps die Forderung der APESS, der Elternföderation und der OGJ nach Klassen mit max. 20 Schülern kategorisch ab. Gleichzeitig aber deutete er an, dass die zu schaffenden Tronc commun-Klassen mit wesentlich niedrigeren Effektiven rechnen könnten. Darf man uns unter diesen Umständen verübeln, dass wir den Verdacht hegen, das Gymnasium werde gewissen ideologischen Vorstellungen geopfert?

2) Anstellungspolitik

Bevor Sie Staatssekretär wurden, haben Sie mehrmals gegen die angebliche Lehrerschwemme Stellung bezogen. Noch in der ersten Unterredung mit der APESS (im Juli 74) sprachen Sie in mehr oder weniger verächtlicher Form von der "pléthore". In den folgenden Jahren allerdings vollzog sich eine spektakuläre Kehrtwendung: die Statistiker prophezeiten einen drastischen Rückgang der Schülerzahlen (um 25%); gleichzeitig drohte die Zahl der Lehramtskandidaten ins Astronomische zu wachsen. Sie reagierten richtig, als Sie Studenten und Abiturienten darauf aufmerksam machten, dass unter diesen Umständen jeder auf eigenes Risiko diesen Beruf ergreifen müsste. Auch die APESS erwies sich als verantwortungsbewusste Gewerkschaft und verzichtete auf billige demagogische Forderungen - und dies obschon man gerade im "t" nicht müde wurde, die Stagiare gegen die Professoren aufzuhetzen und uns vorzuwerfen, wir würden die jungen Kollegen im Stich lassen. Ja, wir nahmen sogar in Kauf, dass gerade wegen unserer Solidarität mit Ihnen die gewerkschaftliche Einheit zerbröckelte, und eine gewisse AJESS, später AGESS Punkte bei den Junglehrern sammelte. Nachdem allerdings immer offenkundiger wurde, dass die Zahl der Professorenanwärter zurückging und dass sich die Statistiker geirrt hatten, verlangte die APESS eine Revision Ihrer Anstellungspolitik. Statt sich nun mit den direkt Betroffenen an einen Tisch zu setzen und nach Auswegen zu suchen, zeigten Sie die kalte Schulter. Die DNAP rief daraufhin zum Streik auf; die APESS, und mit ihr fast alle Gewerkschaften unseres Landes zeigten sich solidarisch. Sie aber bezichtigten uns der "Unverantwortlichkeit" und bestrafte uns mit Lohnabzug! Hand aufs Herz: hätten Sie sich als APESS-Mitglied unter einem CSV-Minister gegen diesen Beschluss des Comité Central gestellt?

3) Tronc commun

Als Gewerkschaft der Lehrer des Sekundär- und Höheren Unterrichts war und ist es unsere Pflicht, gegen eine Aushöhlung und Schwächung gerade des gymnasialen Unterrichtszweiges einzutreten. Wir waren und sind stolz auf das gute Abschneiden unserer Abiturienten im Ausland; versteht es sich deshalb nicht von selbst, dass wir gezwungen waren, vor allzu leichtfertigen Experimenten zu warnen? Sie selbst wissen am besten, welche Welten die ersten Entwürfe vom definitiven Gesetzestext trennen. Und doch mussten gerade wir kübelweise Beschimpfungen einstecken, weil wir von Anfang an das Kind beim Namen nannten und uns weigerten, Hirngespinnste als pädagogische Sensationen zu beklatschen.

Die meisten von uns wissen daneben sehr genau, dass vieles im Bereich der Schule reformbedürftig ist und wären durchaus bereit, pädagogisches Neuland zu betreten. Die Tatsache z.B., dass gerade Ausländer- und Arbeiterkinder schulisch benachteiligt sind, lässt sicherlich die wenigsten von uns gleichgültig. Und wir bleiben überzeugt, dass behutsame Neuerungen und abgesicherte Experimente auf jeden Fall die Zustimmung vieler Kollegen gefunden hätten.

Zu einer solchen Zusammenarbeit aber ist es nie gekommen. Statt dessen trommelte man im ersten Amtsjahr eine COMFUS zusammen, in der auch ein (!) APES-vertreter dabei sein durfte! Von Beginn an schien man darauf erpicht zu sein, gerade die Leute vor die Köpfe zu stossen, auf deren bereitwillige und aufopferungsvolle Mitarbeit man angewiesen war bei der Durchführung der Reform. Von Beginn an schliesslich wurde immer deutlicher, dass es hier weniger um praxisbezogene Verbesserungen ging als vielmehr um eine weitgehend praxis-unbeschwerte "Struktur"-reform. Fügt man noch hinzu, dass ein sog. Centre de Recherches von LSAP Gnaden die "wissenschaftliche" Betreuung in die Hand nahm (nimmt), während die APES seit Jahren vergeblich darauf wartet, dass etwas im Bereich der Programmkommissionen geschieht, so verstehen Sie vielleicht, warum die Begeisterung für die "Neue Schule" sich in Grenzen hielt. Auf jeden Fall haben Sie die Chance vertan, eine echte Reform in die Wege zu leiten, die von einer breiten Mehrheit getragen worden wäre. Der Tronc commun-Embryo wird zwar, dank allerlei Kunstgriffe, durchkommen, ob das Wunschkind seinen Eltern allerdings einmal Freude bereiten wird, wagen wir zu bezweifeln.

Natürlich könnten wir eine Reihe anderer Belege für diese Ihre Politik der einsamen Beschlüsse anführen; erinnert sei hier - stellvertretend - an die ominöse Idee vom schulfreien 24. Juni 78.

Um keinen Deut besser sah es leider auch auf besoldungstechnischer Ebene aus. Zu echten Verhandlungen kam es so gut wie nie: immer wieder verschanzten Sie sich hinter das in letzter Instanz zuständige Kabinett. Obschon unsere Forderungen sich in bescheidenen Grenzen hielten, konnten wir nicht ewig diese Hinhaltenaktik widerstandslos hinnehmen, genauso wenig wie die Anrempelungen von Minister R. Krieps. Oder würde John Castegnaro sich etwa widerspruchslos von ARBED-Seite sagen lassen, im OGB-L seien einige schwarze Schafe, welchen die Gewerkschaftsführung gefälligst auf die Finger zu klopfen habe und für welche die Einführung der 40-Stundenwoche nicht in Betracht kommen könne?

Die Entscheidung der Generalversammlung vom 15. März, das Abschlussexamen so lange zu boykottieren, bis neue, konkrete Verhandlungsergebnisse vorlägen, entsprang also keineswegs schnöden, materialistischen Beweggründen, wie Seelenforscher A. Wagner meinte, sondern war ein Signal: für seit Jahren angestauten Unmut über schulpolitische Alleingänge, welche die Lehrer häufig genug als Provokationen empfinden mussten!

C. Felten

AVANT-PROPOS

MAGAZINE**MAGAZINE****MAGAZINE**

AVANT-PROPOS

Cette nouvelle rubrique du Bulletin sera consacrée à la présentation d'activités diverses à et autour de l'Ecole.

- Conscients du risque inhérent à un organe voué exclusivement à l'information syndicale,
- conscients également de l'image que le grand public (politiciens inclus) se fait du travail du professeur, nous avons cru répondre à un réel besoin en insérant ce magazine d'allure plus désinvolte parmi nouvelles et commentaires politico-syndicaux.

Trop souvent encore, on identifie l'Ecole aux cours plus ou moins mornes; le professeur, lui, est considéré comme un maître plus ou moins vaniteux qui, les élèves partis, se rue sur les devoirs afin de donner libre cours à ses instincts sadiques - moyennant profusion d'encre rouge ou noir.

Cette caricature coriace méconnaît

- que l'école d'aujourd'hui n'est plus la caserne d'antan,
- que l'offre de nos Ecoles ne se limite plus aux seuls cours magistraux, mais englobe de plus en plus d'activités sociales, artistiques, scientifiques ...,
- que la vie culturelle de notre pays doit beaucoup à ces "maîtres paresseux" (SPIEGEL) qui consacrent un joli bout de leurs loisirs à toutes sortes d'initiations et de recherches - non-rémunérées la plupart du temps.

Pour terminer, je voudrais remercier les collaborateurs bénévoles à ce premier "Magazine". J'espère que l'exemple qu'ils ont donné sera imité et que la prochaine édition du "Magazine" pourra présenter, outre le théâtre, d'autres activités, désavouant les clichés d'une triste école, de maîtres hautains et rapaces.

C. Felten

SUR LES PLANCHES DEPUIS CINQ ANS - LES COMÉDIENS DU DIMANCHE

Un jour de 1974, le désir de faire du théâtre exprimé par quelques élèves rencontra l'enthousiasme d'un professeur adepte de Thalie, et c'est ainsi que furent créés au Lycée Robert-Schuman les "Comédiens du Dimanche". Depuis 1975, la troupe a organisé régulièrement une représentation théâtrale par année, trouvant ses pièces dans le répertoire français, risquant aussi l'essai d'une pièce écrite par l'un des jeunes acteurs.

En février 1979, lors de leur cinquième représentation théâtrale, les élèves du Lycée Robert-Schuman ont interprété au Studio du Théâtre Municipal de Luxembourg deux pièces de Marcel Reuland ("Op der Märei" et "D'Spill vun der Bidden"), ainsi que "Un Caprice" d'Alfred de Musset, joué par les Comédiens du Dimanche.



Le répertoire de ces derniers a toujours été plutôt classique, dans la mesure qu'ils n'ont pas choisi de faire du théâtre de recherche ou du théâtre expérimental, tâche qui leur semblait les dépasser tout en ne correspondant pas à leur idéal théâtral. Au fond, ce que ces jeunes voulaient, c'était simplement "monter sur les planches". Le choix des pièces, dans lequel intervenaient les élèves, a toujours été fait en fonction des goûts et de la personnalité des jeunes comédiens; ceux-ci d'ailleurs participaient très active-

ment à la mise en scène et ils trouvaient plaisir à cette collaboration. Tout comme ils aimaient expérimenter cette multitude de sensations qui entourent une soirée théâtrale: le fait de jouer dans une vraie salle de spectacle n'était pas étranger à ce "délicieux trac", à cette tension suivie de fous-rires lorsqu'un méchant imprévu se présentait, à la joie quelque peu gênée devant les applaudissements de la salle.



Cette expérience-là, il fallait la faire, tel est l'avis unanime de tous ceux qui jusqu'ici ont participé aux représentations. Et ils en sont tous sortis enrichis:

ils ont appris à sonder un texte afin de traduire en gestes ce que suggèrent les paroles;

ils ont appris à se contrôler et souvent à se dépasser;

ils ont appris à s'engager jusqu'au bout;

ils ont appris, avec des heures de travail acharné, des heures sacrifiées, ce que c'est que cette expression théâtrale;

en un mot, ils ont fait la merveilleuse expérience d'un travail en équipe, et cela, le professeur-metteur-en-scène est le premier à s'en féliciter, car il a fait partie de cette équipe!

Marie Anne Werner

DIE LASEL DER THEATERWELT

Auch wir suchen und fördern Talente. Viele einheimische Theaterhasen lernten ihr Jägerlatein auf einer Pfadfinderbühne. Ich bin überzeugt, unsere Schülerbühne hat bereits einige Theaterhäschchen gezüchtet.

Die Theaterarbeit im 'Lycée de garçons Esch' beschreiben, heisst Namen damit verbinden: die Schauspieler Christian Kmiotek, Rori Grasso, Pierre Rauchs, Michel Clees, Denise Gregoire, den Bühnenbildner Ad. Deville, den Film-Ton-Macher Gast Rollinger, den Regisseur Ed Maroldt, um nur die zu nennen, die seit fünf Jahren dabei sind. Diese Personenkonstellation konnte Erfolge buchen, weil sie zusammen mit einer dreissigköpfigen Mannschaft ihre Möglichkeiten voll ausschöpfte und aus ihrer Neigung, anspruchsvolles Theater zu machen, einen eigenwilligen Arbeitsstil entwickelte, der den Beteiligten gefiel.



Als am 1. März die 'Première' von 'Männer aus Aisen', eines luxemburgischen Stückes über das Leben des Herkuł John Grün und der Eisenbarone Metz, gefeiert wurde, war dies die Show eines Ensembles, das am Medium Theater interessiert ist und das Getto Schultheater überwinden möchte. Wer uns zum erstenmal besuchte, mochte über die Spontaneität, das Engagement der Beteiligten gestaunt haben, doch sollte auch niemandem entgangen sein, dass unsere Bühne sich nicht als Beichtstuhl oder Therapieanstalt des Schulpsychologen versteht, dessen Aufgabe es wäre, angeknackste Schülerpersönlichkeiten 'theatralisch' aufzurichten.

Demnach bei uns kein Schülertheater, sondern Theater mit Schülern. Falls diese Floskel Unbehagen auslöst, so sollte dies der Anlass zur kritischen Distanz gegenüber den vielen Äusserungen in Zeitungen und Broschüren zum Thema Schultheater sein.

Bei allem Positiven, das Theaterpädagogen in letzter Zeit über ihre Arbeit zu berichten wussten, entgeht einem doch nicht, dass sie sich im Grunde doch immer entschuldigen. Der eine verkauft sich als Pädagoge, weil er sich als Theatermacher überfordert fühlt, der andere will unbedingt ohne Bühnenbild auskommen, weil er erst im nächsten Jahr einen Bühnenbildner zu finden hofft, ein dritter, hat sich als Spezialist für Schultheater-Komparatistik der ästhetischen Praxis entfremdet, beschuldigt den lieben Nachbarn, als verhinderter Regisseur Schüler für seine Theaterträume zu missbrauchen.

Lassen wir uns nicht von euphorischen Kultursondermeldungen blenden, die kreative Theaterwerkstätten an dieser oder jener Schule als Institution darstellen. Gerade bei den Arbeitssitzungen für den Kulturstand auf der Frühjahrsmesse 1979 zeigte sich, dass sogar Schuldirektoren voller Optimismus den Namen von Theaterpädagogen wie Schachbrettfiguren ins Feld schicken, wohl wissend oder nichtwissend, wie arg sie die 'Kreativität', die Improvisationslust ihrer jeweiligen Schultheatergruppe in Bedrängnis bringen.

Die Theater-Kunst-Kultur-Zukunft im Jahre 1979 ist nicht so rosig, wie dies nach aussen hin aussieht. Schultheater kann kein Vierjahreszeiten-Betrieb sein, schon allein deshalb, weil Schüler weit weniger Zeit für paraschulische Aktivitäten haben als gesamtschulische Träume es hoffen lassen und weil die Gruppenleiter, die fast alle in anderer Kulturarbeit verstrickt sind, Zeit und Ideen nicht einfach aus dem Ärmel rütteln können. Wer andererseits glaubt, Schultheater sei so einfach wie Würstchenverkaufen auf einem Schulfest, sei die Nervenbelastung einer Hauptprobe mit dreissig Schülern vor Augen geführt.

Schultheater im LGE ist mehr als die Praxis von sozialen Rollenspielen oder als die Keimzelle für Kulturarbeit. Der Kunstanspruch, der bei der Stückwahl mitausschlaggebend ist, darf nicht durch den Modeartikel 'Kultur' aufgesaugt werden. Ob wir dieses Ziel über Jahre verfolgen können, ist eine Frage der personellen Besetzung der Gruppe.

Wenn wir Karl Valentin eingeführt haben, Grabbes 'Scherz, Satire, Ironie', Konrad Wünsch's Antikriegsstück 'Jerusalem, Jerusalem' aufgeführt haben, so haben wir unseren Schülern doch vorgeführt, dass Theater ein 'Freiraum zum Spielen' bleiben muss. Nach dem Motto 'jedes Jahr verrückter' werden Publikum und Akteure durch Verunsicherung zur lebendigen Auseinandersetzung mit dem Theater angehalten. Wir experimentieren auch deshalb mit Theaterformen, weil wir im Gegensatz zu einigen Kollegen unseren Freiraum nicht gegen eine direktoriale Zensur verteidigen müssen. Provokatives Schultheater oder die Schulbühne als optimistische Lebenshilfe? Vielleicht steigt die Narrenfreiheit der Schulbühne mit dem politischen Ungebundensein des jeweiligen Schuldirektors. Wenn dieser sich weder links noch rechts parteipolitisch engagiert fühlt. (Hier werden auch Erinnerungen an eine boykottierte Aufführung während meiner eigenen Schülerzeit wach.)



Das Spektakel-Theater, mit dem die breitere Öffentlichkeit unsere Gruppe 'Les tréteaux de la chouette' identifiziert, ist letzten Endes ein Zwitter zwischen Schüler- und Amateur Bühnen geworden. Zur Nachahmung empfohlen wäre da eher unser Strassentheater, unsere Pantomimen, das Vorführen von eigenen Theaterstücken im Kindergarten, die erfolgreiche Aufführung des Clownsstückes 'Fazz und Zwo' für die Escher Primärschüler, die Szenencollage aus Karl Kraus

T.O.L

Lorsque le Théâtre Ouvert Luxembourg s'est créé en 1973, il s'est fixé pour premier but d'être à Luxembourg le reflet du théâtre contemporain français, de promouvoir les jeunes auteurs que les "tourneurs" professionnels ne nous présentent jamais. C'est ainsi que des noms comme Foissy, Grumberg, Halet, Wenzel, Haim ont été pour la première fois à l'affiche à Luxembourg grâce au T.O.L.

Mais qui dit répertoire nouveau, dit aussi public nouveau, car il ne faut pas se leurrer, ceux qui ont pris l'habitude de considérer les "Galas Karsenty" comme le seul représentant de la culture française, peuvent difficilement être convaincus qu'à côté existe un nouveau répertoire bien plus vivant. Ce public nouveau, il est vital pour un ensemble de théâtre, de le trouver chez les jeunes, eux qui découvrent seulement cet art. Mais il est un fait aussi que ce public on ne l'intéresse pas au théâtre en lui signalant simplement qu'à telle date, telle troupe donnera tel spectacle. Il faut conditionner ce public.



Paul GREISCH, dans: Beckett, La dernière bande (1978)

Un premier et excellent moyen est sans conteste le théâtre scolaire: amener les jeunes à jouer eux-mêmes, à être confronté à un texte dramatique, à découvrir ainsi l'essence même du théâtre. Le renouveau du théâtre scolaire est évident depuis quelques années, il faut s'en réjouir.

Une autre approche est celle de présenter des pièces aux élèves, chez eux, c.à.d. dans leurs écoles, comme un complément logique à leur formation.

C'est pour cette raison que le T.O.L. a commencé cette saison à programmer

des spectacles suffisamment mobiles pour être présentés dans les établissements scolaires, des spectacles qui s'inscrivent plus directement dans les programmes de littérature. C'était le cas de "la dernière bande" de S. Beckett et d'"Architruc" de Pinget, pièces que nous avons représentées une demi-douzaine de fois dans des établissements secondaires. Il s'agissait d'une première expérience, elle était incomplète. Nous essaierons l'année prochaine de l'étendre. A notre programme figurera à cet effet une pièce représentative d'un autre grand du théâtre des années 50 : "Les Chaises" d'E. Ionesco.



Henri LOSCH et Marc OLINGER, dans: Pinget, Architruc (1974)

Une fois par an le Ministère des Affaires Culturelles invite une troupe étrangère pour assurer des animations théâtrales dans nos écoles. Il s'agissait depuis 2 ans du Théâtre National de Belgique. Entreprise certes intéressante, mais qui, d'une part reste épisodique, de l'autre tourne en partie à vide, puisqu'une faible proportion seulement des élèves touchés verra le spectacle, pour lequel il faut se déplacer dans un théâtre, le soir, avec toutes les difficultés que cela comporte. N'y aurait-il pas moyen de donner à des ensembles luxembourgeois la possibilité de réaliser une animation pareille? Le spectacle serait la suite logique d'une préparation dans les classes et une discussion pourrait conclure l'expérience.

Il va sans dire qu'une telle expérience ne peut se faire sans une bienveillante collaboration de la direction et des titulaires des cours de français. Nous avons ainsi pu faire des tentatives fructueuses, nous aimerions les multiplier. Et c'est ainsi que je me permets de faire appel à mes collègues de

français. L'intérêt qu'ils pourraient porter à notre entreprise nous permettrait de présenter à leurs élèves un aspect de cette littérature qu'ils ont à enseigner tout au long de l'année. Une représentation pourrait servir de complément utile à leur cours. Mais nous pensons aussi que ce serait un bon moyen de familiariser les élèves avec le théâtre en général, de les amener à considérer le théâtre comme une composante naturelle et non exceptionnelle de leur vie, de leur formation.

M. Olinger, A.L.



Marc OLINGER, dans: Pinget, Architruc (1978)

SERIEUX,

PAS SERIEUX..

La création d'un premier cycle intégré de l'enseignement postprimaire

Voici le résultat des prises de position — pour et contre — le projet de loi portant création d'un premier cycle intégré de l'enseignement postprimaire :

I. Se sont prononcés pour :

- a) le Conseil d'Etat
- b) le Conseil Economique et Social
- c) les associations d'enseignants et de parents suivantes :
 - l'Action Familiale et Populaire (AFP)
 - l'Action pour une Ecole Nouvelle (APEN)
 - la Ligue Luxembourgeoise de l'Enseignement
- d) les associations d'enseignants suivantes :
 - l'Association des Professeurs d'enseignement moyen
 - l'Association Générale des Enseignants de l'Enseignement

Secondaire et Supérieur
(AGESS)

- le Cercle de liaison des enseignants critiques (CLEC)
- l'Association des Instituteurs Réunis (AIR)
- la Fédération Générale des Instituteurs Luxembourgeois (FGIL)
- le Syndicat de l'Enseignement Technique et Professionnel (SETP)
- e) les établissements d'enseignement moyen, technique et professionnel suivants :
 - Centre d'enseignement professionnel de Luxembourg
 - Centre d'enseignement professionnel de Luxembourg — Annexe de Verlorenkost
 - Ecole de Commerce et de Gestion

- Ecole des Arts et Métiers
- Collège de Pétange

f) les chambres professionnelles suivantes :

- Chambre de Commerce
- Chambre des Employés Privés
- Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics
- Chambre des Métiers
- Chambre du Travail

g) les fédérations et syndicats suivants :

- Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP)
- Confédération Générale du Travail (CGT)
- Fédération des Employés Privés (FEP)
- Jongbauceren- an Jongwenzerbond

- Onofhängegen Gewerkschaftsbond Letzebuerg (OGB-L)
- Neutralen Handwierker Verband (NHV)

II. Se sont prononcés contre :

- Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur (APESS)
- les lycées suivants :
Athénée de Luxembourg, Echternach, Dickirch, Esch/Alzette, Michel Rodange,
- les collèges suivants :
Luxembourg, Wiltz
- Fédération des Associations de Parents d'Elèves de l'Enseignement Postprimaire
- Katholisch Akrioun vum Duerf

(Communiqué par le Ministère de l'Education Nationale)

83,64% **POUR LE TRONC COMMUN ?!**

Le Ministère de l'Education Nationale a communiqué la liste des prises de position des divers milieux, concernés ou non, relativement au projet de loi portant création d'un premier cycle intégré de l'enseignement postprimaire. (Voir communiqué page précédente)

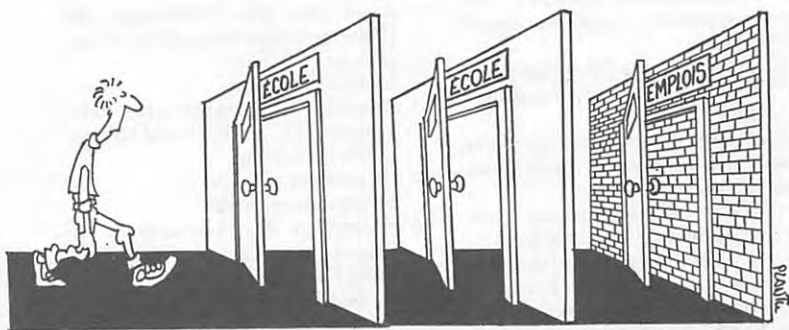
La hauteur totale des différentes prises de position est de 269 millimètres. (Commentaires non compris!)

La liste des avis favorables occupe 225 millimètres, donc 83,64% des gens sont favorables au projet en question.

Que l'APSS cesse donc enfin de défendre les idées d'une minorité de 16,36% de la population!

Schof

P.S. Le raisonnement est basé sur les artifices appliqués par le Ministre de l'Education Nationale lors du calcul de l'indemnité pour l'examen de fin d'études secondaires.





Chez Carlo Felten,
 tout à fait d'accord pour
 la reproduction de mon article par
 votre lettre du 10 avril 79.
 Je n'ai pas changé d'opinion
 sur le sujet.

Je ferais bien sûr ravi
 de recevoir quelques perles
 exemplaires.

Merci d'illustrer les
 articles par la photo jointe,
 si vos techniques d'impression le
 permettent.

Bien cordialement

[Signature] 1979

... le 8 juin 1977, M. Valéry Giscard d'Estaing, interviewé à la télévision par des lycéens, se félicita de l'instauration du collège unique, prévu pour la rentrée, en sixième.

- Je préfère, déclara le président de la République, que l'on ne donne pas à une réforme le nom du ministre responsable.

En quoi il a raison, puisque les ministres changent et que leur successeur s'empresse de promouvoir une réforme différente. Cela dit, le collège unique fut loin de faire l'unanimité:

- Vouloir que tout le monde marche au même pas, m'a dit un prof de maths, est un mythe. Ou alors il faudrait moins d'élèves par classe et des maîtres suffisamment formés pour s'occuper d'eux.

- Si cette réforme est appliquée jusqu'au bout, a ajouté un autre prof, on verra de plus en plus les forts choisir l'allemand et les faibles l'anglais, recréant ainsi les classes de niveau qui sont la seule solution dans l'état actuel de l'enseignement.

- Vous savez, m'a rétorqué un chef d'établissement, les réformes sont toujours faites pour la presse et la télévision. Quand on passe à l'application, il ne reste pas grand-chose des belles théories ministérielles. Prenez le cas des heures de soutien prévues pour les élèves plus faibles. Certes, j'ai suivi les directives officielles, mais à ma manière, puisque je soutiens tout le monde.

Trois mois après l'application de la réforme, les rapports de mes honorables correspondants me prouvaient déjà que j'avais eu raison de rester confiant dans l'avenir: la récolte s'annonçait riche. En outre, m'écrivit un professeur de sixième, "le domaine des perles est devenu plus varié et plus général, puisque les manuels font le survol des connaissances, sans jamais entrer dans le détail."

Je me permets donc d'adresser mes remerciements à M. Haby, ministre de l'Éducation (au moment où j'écris) et père de la réforme. En témoignage de reconnaissance, je lui dédie cette perle extraite d'une rédaction: *Notre maîtresse est à son bureau et au-dessus il y a un autre vieux tableau.*

ABOLISSONS L'EXAMEN DE FIN D'ETUDES !

Ces princes qui nous ont gouvernés au cours des cinq années écoulées, avaient inauguré leur règne mémorable par une mesure où ils avaient prouvé dès l'ingrès qu'ils représentaient dignement le fameux "gouvernement du dialogue". Alors qu'au sein des conférences des professeurs on dialoguait encore en toute innocence pour peser les avantages et les désavantages de l'examen de passage, nos princes, appréciant à sa juste valeur le babillage folâtre de quelques centaines de professeurs, avaient frappé haut et fort: ils avaient aboli. L'examen? Le dialogue? A ce moment-là, la plupart des professeurs n'avaient pas encore voulu croire à l'abolition des deux. L'avenir les avait fait déchanter. Les princes, surtout ceux qui se sont prétendus éclairés, avaient adopté depuis deux cents ans déjà la devise: Tout pour le peuple, rien par le peuple.

Face à pareille attitude, il serait téméraire de vouloir donner quelque conseil que ce soit à Leurs Grandeurs. Voilà pourquoi je me contenterai de leur soumettre bien humblement une requête: "Vous avez inauguré votre règne par l'abolition de l'examen de passage, veuillez le clore par l'abolition de l'examen de fin d'études, ainsi vous épargnerez de l'argent à l'Etat, vous rendrez heureux des milliers d'étudiants et ... vous enlèverez aux professeurs un bien vilain moyen de chantage."

Certains collègues me diront que mon humble supplique leur paraît aberrante, que les raisons que j'invoque ne les satisfont pas. A leur intention j'ajouterai quelques arguments-massue. Ils viennent d'outre-Rhin, comme tous les bons arguments (oui, oui, je pense à l'école globale). De plus, ils sortent de la plume d'un éminent spécialiste, le Herr Professor Doktor Méd. et Phil. H. Griesbach. Leur seul défaut: ils ont un petit air surannée puisqu'ils datent de 1911. Mais ils devrait plaire à nos princes, puisque c'était là l'époque glorieuse où l'Allemagne elle-aussi était encore gouvernée par des princes.

Mettons-nous donc au garde-à-vous et écoutons:

Ueber die Erfahrungen, die man mit der Reifeprüfung gemacht hat, ist die Literatur zu einer enormen Höhe angeschwollen. Die meisten der auf das Abiturientenexamen bezüglichen Schriften fordern ihre gänzliche Beseitigung. Die Minderzahl spricht sich für unveränderte Beibehaltung aus. Es gibt auch Zeugnisse, die nur eine schriftliche, sowie solche, die nur eine mündliche Prüfung wünschen. Endlich wird öfters dafür eingetreten, bei genügendem Ausfall der schriftlichen Prüfung von einer mündlichen Prüfung Abstand zu nehmen. Als wichtige Gründe für die unveränderte bzw. mit Verbesserungen versehene Beibehaltung der Prüfung werden angeführt: Die Prüfung sei das einzige Mittel, die Lehrer richtig zu beurteilen. Die Prüfung sei das einzige Mittel, um ein völlig objektives Urteil über Wissen und Können der Schüler zu erlangen. Die Prüfung sei das einzige Mittel, etwaiger

Protection vorzubeugen und Unparteilichkeit der Lehrer zu erzielen. Die Prüfung sei das einzige Mittel, ungeeignete Elemente von Hochschulfstudien und von höheren Berufsarten fernzuhalten. Die Prüfung sei ein geeignetes Mittel, die Schüler zu regelmäßiger und pflichttreuer Arbeit anzuhalten. Die Prüfung sei ein geeignetes Mittel, die jungen Leute mit dem Wesen einer Prüfung genau bekannt zu machen und sie dadurch für die unvermeidlichen Prüfungen im Anschluß an ihre späteren Studien vorzubereiten. Die Prüfung erhöhe das Ansehen des Lehrstandes.

Ich verzichte darauf, in eine Erörterung dieser Gründe einzutreten, da ihre Nichtsichtbarkeit in betreff der Beibehaltung der Reifeprüfung für jeden erfahrenen Pädagogen und Vertreter der Schulerwaltung klar auf der Hand liegt. —

Et qui osera dire que Herr Professor n'est pas moderne? Tous les arguments qui plaident en faveur de l'examen, ce prince des pédagogues les balaie d'une seule chiquenaude. C'est là une manière de procéder on ne peut plus moderne et vraiment princière. Que m'importent vos arguments, Messieurs! L'examen servirait à contrôler les professeurs? Passerait encore. Mais vouloir contrôler les élèves? Quelle impudence! Vouloir barrer l'accès des études supérieures à quelqu'un grâce à un contrôle de ses connaissances? Fi donc! Et où resterait la démocratisation de l'enseignement? Vouloir préparer les jeunes au stress de la vie? Vous n'y pensez guère, ces chers petits risqueraient d'être traumatisés. Vouloir éviter toutes sortes de protectionnisme, parler de Unparteilichkeit? Cher ami, d'où venez-vous? Ce qui compte, ce qu'il faut, c'est la Parteilichkeit. Unparteilich sein, être sans parti, voilà qui est criminel.

Mais voyons plus loin et écoutons encore le Prof. Dr med et phil:

Von Gründen, die gegen die Beibehaltung der Reifeprüfung sprechen, will ich nur drei nennen. Diese sind so schwerwiegend, daß es keiner weiteren Gründe für die Beseitigung der Prüfung bedarf.

Die Reifeprüfung setzt der im Schulbetrieb leider nicht seltenen Unaufrichtigkeit die Krone auf und verleitet selbst die besten Elemente zum Betrug, sie untergräbt die Moral und verdirbt den Charakter.

Ich kann nicht umbin, von zahlreichen mir bekannt gewordenen Fällen hier zwei zu erwähnen. Der eine Fall ereignete sich am 15. Mai 1907 im Gymnasium einer kleinen Stadt Süddeutschlands. Dort ließen die Abiturienten einen Privatmann, der als tüchtiger Mathematiker bekannt war, aus einer anderen Stadt kommen. Die mathematischen Aufgaben wurden in einen Papierkorb gelegt, und nach einer Stunde holte man die Lösungen. Der andere Fall ereignete sich 1910 in einem Gymnasium der Provinz Posen. Dort

drangen Abiturienten in das Amtszimmer des Direktors und verschafften sich die für die Prüfung bestimmten Themata.

Die Reifeprüfung ergöt in vielen Fällen ein vollständig schiefes Bild von dem Wissen und Können der Schüler, was dadurch bewiesen wird, daß Schüler durchfallen, deren Klassenleistungen stets genügten. Die Ursache dieses Mißerfolges liegt in einer plötzlichen Störung des Gleichgewichts zwischen Kraft und Leistung, ist also psychischen Ursprungs.

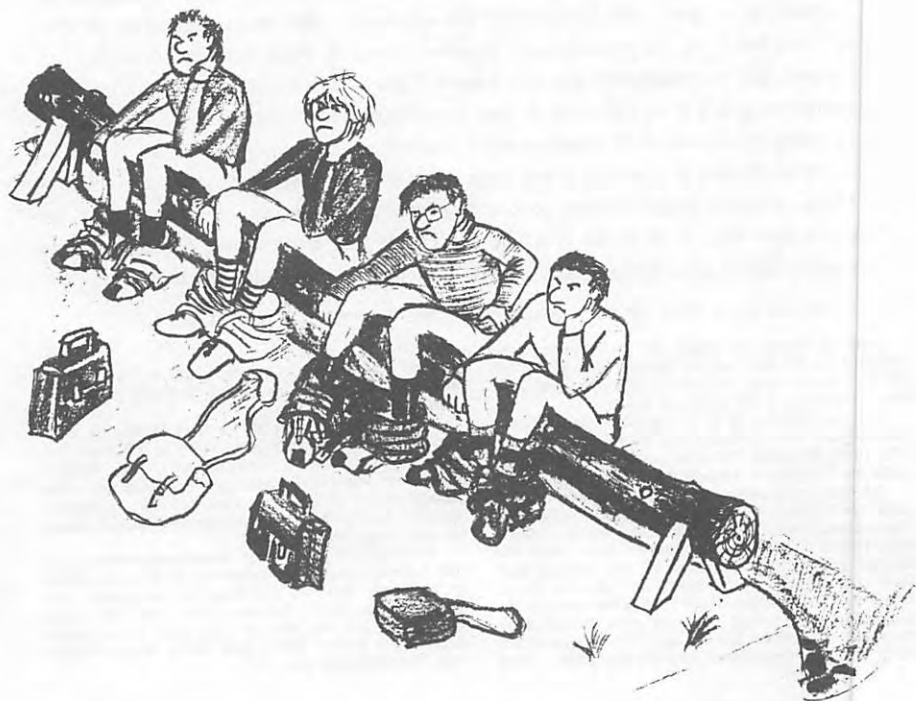
Die Reifeprüfung bedingt monatelange Aufregung und vermag dadurch die Gesundheit in so hohem Grad zu schädigen, daß sich der Schaden nicht mehr ausgleichen läßt. Diese Tatsache trifft auch für solche Schüler zu, die von jeher eine durchaus naturgemäße Lebensweise geführt haben und weder erblich belastet noch Neuraseniker sind. —

Voilà qui est parlé, et à bon entendeur salut! Personnellement, c'est le tout dernier argument qui m'a convaincu. Cependant, si après lecture il reste parmi les collègues un seul qui ne soit pas converti à la bonne cause, qui ne soit pas convaincu de la nécessité de l'abolition de cet examen infâme, je les prierais de s'adresser à nos princes. Si eux se sont laissé émuvoir par ma supplique, ils le convaincront à coup sûr grâce à leur argument-choc qui a été, est et sera toujours le meilleur: La raison du plus fort!

R.S. L.G.L.

LE TRONC COMMUN

VU PAR UN ELEVE



DU LCD

Zahnmäuler, Kanonen und Feuerwerk

Zum Kabarettabend „Fanatikum“ des Kasemattentheaters

Gott sei Dank: so gar schlimm, wie es
Pit Weyers Kopf à la Grosz mit den aus
großaufgerissenem, haifischbezahntem
Maul feuernden Kanonen wahrhaben
will, ist es nicht und auch wieder nicht
so zu Tränen rührend harmlos wie das
professorale Zahnmaul auf dem roten
Plakat der im übrigen gar nicht so roten
APESS. „Fanatikum“ hat eben genug

.....

Fernand Hoffmann hat mal wieder zugeschlagen. Er, der sich vor zwei Jahren selbst aus der APESS ausschloss, ist zu Tränen gerührt über das harmlose (Plakat-)Zahnmaul der gar nicht so roten APESS. Hier drängen sich gewisse Feststellungen bzw. Fragen auf:

- Was das APESS-Plakat mit dem Kasemattentheater zu tun hat, dürfte einzig Kunstkenner F.H. bekannt sein.
- Die unterschwellige Klage über die gar nicht so rote APESS stellt seinen aufsehenerregenden Austritt aus der Professorenvereinigung in ein völlig neues, Freund und Gegner überraschendes Licht.
- Ob das professorale Zahnmaul harmlos ist (bleibt), muss F. H. mit seinem Dentisten vom Boulevard Royal besprechen. Die Mehrzahl der Professoren hingegen ist überzeugt, dass dem selbstherrlichen Gebaren unserer ministerialen Vorgesetzten nicht mehr mit unverbindlichen Feuilleton-Witzchen beizukommen ist.

"Rührend" ist bloss, dass verschiedene Kulturpápste hierzulande das syndikalistische Engagement der Lehrer als unvereinbar mit deren "Berufung" abtun möchten. Tränen schliesslich kann man vergiessen über die feige Naivität derjenigen, die Machtmissbrauch allenfalls als literarisches Motiv gelten lassen!

22. Sitzung/Donnerstag, den 30. November 1978

Was ist inzwischen geschehen? Offensichtlich wurde der Dialog im Schulbereich eingeführt, derselbe wird ständig mit dem Lehrpersonal, den Eltern und den einzelnen Berufsorganisationen geführt, so daß ein jeder, der irgendwie etwas zu den Schulfragen auszusagen hat, um seine Meinung gefragt wird. Symptomatisch ist, daß in den vergangenen 4 Jahren vor allem zahlreiche Elternvereinigungen gegründet wurden, insbesondere im Primärschulbereich. Augenblicklich bestehen in allen postprimären Schulen Elternvereinigungen.

"ES IST UNMÖGLICH, VON GUY LINSTERS HUMOR, VON SEINER FORMULIERUNGSGABE, SEINEM SCHARFEN BLICK FÜR TYPISCHES UND WITZIGES UND VON SEINEN POINTEN NICHT GEFESSELT ZU SEIN."

FREI NACH DER "KÖLNISCHEN RUNDSCHAU"

Planche Morphologique L'Enseignant

ses Caractéristiques:

Crâne haut =

Signe d'intelligence,
silo à culture.

Lunettes épaisses =

Regard distant sur le
monde gesticulant.

Poussière de craie =

Détachement des
choses matérielles.

Double menton =

Trovoqué par le
continuuel recul
de la tête pensante
devant la banale
quotidienneté
du réel.

Serviette usagée =

Indice d'une
grande et longue
pratique.

Très difficile
à assumer
aujourd'hui,
dans cette époque
de réformite aigüe.

Cheveu fou

= Indice de créativité de bon
abst.

Bouche large

de laquelle ne peuvent tomber
que de sages et
importantes paroles.

Veste, bonne coupe
bon tissu, mais usagée

Malgré
la très belle allure,
il ne reste pas moins
vrai que la mode
n'a pas de prise sur
ce spécimen qui
estime d'autre part
être bien mal payé
pour le rôle essentiel
qu'il joue,
dans la société.

Accessoires

Chapeau

Permet
d'ostensibles salutations.

Pipe :

Indice de la
Réflexion, d'autant plus
profonde que la bouffée l'est
elle-même.

Noeud papillon

donne - avec le cheveu fou -
un côté poète apprécié.

Oignon

Permet
le geste qui indique qu'on
doute de
toutes les
sonneries.

C. L. appointe 2119

L'Enseignant Commun
Adulte

Genre masculin

Lieux d'activité : EP, CES, CET, Lycée,
UP, FAC, Jurys divers, listes électorales.

L'approche du Spécimen ci-dessus représenté a été rendue difficile par la multitude des cas particuliers dont l'étude sera menée ultérieurement.

Glinster im Ginster

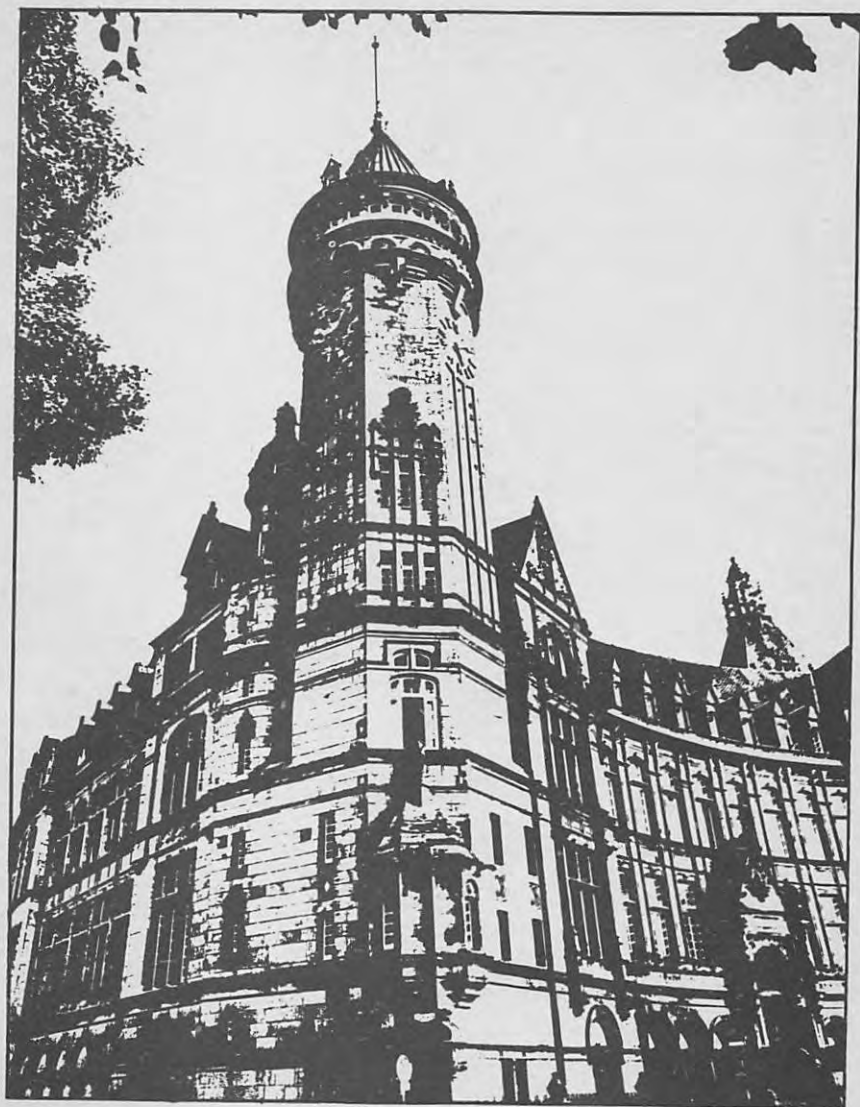


Noch war die Kunde nicht überall durchgedrungen, daß sich die „Wahllokomotive“ Glinster in den verlorenen Norden in Bewegung gesetzt hatte, als ein Jubelruf, lauter als der Tarzanschrei, über die Öslinger Köppen hinwegechote. Sämtliche Xang-, Musik-, Feuerwehr-, Taubenzüchter-, Kaninchenhalter-, Jagd- und Fischervereine wollten nicht abseits stehen, um dem hohen Gast die letzte Ehre zu erweisen und ihm „hoch auf dem gelben Wagen“ zuzujubeln. Das Ehrenspalier machten die „Apess“ und die Stagiarpfessoren.

Kollege Linster wird sich über diese Wahlhilfe gefreut haben - genau wie die Öslinger, die man mit Primitivstämmen und dusligen Heimatfilmstatisten assoziiert. Der Escher Stabreimer allerdings scheint sowieso nicht recht an den Einsatz der "Wahllokomotive" zu glauben, ist doch der Norden "verloren". Guy Linster schliesslich werden ante festum "letzte Ehren" erwiesen...

TABLE DES MATIERES

- EDITORIAL	p. 1
- AU FIL DES JOURS (RAPPORTS, CORRESPONDANCE, INFORMATIONS)	p. 4
* Assemblée Générale du 15 février 1979	p. 15
* Mémoire de l'APES	p. 28
* Assemblée Générale Extraordinaire 15 mars 1979	p. 36
- CARTES SUR TABLE (ADUSE, GPAM, DNAP)	p. 53
- L'APES RIPOSTE	p. 61
- ANNOTATIONS	p. 93
- DOSSIER: LE TRONC COMMUN	p. 106
- TRIBUNE LIBRE	p. 113
* Die Schulreform: bedenklich und unüberzeugend/ N. Moia	p. 114
* Quelle éducation? N. Klecker	p. 120
* élite, elitär, élitiste/ Nelly Moia	p. 122
* Le sexisme et les tiré-au-flanc/ Reri	p. 125
* Adieu, Monsieur Linster/ F. Scholtus	p. 126
* Offener Brief/ C. Felten	p. 127
- MAGAZINE	p. 129
* Avant-propos	p. 130
* Sur les planches depuis cinq ans - Les Comédiens du Dimanche/ Marie Anne Werner	p. 131
* Die LASEL der Theaterwelt/ Ed Maroldt	p. 133
* T.O.L./ Marc Olinger	p. 137
- SERIEUX, PAS SERIEUX	p. 140
* 83,64% pour le Tronc commun	p. 142
* Le Festival des Cancre	p. 143
* Abolissons l'examen de fin d'études	p. 144
* Le Tronc commun vu par un élève	p. 146
* Kabarett-Premiere	p. 147
* Kammer-Rezension	p. 148
* Planche Morphologique	p. 149

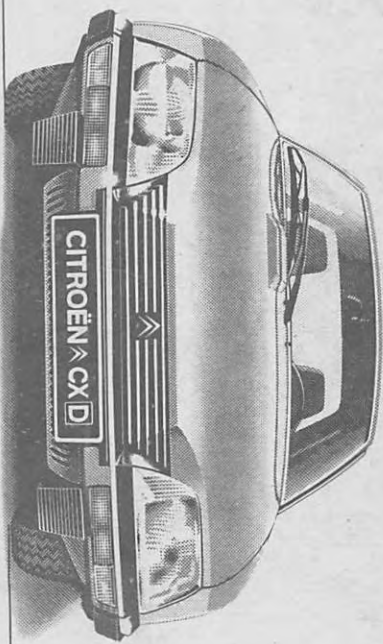


ëmmer wann et em d'Geld geet

SPUERKEESS



Citroën CX2500D: la diesel insolente.



ETOILE GARAGE

Concessionnaire CITROËN

Place de l'Etoile

—

Tél. 4 68 11

—

LUXEMBOURG

CITROËN CX

J Günzburger S.A.